

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du samedi, 15 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à midi.

Sur motion de l'honorable M. ROBERTSON, secondé par l'honorable M. FLYNN,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance entre les magistrats de district de la Province et le gouvernement, au sujet de l'augmentation de leur traitement.

Honorable Mr ROBERTSON said his main object in bringing before the House this motion, was to call the attention of the Government and the member of the House to the position of Mr. Rioux, District Magistrate for the district of St. Francis and Bedford.

Mr. Rioux has discharged his duties for many years with great faithfulness. He was a most able lawyer, a straight forward honest man, indefatigable in the discharge of his duties in the districts named and for years also in the district of Arthabaska, and commanded the respect of all who knew him.

He then called attention to some facts taken from the *Official Gazette* for February, showing the number of cases which came before the District Magistrates for the year 1889 and the proportion which came before Mr. Rioux. For instance, the whole number of civil cases which came before all the District Magistrates in the Province, seven in all—excluding those in Montreal—were 2,022, of which Mr. Rioux had 815 in St. Francis district alone, there being no account for Bedford district.

The number of cases returned were 1,320, of which 451 were returned in St. Francis. The number of judgments rendered by all the Magistrates

were 917, of which he had rendered 338, and out of 419 executions issued, 293 were issued out of Mr. Rioux's Courts, but Mr. Rioux's services were principally rendered in criminal matters, saving, as he had said before, much expense in holding criminal terms of the Court of Queen's Bench.

There came before the District Magistrates in all the Province outside of Montreal 842 criminal cases and of these in St. Francis and Bedford districts 330 came before Mr. Rioux. Out of 597 convictions, 264 were rendered by him, and so on.

Out of \$7,557 imposed in penalties for various offences, \$3,823, or more than one half, were imposed by Mr. Rioux—that is, more than by all the other District Magistrates. Mr. Rioux had Circuit Courts in Coaticook, Stanstead, Cookshire, Scottstown, Richmond, Danville and South Ham to attend to, in addition to the business at Sherbrooke, the *chef-lieu* of the district, and Bedford district besides.

Those entrusted with the administration of justice should not be made the victims of injustice themselves, but should receive ample consideration from those in power. The Dominion Government recently recognized this by augmenting the salaries of the Superior Court Judges in this Province, and it is hoped that such an anomaly as that pointed out will not be suffered to continue.

M. DEGROSBOIS approuve les remarques du député de Sherbrooke.

M. TAILLON constate avec plaisir que le gouvernement revient sur une détermination prise en un moment de dépit au commencement de la session.

M. le juge Rioux est un de ceux qui méritent le plus une augmentation de salaire. D'autres magistrats ont aussi droit à la même considération de la part du gouvernement.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du lundi, 17 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 8 heures.

* * *

M. LEBLANC propose, secondé par M. NANTEL,

Que, Pierre Evariste LeBlanc, député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral de Laval, ayant fait, de son siège, la déclaration suivante :

Que, dans le mois de septembre 1887, Francis Gourdeau, de la cité d'Ottawa, comptable au département de la marine, fit savoir à Owen Murphy, écuier, de la cité de Québec, député pour le district électoral de Québec-Ouest, qu'une certaine propriété, située près de la ville de Hull, sur la rivière Ottawa, dans la province de Québec, et appartenant à la Couronne, pourrait être acquise à bas prix du gouvernement de la province de Québec et revendue à profit ;

Que, dans le dit temps, le dit Gourdeau demanda au dit Murphy s'il était disposé à s'en rendre acquéreur, en société avec lui le dit Gourdeau, avec la stipulation expresse que chaque partie aurait la moitié des profits à être réalisés ;

Que, dans le dit mois de septembre 1887, le dit Owen Murphy répondit par télégramme au dit Gourdeau de commencer immédiatement les négociations ;

Qu'après avoir localisé la dite propriété, le dit Owen Murphy s'adressa au département des terres de la Couronne pour s'en faire octroyer la patente ;

Que, pour faire la dite demande au département des terres de la Couronne, le dit Owen Murphy se servit de l'intermédiaire d'un nommé George N. Rowe ;

Que, dans le dit mois de septembre 1887, L. L. Rivard, surintendant du domaine de la Couronne, fut chargé par le département des terres de la Couronne, de faire l'évaluation de la dite propriété connue sous le nom de "Table Rock" et de faire un rapport ;

Que le dit L. L. Rivard, après avoir visité la dite propriété, fit le rapport suivant :

" Québec, 28 septembre 1887.

" Honorable P. Garneau, C. T. C.

" Monsieur,

" Sur l'ordre que vous m'en avez donné, je me suis transporté mardi, " le vingt du courant, dans la ville de Hull, où, en compagnie de M. " Farley, l'agent des terres du lieu, j'ai fait un examen minutieux d'une " propriété appartenant au gouvernement de la province de Québec, " connue sous le nom de " Table Rock," faisant partie du lit de la rivière " Ottawa, près de la chute de la Chaudière, à l'ouest du pont suspendu " (Chaudière suspended bridge) ; de laquelle propriété qui contiendrait " environ 300 pieds sur 500, M. Geo. N. Rowe désire faire l'acquisition, " comme il appert par sa lettre du seize courant.

" Sans entrer dans de longs détails, je puis dire, ce que personne " n'ignore d'ailleurs, que tout terrain qui, en cet endroit peut être utilisé " comme site de moulin, est d'une valeur considérable, vu l'immense " pouvoir d'eau offert par la chute de la Chaudière; témoins les nom- " breuses, grandes et prospères scieries, usines et manufactures qui " couvrent les deux côtés de la rivière, s'est-à-dire tant du côté de Hull " que de celui d'Ottawa.

" Le 'Table Rock,' offre d'immenses avantages pour l'exploitation du " pouvoir d'eau produit par la chute en question, et n'est pas en consé- " quence d'une médiocre valeur.

" Je sais bien que la valeur intrinsèque de ce lot, qui à vrai dire " n'est qu'un simple rocher, est nulle, mais vu la position de cette pro- " priété, je crois devoir l'assimiler quant à la valeur réelle, aux lots de " grève ordinaire que l'on vend pour la construction des quais, lesquels " ne doivent leur vraie valeur qu'à leur position relative, en égard aux " avantages qu'ils offrent pour la navigation et le commerce. Or, un lot

“ de grève bien situé n'est pas évalué à moins de quatre centins le pied ;
“ à mon avis, le ‘ Table Rock ’ ne vaut pas moins.

“ Humblement soumis,

“ (Signé) L. L. RIVARD,

“ Sur. D. C.”

“ P. S.—Je ne crois hors de propos d'attirer l'attention du département
“ sur un fait que j'ai déjà eu l'honneur de lui signaler dans mon rapport
“ du 31 octobre 1882, savoir : Les propriétaires des scieries, usines, manu-
“ factures, qui existent sur les bords de rivière d'Ottawa, du côté nord
“ dans la ville de Hull, occupent depuis longtemps des terrains qui font
“ partie du lit de la rivière, et appartiennent par conséquent au gouver-
“ nement de cette Province ; les quais, digues, dalles et autres construc-
“ tions qui dépendent de ces moulins, se projetant et empiétant largement
“ sur le domaine de la Couronne sans titres aucuns. Ne serait-il pas à
“ propos de s'occuper de cette question ?

“ (Signé) L. L. RIVARD.

“ Vraie copie.

“ D. B.

“ L. D.”

Que la superficie réelle de la dite propriété est de 194,000 pieds, tel qu'il appert par une lettre du dit L. L. Rivard, en date du 25 novembre 1887, ce qui, à raison de quatre cents du pied, donne à la dite propriété une valeur de \$7,776.00 ;

Que, dans le mois de septembre 1887, l'honorable P. Garneau était Commissaire des terres de la Couronne ;

Que, vers le mois d'octobre 1887, le dit honorable P. Garneau partit pour l'Europe, que pendant son absence, l'honorable Arthur Turcotte, maintenant Procureur général de cette Province, a agi comme Commissaire des terres de la Couronne ;

Que, sur les instances du dit Owen Murphy, le dit honorable Arthur Turcotte fit faire, le ou vers le cinq novembre 1887, une nouvelle évaluation par un nommé Joseph Rosa, ingénieur civil, lequel, sans visiter les lieux, fit le rapport suivant :

“ Québec, 5 novembre 1887.

“ E. E. Taché, Ecr.,

“ député ministre,

“ Ministère des terres de la Couronne de la province de Québec

“ Monsieur,

“ En réponse à votre demande concernant la valeur de la propriété
“ connue sous le nom de “ Table Rock,” situé dans le lit de la rivière
“ d'Ottawa, au-dessus de la chute de la Chaudière, à l'ouest du pont sus-
“ pendu &c., j'ai l'honneur de vous faire rapport qu'après avoir pris
“ connaissance des documents et examiné le plan que vous m'avez soumis
“ &c., vu les travaux considérables qu'il faut faire pour construire un
“ moulin, une usine ou manufacture, parce que ce rocher est couvert de
“ plusieurs pieds d'eau le printemps, et qu'alors le courant y est très fort
“ par sa proximité de la chute, &c., dans mon humble opinion, le terrain
“ désigné sur le plan que vous m'avez transmis et marqué A. B. C. D. E.
“ et F. au crayon vaut de deux à deux cents et demi le pied en superficie,
“ de \$3,000.00 à \$3,750.00, le tout, vu sa position et les travaux à faire et
“ leur entretien.....

“ Humblement soumis,

“ J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

“ Votre humble serviteur,

“ (Signé) JOSEPH ROSA,

“ I. C.

Que, le ou vers le 10 janvier 1888, le dit Owen Murphy obtint et fit émaner au nom du dit George N. Rowe, une patente pour la dite propriété connue sous le nom de Table Rock ; ”

Que le prix stipulé dans la dite patente était de \$3,000, payables par versements annuels de \$600, plus \$100 pour la patente ;

Que, subséquemment, le dit Owen Murphy se rendit en la cité d'Ottawa pour visiter la dite propriété ;

Que, lors de sa dite visite à Ottawa et subséquemment, à Québec, le dit Owen Murphy déclara qu'il avait été obligé de payer, comme bonus pour

obtenir la dite patente, et en sus des \$3,000 stipulées, comme prix de vente, une autre somme de \$3,000 et fit comprendre au dit Gourdeau que le dit bonus avait été payé au dit honorable Arthur Turcotte ;

Que, subséquemment un nommé Bate offrit au dit Owen Murphy de se rendre acquéreur de la dite propriété pour le prix de \$6,000, ce que le dit Owen Murphy refusa ;

Que, dans le mois de septembre 1888, le dit Francis Gourdeau trouva un acquéreur pour la dite propriété au prix de \$12,000 et en fit part au dit Owen Murphy, et que, le ou vers le 12 septembre 1888, le dit Murphy, en la cité de Montréal, vendit la dite propriété à un nommé Hurdman pour la dite somme de \$12,000 payables comptant ;

Que, sous prétexte que le dit Owen Murphy avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000, pour l'obtention de la dite patente et malgré les conventions faites en septembre 1887, en vertu desquelles le dit Francis Gourdeau devait avoir la moitié des profits réalisés, le dit Owen Murphy ne voulut allouer et remettre au dit Francis Gourdeau qu'une somme de \$1,900.

Que, subséquemment, en janvier 1889, le dit Francis Gourdeau ayant appris de diverses personnes que le dit Owen Murphy n'avait pas payé le dit bonus de \$3,000, menaça le dit Owen Murphy de poursuites judiciaires pour se faire remettre la balance de la part à lui revenant ;

Que, sur les entrefaites, le ou vers le 7 mars 1889, le dit Owen Murphy fit remettre au dit Francis Gourdeau la somme de \$1,000, à deux conditions : 1. Que lui Gourdeau remit au dit Murphy toute correspondance échangée entre eux au sujet de l'achat de la dite propriété ; et 2. Que le dit Gourdeau signât un écrit déclarant que le dit Murphy ne lui avait jamais dit qu'il avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000 à l'honorable Arthur Turcotte ;

Que, quoique protestant que le dit Murphy lui avait déclaré tant verbalement que par écrit, à maintes reprises, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus, le dit Gourdeau signa le dit écrit, remit au dit Murphy toute la correspondance et reçut la dite somme de \$1,000 ;

Que la dite propriété connue sous le nom de "Table Rock," lors des faits plus haut récités, et est encore d'une valeur dépassant de beaucoup le prix mentionné dans la patente, savoir : d'une valeur d'au moins \$30,000 ;

Que le dit P. Ev. LeBlanc déclare de plus qu'il est informé d'une manière croyable et se croit sincèrement en état d'établir que le dit Owen

Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte, pour se faire concéder sous le nom de George N. Rowe, pour la somme de \$3,000, une propriété appartenant à la Couronne d'une valeur beaucoup plus grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable ;

Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette Province, un bonus de \$3,000 ; que si la déclaration du dit Owen Murphy, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus est fausse, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en cette Chambre, tandis que si elle est vraie, elle rendrait les deux députés, savoir : le dit honorable Arthur Turcotte et le dit Owen Murphy indignes de siéger en cette Chambre et que, dans toute cette affaire, les intérêts de la Province ont été sacrifiés.

Il soit résolu que dans l'intérêt public et celui du bon gouvernement de cette Province et de la dignité de cette Chambre, il est nécessaire de s'enquérir de ces faits ; et que, en conséquence, la dite déclaration soit référée au comité des privilèges, et élections, avec pouvoir pour ce dernier, d'envoyer chercher papier, personnes, et records, et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre.

M. LEBLANC.—M. l'Orateur, en faisant cette motion, je désire faire quelques observations, vu qu'on a paru traiter à la légère de l'autre côté de la Chambre, la déclaration que j'ai faite.

On dit que c'est une ancienne affaire, mais elle est nouvelle au point de vue des renseignements qu'elle donne. J'ai déjà demandé un comité d'enquête sur cette affaire, à la dernière session. On a répondu qu'il était trop tard ; cette raison avait quelque vraisemblance. Il peut se faire que, de l'autre côté de la Chambre, on n'envisage pas la dignité de cette Chambre au même point de vue que nous, mais le public est intéressé à ce que la lumière se fasse. Des renseignements nouveaux m'autorisent à déclarer que je crois vrais et que je crois être en état de prouver les faits allégués dans la déclaration.

On a paru mettre en doute d'avance le témoignage de M. Gourdeau. Si l'enquête est accordée, je prouverai ces faits par d'autres témoins à part ce monsieur. Contrairement à ce qui a été dit, il ne s'agit pas ici de ouï-dire, mais l'accusation est formelle. L'honneur et la dignité de cette Chambre sont en jeu.

Il y a, dit-on, un procès en dommages intenté contre M. Gourdeau par le député de Québec-Ouest. Cela ne peut satisfaire la Chambre ni le public, car M. Gourdeau n'est pas chargé de surveiller en cette cause les intérêts et les privilèges de cette Chambre.

De nouveaux faits venus depuis à ma connaissance me font un devoir plus impérieux encore d'insister pour obtenir une enquête. Des terrains voisins du "Table Rock" et de plus grande valeur auraient été vendus à vil prix aux MM. Hurdman, d'Ottawa, et le député de Québec-Ouest et l'honorable Commissaire des terres de la Couronne ne seraient pas étrangers à ces transactions qui ont une apparence louche. Je demanderai demain les documents se rapportant à ces transactions, et on sera étonné de l'extrême négligence, pour dire le moins, que le gouvernement a mis dans ces affaires ténébreuses.

L'honorable M. TURCOTTE.—M. l'Orateur, je crois que l'honorable député de Laval aurait pu s'exempter de parler de nouveau de cette question ce soir.

Le député de Laval, l'autre soir, de son siège, sans cependant mettre son siège au jeu, n'a pas accusé, mais insinué que dans cette transaction du "Table Rock", j'aurais touché une somme de \$3,000.

Il n'a pas eu le courage de m'accuser; je lui ai dit dans le temps pourquoi. J'ai donné deux raisons pour cela. D'abord, parce qu'il savait que je suis honnête homme et ensuite parce qu'il savait que je n'avais pas reçu un sou.

Je répète la même chose ce soir. Je regrette que l'on insinue et que les insinuations mises dans les journaux prennent au loin la forme d'une accusation devant le public. Jusqu'à présent à part d'un ou deux journaux, les insinuations sont restées à l'état d'insinuations. Il y a quelques journaux qui se sont permis, sans doute toujours dans l'intérêt de leur parti, qui se sont permis, dis-je, de donner à ces insinuations la forme d'une accusation. Cela me regarde et ces journaux auront l'avantage de venir se disculper devant un tribunal.

Donc je regrette cette forme d'insinuations; ce n'est pas le fait d'un homme de cœur, et le député de Laval sait fort bien le tort qu'il peut causer à un honnête homme par ses insinuations: il le sait. Il sait que l'insinuation qu'il a lancée en Chambre prendra nécessairement la forme d'une accusation au loin. Est-ce que le député de Laval n'est pas jaloux de son caractère d'honnête homme? S'il l'est, pourquoi lâchement insulter

dans la Chambre un honnête homme quand il sait que ce qu'il dit est faux.....

Je retire le mot lâchement, s'il n'est pas parlementaire. J'ai le droit de dire seulement que le député de Laval n'a pas été brave.

Je lis dans le *Canadien* de ce matin :

“ M. LeBlanc fait une déclaration en rapport avec la conduite d'un député qui a accusé, en présence de témoins, l'un des ministres de la Couronne, d'avoir accepté une somme d'argent comme prix de sa complaisance et de son assentiment à la vente, pour un prix infime, d'une propriété publique.

L'accusation est directe, formelle, sans ambiguïté.

Le député qui la porte met son siège au jeu.

A quel spectacle assistons-nous ?

Le député accusé, M. Owen Murphy, s'oppose à une enquête, les ministres se répandent en invectives contre ceux qu'ils savent être les témoins dans la cause, ils sont résolus à empêcher la nomination d'un comité ! Ils vont faire déclarer par leur majorité que les tribunaux sont en possession de l'affaire !

Le gouvernement a vendu à un prête-nom de M. Murphy, moyennant trois mille piastres, une propriété que lui, M. Murphy, a revendue douze mille piastres, quelques mois après, et dont les propriétaires actuels ne se départiraient pas pour cinquante mille piastres aujourd'hui.

Voilà le fait brutal. Il ne peut pas être nié.

M. Murphy n'est pas capable de nous contredire.

Une heure d'enquête l'établira.

Nous ne pensons pas que M. Turcotte ait reçu un chelin de M. Murphy.

Mais M. Murphy a déclaré que M. Turcotte a accepté de lui trois mille piastres.

Dix minutes d'enquête vont prouver ces dires.”

Si je cite cet écrit, M. l'Orateur, c'est pour qu'il aille devant le pays, et non pas pour la presse qui dénature assez souvent les paroles qui sont dites de ce côté-ci. C'est à la presse honnête que je m'adresse pour dire

devant le pays que ce que dit M. Tarte, dans le *Canadien*, le député de Laval et ses amis le croient.

Quand je me suis servi du mot lâchement qui n'est pas parlementaire, mais qui est vrai, dans la circonstance, je voulais dire que le député de Laval était de la même opinion que M. Tarte, du *Canadien*. Il sait fort bien que je n'ai pas reçu un seul chelin ; mais il y a le vil intérêt de parti, chose dont certaines gens non seulement se servent, mais abusent.

Quand j'ai dit le mot lâchement, qui n'est pas parlementaire, mais qui est vrai, je voulais dire que le député de Laval savait fort bien le tort qu'il pouvait me faire dans ma réputation et le tort qu'il pouvait faire au gouvernement.

J'ai dit tout à l'heure qu'il n'y avait pas d'accusation directe, il n'y en a pas parce qu'il ne peut pas y en avoir. Il y en a eu insinuation, c'est tout. Et on a beau dire la chose dans les journaux, lorsque l'autre soir le Premier Ministre et moi nous sommes levés pour protester, nous avons raison. En quoi consiste l'accusation ? Seulement dans le fait que le député de Laval est informé par M. Gourdeau que le député de Québec-Ouest a dit telle et telle chose.

Le député du comté de Québec, qui me connaît assez et qui sait que je suis honnête homme, a fait tout son possible en Chambre pour ternir ma réputation par ses insinuations. Et voilà comment on fait la politique en ce pays. Si je suis coupable de quelque chose, qu'on m'accuse. Pensez-vous, M. l'Orateur, que je serai assez lâche pour refuser une enquête ? Pensez-vous que je n'ai pas une réputation à conserver ? Je n'ai pas de fortune mais j'ai mon honneur à conserver. J'ai une famille derrière moi.

Non seulement, je ne refuserai pas l'enquête, mais c'est moi qui la demande. Pourquoi alors toutes ces insinuations ? Je me considérerais comme un misérable, si, le premier en Chambre, je ne demandais pas cette enquête, pour conserver intacte ma réputation.

Depuis 1878, j'ai été en butte à bien des attaques ; mais je l'ai déclaré à la Chambre l'autre jour et je le répète : j'ai eu occasion devant le comité des Comptes publics, de déclarer, sous serment, que dans la transaction Polette par exemple, je n'avais pas reçu un seul sou, et je déclare, que depuis 1876, depuis que j'ai l'honneur d'occuper un siège en cette Chambre, sans autre interruption qu'un an et demi, je n'ai jamais reçu un sou illégalement. Et, si la presse est honnête, elle répandra demain, dans le public, ce que je dis ce soir. Car, enfin, ce n'est pas de la politique

que de chercher à détruire par des insinuations la réputation d'un homme qui a fait son devoir.

Dane cette affaire du "Table Rock", ai-je été imprudent ? Je ne suis pas prêt à l'admettre. Il est possible que la transaction n'ait pas été ce qu'elle aurait pu être. Jeudi soir, je l'ai répété, quand je suis arrivé au département, il y avait un rapport de M. Rivard, donnant à cette propriété une valeur de \$6,000. Je l'ai dit à mon grand regret, et certains journaux ont paru scandalisés de mes remarques, mais j'ai le droit, il me semble, de déclarer qu'un employé public n'est pas compétent à remplir les devoirs de sa charge.

J'ai le droit de ne pas avoir confiance en un employé. Je l'ai dit l'autre soir, quand je suis arrivé au département, pour remplacer M. Garneau, j'ai dit que je n'avais aucune confiance en M. Rivard. Je le regrette pour M. Rivard, mais je suis obligé d'expliquer la position que j'ai prise.

J'irai bien plus loin que cela. Quand on m'a demandé de remplacer M. Garneau, non-seulement j'ai déclaré que je n'avais pas confiance en cet homme, mais j'ai mis comme condition que M. Rivard laisserait le département des terres ; et ce n'est que sur les instances de M. Garneau que j'ai consenti à entrer dans le département sans que M. Rivard en sortît.

J'avais mes raisons pour agir ainsi. Voici un homme qui, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, non-seulement injuriait généralement le gouvernement, mais se permettait dans les couloirs de la Chambre de déverser toutes sortes d'injures sur mon compte ; et j'aurais confiance en cet homme-là ? Un homme qui devrait donner un bon exemple dans le service civil, un homme qui occupe une position sous le gouvernement depuis plusieurs années et qui devrait comprendre le respect qu'il doit à ses chefs, et qui, au lieu de les respecter, les insulte ! C'est pourquoi je dis que je ne pouvais pas avoir confiance en cet homme, et, par conséquent, je ne pouvais pas avoir confiance en ses rapports.

J'ai fait faire un autre rapport par M. Rosa. Je ne connaissais pas M. Rosa du tout. J'ai demandé à M. Taché, en qui j'ai la plus grande confiance, ce qu'il y avait à faire dans les circonstances. Il m'a indiqué le nom de M. Rosa, comme étant capable de faire le rapport. Je n'ai jamais vu M. Murphy à propos de cela, ni M. Rosa. C'est M. Taché qui a fait le rapport avec M. Rosa, et lorsque le rapport de M. Rosa m'a été présenté, j'ai vendu la propriété.

Ainsi, comme je l'ai dit, non-seulement je ne puis faire autrement que d'accorder l'enquête, mais je la demande. Je l'ai demandée, la semaine dernière—pas à la Chambre—et c'est pour des raisons particulières qu'elle a été ajournée. Seulement, je demanderai au député de Laval de ne pas insister pour faire l'enquête au comité des privilèges et élections, mais de la faire devant le comité des Comptes publics

Je n'en dirai pas davantage. Je veux simplement terminer en disant ceci : Que la presse soit bien certaine d'une chose ; que la Chambre soit bien convaincue d'une chose, c'est que, dans cette affaire, je tiens plus que qu'il que ce soit à connaître la vérité.

Je déclare sur mon honneur que je n'ai jamais, dans cette transaction comme dans aucune autre, reçu un seul denier ; et quand le rédacteur du *Canadien* dit que je n'ai pas reçu un seul chelin, c'est qu'il sait que je suis un honnête homme et que je suis incapable de me souiller. Si la chose a été dite, tant pis pour celui qui l'a dite.

Pour ma part, je vais accorder l'enquête avec plaisir. C'est moi qui l'ai demandée, il y a quelques jours. Il ne sera pas dit que ma réputation aura été compromise par une accusation du genre de celle-ci et je suis heureux d'avoir l'occasion de dire au pays que jamais depuis que je suis entré dans la politique en 1876, il ne m'est arrivé d'avoir reçu un sou illégalement. Et, M. l'Orateur, je ne dis pas, par exemple, qu'il ne m'en a pas été offert ; car je pourrais dire qu'en 1886, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, si j'avais voulu accepter une juderie avec \$25,000, je ne serais pas ici aujourd'hui

L'accusation est formulée dans ce sens-ci : On est informé que le député de Québec-Ouest a dit telle chose. Je suis intéressé à savoir si c'est vrai. Je suis convaincu que ce n'est pas vrai.

Je crois que mon ami le député de Québec-Ouest est un honnête homme. Si je me suis trompé, tant pis pour lui ! Et moi, tout ce dont on peut m'accuser, c'est peut-être d'avoir fait une transaction imprudente. Je ne suis pas prêt à le dire.

J'ai l'honneur de demander avec plaisir à la Chambre d'accorder cette enquête. (Appl.)

M. CASGRAIN je tiens à relever quelques remarques de l'honorable Procureur général. Le député de Laval n'a pas mis son siège en jeu, dit-on ; cela ne se fait jamais en termes exprès, mais si un député accusateur

ne prouve pas ses accusations la conséquence naturelle est la perte de son siège. Il est injuste d'imputer une lâcheté au député de Laval, quand au contraire, il a eu le courage de remplir un devoir pénible dans l'intérêt de la Province. Il n'a pas mérité cette insulte ; son dévouement et son courage sont connus et appréciés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales et pour amender la formule du serment.

L'honorable M. TAILLON demande au député de Dorchester de ne pas insister. La formule de serment contenue dans ce bill est absolument inacceptable : elle porte atteinte à la liberté de conscience en forçant l'électeur à donner sous serment une opinion sur une question dont l'interprétation a partagé les membres de cette Chambre. On veut faire jurer au premier électeur venu qu'il est employé du gouvernement dans le sens du statut.

M. BERNATCHEZ approuve les remarques du chef de l'opposition.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mardi, 18 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3 heures.

Réception du rapport du comité des subsides ; item des dépenses du service civil.

M. LEBLANC attire l'attention de la Chambre sur l'augmentation des dépenses du service civil, malgré les promesses réitérées faites au peuple par l'honorable Premier Ministre et ses amis avant leur arrivée au pouvoir et renouvelées depuis, en diverses occasions. La seule raison qu'on donne pour justifier cette augmentation, c'est le nombre croissant des opérations dans les divers départements. C'est une raison futile.

Il est vrai que le système des lettres de crédit a dû donner un surcroît d'ouvrage. On constate par le rapport du Commissaire des terres de la Couronne que dans ce seul département 315 lettres de crédit ont été émises en 1889. On dit que ce ne sont pas des lettres de crédit, mais des promesses de payer. C'est jouer sur les mots. Par le moyen des lettres de crédit, on élude la loi, on fait payer les dépenses de l'année courante sur les crédits de l'année prochaine.

Il critique l'abus fait par le gouvernement des mandats spéciaux.

Il dit que des lettres de crédit ont été émises généralement dans les divers départements. Au travaux publics, il y en a eu pour \$149,800. Ces lettres n'ont pas été données pour des travaux de nature urgente. D'ailleurs par ce système de lettres de crédit, on trompe la Chambre et le public sur l'état véritable des affaires, comme on n'a cessé de le faire de toutes manières depuis 1887.

L'administration actuelle est une moquerie ; elle devait être économe ; elle a été extravagante, augmentant énormément la dette publique et les dépenses annuelles ordinaires. Dans la branche du service civil, en particulier, où la dépense peut se prévoir et se contrôler, l'augmentation a

été considérable et régulière. L'opposition croit que, dans cette branche, une réduction d'au moins \$54,000 peut être faite sans que l'efficacité du service civil en souffre.

Je propose, secondé par M. CASGRAIN :—Que tous les mots après que soient retranchés et remplacés par les suivants : “ Cette résolution ne soit pas maintenant lue une seconde fois ; mais attendu que les frais du gouvernement civil n'ont été que \$187,104.52 pour l'année 1884-85 et de \$183,514.50 pour l'année 1885-86, et attendu que ces sommes ont suffi aux besoins du service public.

Cette Chambre est d'opinion que les dépenses du gouvernement civil pour l'année 1890-91 devraient être réduites de \$239,742.00 à \$185,000.00, soit une diminution de \$54,742.00.

M. PILON propose comme sous-amendement :

Que tous les mots après “ que,” dans le dit amendement, soit retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre ne peut blâmer l'augmentation des dépenses du service civil vu qu'elle est, en grande partie, due à la création d'un ministère spécial d'agriculture et de colonisation, et à l'accroissement considérable d'affaires dans tous les départements, depuis 1887.

L'honorable M. MERCIER.—Ça c'est court au moins. Adopté.

L'honorable M. TAILLON.—Non. Ce n'est pas par habitude que nous allons voter contre le sous-amendement. Il n'est pas donné à tous d'avoir une foi robuste comme le député de Bagot. On donne pour raison de l'augmentation de dépenses que nous dénonçons la création d'un ministère de l'agriculture et de la colonisation. Mais nous avons toutes ces choses avant aujourd'hui. Nous avons un ministre de l'agriculture et de la colonisation quand nous avons six ministres. Si nous en avons sept aujourd'hui, c'est qu'il a plu au gouvernement et à la majorité de cette Chambre de décréter que le Premier Ministre n'aurait plus de département à diriger. On nous disait, dans le temps, du reste, qu'il ne résulterait pas de ce changement une augmentation de dépense notable. Mais une augmentation de \$50,000 n'est pas une bagatelle. On s'excuse aussi sur l'augmentation des affaires. C'est une vaine excuse, car en trois ans il ne

peut y avoir eu augmentation d'affaires dans une telle proportion. Il ne faut pas laisser croire au député de Bagot que nous admettons comme satisfaisante l'explication donnée par son sous-amendement.

M. MURPHY rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille six cents trois piastres et soixante et treize centins soit accordée à Sa Majesté, pour rencontrer les dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, et la question étant proposée :—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. BEAUCHAMP.—M. l'Orateur, je n'ai pas l'intention de faire de longues remarques sur l'administration de la justice je laisse cette tâche à ceux de nos honorables collègues de ce côté-ci de la Chambre qui appartiennent à la profession légale et qui peuvent mieux que moi faire cette discussion avec avantage.

Tout de même je désire protester, tant en mon nom qu'au nom des électeurs que j'ai l'honneur de représenter ici, contre la tendance du gouvernement d'augmenter d'année en année la dépense pour l'administration de la justice d'une manière si extraordinaire.

C'est ainsi que les Comptes publics, pour l'année finissant le 30 juin 1889, nous font constater que la somme relativement considérable de \$448,744.32 a été dépensée pour cette dernière année, ce qui constitue une augmentation de \$84,997.84 sur la dernière année de l'administration conservatrice 1885-86, où il n'a été dépensé que \$363,746.48.

Et, comme les Comptes publics pour l'année 1887-88 nous ont fait voir une augmentation de \$75,008.90 sur l'année 1885-86, il résulte que dans les deux premières années, pour lesquelles la présente administration est seule responsable, il y a une augmentation de \$160,006.74 dans cette seule branche du service public, si l'on prend pour point de comparaison la dernière année des conservateurs.

Voici un tableau qui le prouve :

Conservateurs	Libéraux	
Dépense	Dépense	Augmentation
1885-86 \$363,746.48	1887-88 \$438,755.10	\$75,009 18
	1888-89 \$448,744.32	84,997.84
Augmentation en deux ans.....		\$160,007.02

Et, si l'on prend pour point de comparaison l'avant dernière année de l'administration des conservateurs c'est-à-dire 1884-85, où il n'a été dépensé que \$356,646.48 pour les mêmes fins, on arrive au chiffre extraordinaire de \$174,206.46 d'augmentation de dépense par la présente administration, ainsi que le démontrent les chiffres suivant :

Conservateurs	Libéraux	Augmentation
1884-85 \$356,646.48	1887-88 \$438,755.38	\$82,108.62
	1888-89 \$448,744.32	92,097.84
		\$174,206.46

C'est bien le temps de répéter avec mes honorables collègues de ce côté-ci de la Chambre : Où sont donc les promesses faites au peuple par l'honorable Premier Ministre et ses collègues depuis tant d'années ? Où sont donc ces réductions de dépenses promises aux électeurs sur tous les hustings de la Province ?

Ces promesses, M. l'Orateur, n'ayant été faites que dans le but d'arriver au pouvoir, et conséquemment de tromper le peuple, ils les ont depuis longtemps oubliées.

Aux accusations que l'on porte on ne nous donne pour toute réponse, pour toute justification que l'augmentation de la population et conséquemment l'augmentation des affaires.

Cette réponse ne fait guère honneur aux honorables ministres, car elle est tout à fait insuffisante pour justifier l'augmentation dont je viens de parler, qui est dans une proportion beaucoup plus considérable, que ne l'est l'augmentation des affaires.

Ce qui est plus décourageant encore c'est que le gouvernement ne prend nullement les moyens de réduire cette dépense.

Au contraire, on constate par un état officiel, soumis à cette Chambre pendant la présente session, que la dépense pour l'année fiscale en cours,

se chiffrera par une somme d'au moins \$500,000 puisque pour les premiers six mois de cette année c'est-à-dire depuis le 1er juillet au 31 décembre dernier, il a été dépensé \$278,781.67 ; or, en supposant qu'on ne dépensera que cette même somme pour les derniers six mois de l'année en cours, on arrivera au chiffre extraordinaire de \$557,563.34, ce qui ne serait pas surprenant du train que l'on y va.

Mais admettons qu'on ne dépensera que \$500,000, ce qui ne laisserait que \$221,218.33 pour les derniers six mois de cette même année, ce sera encore une augmentation de \$51,255.68 sur l'année précédente 1888-89, et de \$136,253.52 sur la dernière année des conservateurs, preuve que le gouvernement augmente la dépense d'année en année d'une manière alarmante. En ajoutant cette somme de \$136,253.52 à celle de \$160,007.02, on arrive au montant relativement considérable de \$296,260.54, qui constitue l'augmentation pour les trois années dont la présente administration est seule responsable.

Si l'on ajoute encore \$28,472.00 qui est l'augmentation de 1886-87, année pour laquelle les deux partis sont responsables, mais que je charge à la présente administration à cause des extravagances dont elle a fait preuve depuis cette date, et parce que de fait cette augmentation a été faite pendant la période qui a été sous leur contrôle, on arrive au chiffre énorme de \$324,732.54 d'augmentation de dépense, dans cette seule branche du service public, depuis l'arrivée au pouvoir de mes honorables collègues.

Ces chiffres, ce me semble, M. l'Orateur, parlent par eux-mêmes, et lorsque le peuple les connaîtra et les comprendra comme nous, il dira comme nous que les libéraux, ces apôtres de l'économie, ces protecteurs du peuple opprimé, ont promis plus de beurre que de pain.

Je vois par le budget pour l'année fiscale prochaine 1890-91 que le gouvernement ne demande que \$411,603 73 pour les mêmes fins. Je désirerais savoir si réellement les honorables ministres sont d'opinion, que cette somme sera suffisante pour faire face aux dépenses de cette année-là, ou s'ils veulent encore, en vue des élections que tout le monde croit prochaines, nous faire croire, faire croire aux électeurs de la Province qu'ils ont réellement l'intention de réduire la dépense à ce chiffre.

Si je compare la somme demandée pour l'année fiscale prochaine avec la dépense pour l'année en cours, que j'ai fixée au bas chiffre de \$500,000, vu que \$278,781.67 ont déjà été dépensées pour les premiers six mois de cette dernière année, je conclus que le gouvernement devra diminuer la dépense de \$88,396.27 d'un seul coup, ce qui n'est guère probable. Evi-

demment les honorables ministres sont convaincus, ils savent que cette somme de \$411, 603.73 ne sera pas suffisante pour couvrir les dépenses de l'année; or pourquoi ne demandent-ils pas plus? C'est sans aucun doute avec l'intention bien arrêtée de faire croire au peuple que pour l'avenir ils vont réduire la dépense; mais nous serons là, M. l'Orateur, pour lui faire connaître la vraie situation, pour lui dire qu'il a été trompé et que, s'il veut l'être encore, il n'a qu'à renvoyer ces Messieurs au pouvoir.

Comment, M. l'Orateur, on a dépensé \$392,218.48 en 1886-87; \$438,755.10 en 1887-88; \$448,744.32 en 1888-89 et \$500,000 en 1889-90, comme je l'ai déjà expliqué, augmentant ainsi la dépense dans une proportion moyenne de \$80,000 par année, et l'on va essayer de nous faire croire, que pour l'année fiscale prochaine, l'on va réduire la dépense de ce même chiffre \$80,000, puisqu'on ne demande que \$411,603.73! Or, c'est trop, fort pour mes honorables collègues; ils feraient mieux, encore ici, de moins promettre et donner plus.

Je le répète, les honorables ministres ne sont pas sérieux, et ne peuvent pas espérer un instant faire croire à la Chambre et au pays, qu'ils le sont, et qu'ils vont de fait réduire la dépense pour l'administration de la justice, de \$88,396.27 pour l'année 1890-91. Je désire me tromper, M. l'Orateur, mais malheureusement je suis convaincu que le temps me donnera raison. Avant de reprendre mon siège je me permettrai de citer quelques chiffres qui figurent au nombre des dépenses inutiles.

Pourquoi un troisième avocat dans la personne de M. Desmarais, de St-Hyacinthe, envoyé à Sherbrooke lors du procès Morrison? Est-ce que deux avocats ne suffisaient pas? On a payé \$762 à M. Desmarais pour l'envoyer à Sherbrooke regarder faire ses deux confrères.

Pourquoi la nomination de M. Denis Murray comme juge des sessions de la paix à Québec, avec un salaire de \$3,000, quand il est connu, de tous les intéressés, que l'honorable juge Chauveau suffisait amplement à faire la besogne seul.

Pourquoi cette Cour de magistrats, à Montréal, qui occasionne à la Province une dépense d'environ \$10,000 par année?

Voilà une dépense d'environ \$14,000 que le gouvernement aurait pu éviter.

Quant à la Cour des magistrats, à Montréal, on sait que le gouvernement avait tout intérêt à sa création.

La majorité au Conseil législatif était conservatrice dans le temps, et on sait que le gouvernement était très anxieux de voir cette majorité conservatrice se changer en une majorité libérale. Il était aussi connu qu'un des honorables conseillers du temps était très amoureux du banc judiciaire. Or on s'imagina qu'en passant une loi pour donner au gouvernement de la Province le pouvoir de nommer deux juges pour une Cour de magistrats à Montréal, on courait une grande chance de faire un marché avantageux, probablement d'obtenir la majorité dans la Chambre haute.

Le temps a donné raison au gouvernement : le marché a été fait ; un siège de conseiller a été trafiqué pour un siège de juge, et de cette façon le gouvernement a obtenu la majorité dans le Conseil législatif à des conditions beaucoup plus favorables pour lui que pour la Province. Voilà comment l'on augmente la dépense dans cette branche importante du service public et l'on donne pour raison que cette augmentation est due au fait que la population augmentant, les affaires doivent nécessairement augmenter.

Je désire faire remarquer, en terminant, maintenant que l'honorable Premier Ministre est à son siège, que j'ai été fort surpris, en lisant le discours qu'il a prononcé au club national, à Montréal, le 6 novembre dernier, de constater, qu'en parlant de l'administration de la justice, et voulant faire croire à son auditoire que la dépense n'était pas augmentée d'une manière aussi considérable que le disaient les conservateurs, il avait pris pour point de comparaison l'année 1886-87, dont les premiers sept mois ont été contrôlés par les conservateurs et les derniers cinq mois par les libéraux. Or, est-il juste de prendre pour terme de comparaison une année durant laquelle le gouvernement actuel a lui-même contribué considérablement à augmenter la dépense.

Je dis non, ce n'est pas juste. Pourquoi l'honorable Premier n'a-t-il pas comparé la dernière année complète des conservateurs, 1886, avec la première année complète de la présente administration, 1888 ? De cette manière il aurait renseigné son auditoire et lui fait connaître la vraie situation. Au lieu d'une augmentation de \$46,537, comme il le dit dans son discours, que je tiens à la main, il eût été obligé d'annoncer une augmentation de \$75,000, et je comprends que le Premier Ministre n'était pas pressé d'apprendre cette nouvelle aux électeurs de Montréal.

Je comprends que cela ne faisait pas son affaire ; mais ce que je ne comprends pas c'est qu'il ait fait une comparaison si peu raisonnable, si peu juste, et cela en présence d'un auditoire aussi intelligent, aussi éclairé que celui auquel il s'adressait.

Avec ces quelques remarques, M. l'Orateur, j'ai l'honneur de faire motion, secondé par M. LAPOINTE :

Que tous les mots après “ Que ” soient retranchés et remplacés par les suivants : “ La Chambre ne concourt pas maintenant dans cette résolution ; mais, attendu que les frais de l'administration de la justice n'ont été que de \$363,746.48 pour l'année 1885-86, et de \$356,646.48 pour l'année 1884-85 ;

Cette Chambre est d'opinion qu'en pratiquant l'économie, le gouvernement peut pourvoir à l'administration de la justice avec une somme moindre que celle de \$411,603.73, inscrite au budget, et que les dépenses de cette branche du service public, pour l'année 1890-91, devraient être réduites à \$375,000 soit une diminution de \$36,603.73.

M. TAILLON dit que l'administration de la justice en cette Province a coûté, pour l'année terminée le 30 juin 1885, \$356,000, et pour l'année 1885-86, \$363,000. C'était du temps que les conservateurs administraient les affaires. En ce temps-là, on criait au gaspillage. Voyons ce que nos adversaires ont fait depuis. En 1887-88 ils ont dépensé \$438,000 pour l'administration de la justice. Pourquoi cette augmentation ? Certes pas à cause de la création d'un ministère spécial de l'agriculture et de la colonisation ! L'année suivante, on ne nous demande que \$387,000, mais, un an après, le gouvernement avouait qu'il avait dépensé \$448,000. Toujours la même différence entre les promesses et la réalité. Pour cette année \$409,000 sont demandées mais l'année n'est pas finie.

Ces augmentations sont trop considérables. Elles ne sont pas justifiables. La population n'a pas augmenté et elle est aussi morale, excepté en temps d'élection, car on sait les moyens employés par le gouvernement et ses amis pour convaincre le peuple. Il est donc tout naturel que nous protestions contre ces augmentations de dépenses dans l'administration de la justice.

L'honorable M. GAGNON.—M. l'Orateur, l'honorable député sait fort bien que nous avons eu une affaire imprévue, cette année, qui s'est soldée par des milliers de piastres. Nous avons payé \$4,000 seulement de récompense pour l'arrestation du meurtrier Morrison.

Maintenant, on sait parfaitement bien que les dépenses de l'administration de la justice sont incontrôlables. S'il y a une dépense qui est incontrôlable, c'est bien celle-là.

Est-ce que l'on peut prévoir d'avance les crimes qui se commettront ? Et s'il y a une dépense qui est légitime, c'est bien celle de l'administration de la justice. Ces dépenses sont incontrôlables. Mais nous devons réprimer les crimes qui se commettent ; si nous ne le faisons pas, nous ne serions pas digne de la position que nous occupons.

Nos amis savent fort bien qu'après dix semaines de session, nous ne sommes pas prêts à répondre à toutes ces questions-là. Les dépenses augmentent. Mais la Province augmente, les affaires augmentent. Et quand un gouvernement se trouve en face de nécessités urgentes, il est obligé d'y faire face. Si nous n'étions pas à la hauteur de notre position, on aurait droit de nous blâmer.

Ces motions de non-confiance, on sait ce que cela veut dire.

Cette augmentation de dépenses est parfaitement justifiable. Nous l'avons justifiée devant la Chambre et nous la justifierons devant le pays.

Une autre augmentation : Nous avons nommé un magistrat de police en plus à Québec, et ceux qui critiquent aujourd'hui cette nomination sont ceux-là même qui l'on demandée.

Maintenant ces honorables Messieurs viennent nous critiquer. Ils disent que l'on n'a pas de franchise, l'on n'a pas de loyauté. Eh bien, je vais comparer une année de leur régime avec une de nos années. Je trouve qu'en 1877-78 vous avez dépensé pour le traitement des shérifs la somme de \$230,000 et nous n'avons dépensé nous que \$232,000 au bout de 11 ans. Maintenant si vous voulez prendre, par exemple, le traitement des protonotaires et des greffiers de la Cour de Circuit, nous n'avons dépensé que \$133,000 et vous, vous avez dépensé en 1877-78 \$137,000, c'est-à-dire \$4,000 plus que nous.

Poursuites au criminel. En 1887-88 nous avons dépensé \$11,645 et vous, vous avez dépensé en 1879-80, \$14,000.

Vous vous plaignez que les magistrats de district coûtent cher. Vous avez dépensé en 1874 \$28,000, et en 1888-89 nous n'avons dépensé que 18,000. Dans ce temps-là, il n'y avait personne qui vous contrôlait : vous aviez des surplus !

Lorsqu'un pays se développe, l'augmentation des dépenses va en proportion, et malgré tout ce qu'on en dit, malgré tous vos scandales, l'augmentation des dépenses est justifiable.

La première réception qu'on a eue ici, après notre arrivée en cette Chambre, cette année, ça été toute une série de scandales. Il y a dix

semaines que nous sommes ici et que l'on fait gaspiller l'argent du pays. C'est votre faute. Je porte cette accusation devant le pays et je vous défie de la repousser. Il y a une conspiration dans cette Chambre pour gaspiller l'argent du pays.

Il y en a une pour prolonger la session. Il y a des députés en cette Chambre qui sont prêts à sacrifier n'importe quel intérêt du pays pour un intérêt de parti.

Je mets un fait devant le pays, c'est que, dans une seule province, trois ou quatre députés de l'autre côté de la Chambre ont affranchi aux frais de la Province des circulaires du *Canadien* pour plus de \$50 et il y en a un qui à lui seul en a affranchi pour \$19 à sa part. Je vous accuse d'avoir gaspillé dans une seule journée une somme de \$50 de l'argent du pays.

J'admets qu'il est permis à un député d'affranchir sous sa signature une lettre ou une circulaire. Mais, dépenser \$50 pour des circulaires en faveur d'un parti, c'est un fait que je mets devant le public.

Et ces Messieurs viennent à présent critiquer les dépenses de l'administration de la justice ! Ces Messieurs viennent nous blâmer, et cependant, en une seule journée, ils ont gaspillé pour plus de \$50 de l'argent du pays pour affranchir des circulaires du *Canadien*.

Je porte l'accusation.

A présent, vous empêchez l'ajournement de la chambre. Chaque journée que vous faites perdre coûte \$2,000 au pays. Si vous voulez que l'on dépense moins, ne faites pas tout en votre pouvoir pour augmenter les dépenses. Dans les circonstances, je vais proposer le sous-amendement suivant : secondé par M. BERNATCHEZ :—Que les mots " attendu que les frais de l'administration de la justice n'ont été que de \$363,746,48 pour l'année 1885-86, et de \$356,646,48 pour l'année 1884-85 ;

" Cette Chambre est d'opinion qu'en pratiquant l'économie, le gouvernement peut pourvoir à l'administration de la justice avec une somme moindre que celle de \$411,603,73, inscrite au budget, et que les dépenses de cette branche du service public, pour l'année 1890-91, devraient être réduites à \$375,000 soit une diminution de \$36,603,73, " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " ce crédit n'est guère plus élevé que les dépenses, pour le même objet, durant les années ci-dessous mentionnées ;

“ Ces dépenses ont été comme suit :

1875-76.....	\$ 399,754.76
1876-77.....	404,728.01
1877-78.....	422,624.77
1878-79.....	399,790.00

“ Et les deux partis ayant demandé et recommandé l'augmentation de certains salaires des juges de session et d'autres fonctionnaires appartenant à cette branche du service ; cette Chambre considère comme raisonnable le crédit demandé. ”

L'honorable M. TAILLON dit que la session n'a pas été plus longue que d'habitude ; mais, quand même elle durerait trois mois de plus, cela coûterait encore moins cher que de laisser faire le gouvernement à sa guise. L'opposition a pour devoir d'éclairer l'opinion publique et elle remplit ce devoir sans fléchir. Le vote en cette Chambre n'en sera pas changé, mais il restera à l'opposition la satisfaction du devoir accompli.

M. LEMIEUX.—M. l'Orateur, cette question d'administration de la justice a été soulevée à toutes les sessions du parlement. J'ai déjà eu occasion de soulever la question en 1884 et d'autres députés de cette Chambre ont parlé aussi sur le même sujet.

La question soulevée dans le moment par le député de Deux-Montagnes est que les dépenses de l'administration de la justice sont excessives. Il suffit de référer aux discours fait par les chefs de l'autre côté de la Chambre pour comprendre que ce Monsieur n'est pas conséquent avec les paroles de ses chefs. En 1867, l'honorable M. Dunkin avait promis des réformes considérables dans l'administration de la justice. Ses prévisions ne se sont pas réalisées. L'honorable M. Robertson, l'ancien Trésorier de la Province pendant un grand nombre d'années, avait promis une réduction de dépenses, dans cette branche. Ses prévisions ne se sont pas réalisées.

Les dépenses de l'administration de la justice en 1860 coûtaient \$322,236.24.

Maintenant en 1883, si on excepte 18 mois pendant lesquels M. Joly a été au pouvoir,—tout le reste du temps vous avez été au pouvoir—les dépenses de l'administration de la justice s'élèvent à la somme de \$445,989.94, ce qui accuse une augmentation en 16 ans de \$123,000.

L'honorable député de Deux-Montagnes se plaint aujourd'hui que les dépenses de l'administration de la justice ont augmenté. C'est vrai. La population augmente ; les frais de l'administration de la justice augmentent aussi nécessairement, et je ne vois pas comment l'honorable député peut se plaindre quand, sous l'ancien régime, l'ancien Trésorier déclarait que ces frais de justice étaient incontrôlables et étaient justifiables, quand, sous l'administration de ces Messieurs, pendant 16 ans, ils ont augmenté les frais d'administration de la justice de \$123,000. Et à l'heure qu'il est on fait un crime extraordinaire au gouvernement actuel d'avoir augmenté les frais d'administration de la justice pour des raisons réellement extraordinaires, parce qu'il y a eu des procès inaccoutumés, des procès qui ont coûté des prix extraordinaires. On veut faire un scandale parce que le gouvernement a augmenté les frais d'administration de la justice. Je ne veux pas faire allusion au procès Morrison.

Je prends l'accusation portée par l'honorable député de Deux-Montagnes. Il dit que le gouvernement avait employé trois avocats dans cette cause. La défense qui était subventionnée par des particuliers, de pauvres gens, a employé trois avocats dans cette cause, et j'étais un des avocats de la défense ; je sais qu'aucun des avocats de la Couronne n'a reçu autant que chacun de nous, et nous n'avons pas été soumis à autant de troubles probablement que les avocats de la Couronne. Nous avons perdu moins de temps que M. Bélanger, avocat de la Couronne, à Sherbrooke. J'ai été occupé dans la cause pendant huit jours, et je puis dire que mes honoraires dans cette cause ont été plus considérables que ceux de M. Bélanger, de M. Fitzpatrick et de M. Desmarais.

L'honorable député de Deux-Montagnes a parfaitement raison de venir devant la Chambre s'il croit que la dépense de l'administration de la justice est excessive. On passe de là à d'autres sujets : on parle d'un discours du Premier Ministre prononcé devant un club à Montréal. Il faut parler de la distribution de ce discours, et alors on dit des choses qui ne sont pas vraies.

On ne peut pas amener une question devant cette Chambre et la traiter à son véritable mérite. Il faut prendre des moyens détournés, inventer des scandales, inventer toutes sortes de moyens pour détourner l'attention publique de son véritable point de vue.

Je dis que si l'on prend les paroles de l'ancien Trésorier, l'honorable M. Robertson, il admet que, de son temps, les dépenses de l'administration de la justice n'étaient pas contrôlables, comme l'a dit l'honorable Secrétaire de la Province, et lui-même faisait un reproche à ses amis de ne pas pou-

voir contrôler les dépenses de l'administration de la justice. Voilà la question.

Je ne vois pas pourquoi l'honorable député de Deux-Montagnes fait une tempête dans un verre d'eau ou plutôt dans une cruche.

* * *

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour les districts électoraux d'Ottawa, Wolfe et Richmond, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix :—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois, la proposition est résolue affirmativement, *nemine contradicente*.

L'honorable M. MERCIER — M. l'Orateur, l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord déclare que les seconde et troisième lectures d'un projet de loi pour changer les limites des 12 comtés réservés parmi lesquels se trouvent ceux-ci, ne peuvent pas avoir lieu sans l'approbation de la majorité des représentants de ces 12 comtés. Ces Messieurs se sont réunis. Ils ont fait un rapport déclarant à l'unanimité qu'ils étaient en faveur de la division de Wolfe et Richmond. Ils ont fait deux rapports, d'abord la minorité déclarant qu'elle était en faveur de la division du comté d'Ottawa, telle que proposée, et la majorité a déclaré qu'elle ne consentait à cette division qu'à la condition qu'il y ait trois députés au lieu de deux, tel que proposé. Le gouvernement ne peut pas accepter cette condition-là. Nous ne la croyons pas juste. Conséquemment, le gouvernement est prêt à accepter le rapport du comité spécial quant à la division de Wolfe et Richmond, et d'abandonner la division d'Ottawa. Nous ne pouvons pas aller contre la majorité des 12 comtés réservés. Nous ne croyons pas qu'il serait juste d'accepter la condition qui est faite.

Que reste-il à faire ? C'est de demander la seconde lecture du bill, avec la déclaration que, dans le comité général, je demanderai à retrancher tout ce qui a rapport au comté d'Ottawa. Nous rapporterons le bill pour Wolfe et Richmond tel que nous l'avons proposé. Nous ne pouvons pas faire autre chose dans le moment ; c'est raisonnable. Seulement, on me permettra, dans le comité général, après avoir retranché la proposition pour le comté d'Ottawa, de faire les ajoutés suivants : Les deux nouvelles divisions électorales de Wolfe et Richmond créées par le présent acte resteront soumises séparément aux dispositions de la section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

Ce que j'ai dit l'autre jour, c'est que je ne voulais pas que l'on fasse perdre à ces comtés les droits qu'ils ont aujourd'hui, c'est-à-dire le droit d'être consultés pour le changement de limites de Wolfe et Richmond. Ce n'est pas parce que nous en faisons deux districts électoraux que nous voulons faire échapper ces districts électoraux au contrôle de la minorité de cette Province.

Ainsi, pour me résumer, je propose donc la seconde lecture du bill.

La seconde lecture du bill ayant eu lieu à l'unanimité, j'espère que la minorité de cette Chambre voudra qu'en comité général, avec les conditions énoncées plus haut, je retire la clause relative au comté d'Ottawa. Nous reviendrons ensuite et la troisième lecture aura lieu, j'espère, à l'unanimité des députés représentant les douze comtés réservés.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mercredi, 19 mars 1890.

PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 12.30 heures.

Sur motion de l'honorable M. BLANCHET, secondé par l'honorable M. TAILLON,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—une copie de la correspondance entre le Rév. M. Morissette, prêtre, curé, et des habitants de Saint-Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, au sujet d'une demande pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle, dans cette paroisse durant l'été de 1888 et 1889.

L'honorable M. BLANCHET attire de nouveau l'attention du gouvernement sur la demande qui lui a été faite par le Rév. M. Morissette, de Saint-Ephrem de Tring, et d'un certain nombre de ses paroissiens, pour des secours aux victimes des ouragans qui ont dévasté les récoltes non seulement dans ce canton mais dans plusieurs parties de la Province. Il fait remarquer que cette demande a été faite depuis longtemps et que le Premier Ministre a répondu plusieurs fois en Chambre qu'elle était encore sous considération. Le député de Beauce déclare qu'il désire savoir s'il y a une différence entre son comté et les comtés de Chambly, de Laprairie, d'Ottawa et de Soulanges, où des désastres semblables et autres ont été secourus généreusement par le gouvernement. Serait-ce, dit-il, parce que ces comtés sont représentés par des amis de l'administration. Si tel est le cas, il tient à le savoir afin que ses électeurs sachent aussi à quoi s'en tenir sur l'esprit de justice du gouvernement. Il termine en faisant remarquer qu'il serait plus sage d'empêcher nos colons ruinés par des malheurs de cette nature d'émigrer aux Etats-Unis pour gagner le pain de leur famille en venant à leur secours en temps opportun, que de voter des sommes assez élevées pour essayer de faire venir de ces mêmes Etats-Unis des gens qui ont déclaré vouloir y rester.

L'honorable M. GAGNON observe que le gouvernement ne peut répondre à toutes les demandes de secours qui lui sont faites, et que l'opposition, toujours prête à demander des faveurs, est la première à condamner le gouvernement pour l'augmentation des dépenses publiques.

M. DÉCHÈNE (l'Islet) insiste fortement dans le sens du député de Beauce. Il supplie le gouvernement de venir au secours des braves citoyens de Saint-Cyrille, dans son comté. M. le curé ayant fait une demande à cet effet, le gouvernement lui a répondu qu'elle venait un peu tard.

Il regrette qu'on ne l'ait pas prévenu plus tôt de ce désastre. Mais quand il a reçu la lettre du curé de Saint-Cyrille, le 28 février, il s'est adressé au Premier Ministre qui lui a donné une réponse négative. Cependant il espère que cette réponse n'est pas définitive et que le bon cœur du Premier Ministre prévaudra, et que l'aide demandée sera accordé.

L'honorable M. TAILLON dit que le gouvernement n'a pas à se plaindre s'il a réussi par une distribution indiscrete de ses faveurs à faire de la population de cette Province une population de mendiants politiques. C'est le devoir des députés de représenter au gouvernement les besoins de leurs comtés respectifs, mais le gouvernement a, de son côté, l'obligation de contrôler avec sagesse la distribution de l'argent public.

* * *

L'honorable M. FLYNN propose, secondé par l'honorable M. ROBERTSON :—Qu'un comité spécial composé de l'honorable Procureur général Turcotte, de MM. David, Lafontaine, Tessier (Portneuf), Casgrain, Duplessis et du moteur, soit nommé avec la mission d'étudier la question de la tenure des terres dans les Isles de la Magdeleine, de constater les droits respectifs du capitaine Isaac Tristram Coffin, et des occupants des terres dans ces isles, en vertu des titres qui leur ont été consentis, soit par ses auteurs, ainsi que les droits du dit capitaine Isaac Tristram Coffin sur la partie non concédée de ces isles, d'indiquer le meilleur moyen d'arriver au plutôt à un changement dans la nature ou le genre des titres ou concessions, à l'extinction ou libération des rentes foncières, annuelles ou autres, que les occupants ou possesseurs de lots sont astreints à payer, et la propriété incommutable de leurs terres, et généralement de s'enquérir des questions qui se présentent relativement aux matières sus-mentionnées.

le dit comité étant autorisé à envoyer chercher personnes, papiers et records, et à faire rapport, de temps à autre, suivant que besoin en sera.

L'honorable M. FLYNN dit qu'il désire savoir si le gouvernement va accepter sa proposition avant de la motiver au long.

L'honorable M. MERCIER dit que le gouvernement ne peut pas accepter cette proposition. La session est trop avancée et le gouvernement a déjà déclaré qu'il s'occupe de la question. Il a fait faire des rapports spéciaux et il a tout ce qu'il faut pour se renseigner. Il y a déjà eu un comité en 1872 et une enquête considérable a été faite. Le gouvernement s'en occupe et il ne peut sagement faire connaître sa politique pour le moment. La question est à l'étude.

L'honorable M. BLANCHET demande au gouvernement si c'est son intention d'introduire, pendant cette session, une législation pour régler les difficultés survenues entre le gouvernement et la compagnie du Québec-Central, au sujet de la nomination de deux directeurs dans le bureau de cette compagnie. Il dit qu'il est de l'intérêt du comté de Beauce et de la cité de Québec que cette difficulté soit réglée le plus tôt possible afin que les travaux de construction de ce chemin commencent sans délai.

Les députés des comtés intéressés, ajoute-t-il, sont prêts à donner leur appui à une mesure qui aurait pour but de faire disparaître les obstacles qui ont retardé jusqu'à ce jour la continuation de la construction de cette importante voie ferrée.

L'honorable M. MERCIER déclare que la difficulté est réglée, que la compagnie a consenti à la nomination d'un seul directeur et que les détails de cet arrangement seront contenus dans les résolutions dont il a donné avis et qui seront soumises à la Chambre demain.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui : — Qu'un comité spécial soit composé de l'honorable Procureur-général Turcotte, de MM. David, Lafontaine, Tessier (Portneuf), Casgrain, Duplessis et du moteur, soit nommé, avec la mission d'étudier la question de la tenure des terres dans les Iles de la Magdeleine, de constater les droits

respectifs du capitaine Isaac Tristram Coffin, et des occupants des terres dans ces îles, en vertu des titres qui leur ont été consentis, soit par lui, soit par ses auteurs, ainsi que les droits du dit capitaine Isaac Tristram Coffin, sur la partie non concédée de ces îles ; d'indiquer le meilleur moyen d'arriver au plus tôt à un changement dans la nature ou le genre des titres ou concessions, à l'extinction ou libération des rentes foncières, annuelles ou autres, que les occupants ou possesseurs de lots sont astreints à payer, et à la propriété incommutable de leurs terres, et généralement de s'enquérir des questions qui se présentent relativement aux matières sus-mentionnées ; le dit comité étant autorisé à envoyer chercher personnes, papiers et records, et à faire rapport de temps à autre, suivant que besoin en sera.

L'honorable M. FLYNN.—M. l'Orateur, vu la déclaration du Premier Ministre, que le gouvernement ne veut pas accepter la motion que je fais, je vais être obligé de donner de plus amples explications. Je ne fais qu'accomplir un devoir et répondre au désir formellement exprimé par mes électeurs de cette partie de Gaspé.

On demande pourquoi je n'ai pas fait cette motion plus tôt. J'ai demandé au commencement de la session, tous les documents relatifs aux Îles de la Magdeleine. Quelque temps après, une réponse incomplète a été faite, et les documents que je désirais avoir n'y étaient pas. J'ai trouvé au département les documents que je voulais et je les ai demandés : cela a causé du retard. Le 12 du courant, la Chambre a eu le rapport de M. Kirwin sur les Îles.

Encore à l'heure qu'il est, cette motion a sa raison d'être et son utilité, et le gouvernement peut l'accorder sans nuire à l'intérêt public et avec profit pour la cause.

Je n'envisage pas la question au point de vue du parti. Si je puis obtenir le règlement que désire la population de l'Île, que le gouvernement en ait une part du mérite et je m'estimerai heureux.

Cette question a déjà été soumise à la Législature, il y a plusieurs années, mais durant l'hiver de 1889, elle est entrée dans une phase nouvelle. En automne 1888, l'agent du propriétaire Coffin qui avait résidé peut-être 25 ans aux Îles, a été remplacé par un nouvel agent, M. Barneveld. Ce dernier voulut innover, changer les formes de baux, donner des avis d'expulsion. Durant l'hiver une véritable agitation a eu lieu dans les Îles à ce sujet.

J'ai reçu au mois de mai 1889, copie de l'original d'une requête adressée au gouvernement par les habitants de ces Iles, faisant connaître la situation. Durant l'été de 1889, je me suis rendu là et j'ai pris connaissance sur les lieux des principaux titres de diverses espèces. A mon avis, toute la question est de définir quels sont les droits actuels de Coffin et des occupants de lots.

Une personne m'a demandé si je voulais prendre l'engagement de ne pas entrer dans un gouvernement qui ne voudrait pas s'engager à acheter les droits de Coffin. J'ai répondu que je ne pouvais faire une telle promesse que je considérerais comme une promesse électorale et corruptrice, mais que je ferais mon devoir. J'ai appris que plus tard, pour capter leur faveur, une promesse a été faite par une autre personne aux électeurs des Iles. Mais là n'est pas la question.

Après avoir examiné les titres, j'ai découvert qu'une erreur sérieuse avait été commise. On voyait autrefois sur les rôles d'évaluation toutes les personnes occupant des terres dans les Iles, inscrites comme locataires, tandis qu'en réalité beaucoup de ces personnes occupant en vertu de baux à rente foncière ou annuelle d'après l'ancien droit français, sont propriétaires et ont le droit de racheter leurs rentes. Ce fait a une importance considérable dans la discussion de cette affaire. Il reste à savoir si ces personnes auraient plus d'avantage à profiter de la loi qui leur permet de racheter ou si le gouvernement devrait acheter les droits du propriétaire, qui sont moins considérables qu'on ne l'a cru.

En mai 1889 une requête des Iles demande au gouvernement d'acheter les droits de Coffin.

Le propriétaire Coffin, par son agent, le 15 décembre 1888, demande au gouvernement s'il veut acheter ses droits. Réponse est faite le 24 décembre que ce n'est pas l'intention du gouvernement.

En juin 1889, à la requête des habitants des Isles, l'assistant-Commissaire des terres de la Couronne, au nom du Commissaire, répond que le gouvernement ne peut maintenant y acquiescer.

Voilà donc l'état de la question jusqu'à juin 1889.

Le gouvernement peut-il se passer de l'action de cette Chambre et d'un comité, et a-t-il ce qu'il faut pour résoudre le problème ?

Les documents mis devant la Chambre sont volumineux. Il y a le rapport de M. C. A. Lebel, qui a été envoyé aux Iles en 1888. Les instruc-

tions de ce monsieur étaient générales. M. Kirwin a aussi été là. Lui non plus n'a pas été spécialement chargé de la question de la tenure des terres. Sur ce point, son rapport est nul. Ces deux rapports sont inutiles pour la solution de la question que je discute.

Il y a encore un autre rapport. L'automne dernier, M. Geoffrion est allé là et, pour tout rapport, il réfère à la preuve produite en 1875 devant le comité de la Chambre. Il n'indique aucun aspect nouveau à la question.

Une autre personne paraît avoir été chargée, dans des circonstances étranges, de faire un rapport sur les Iles de la Madeleine. L'été dernier mon adversaire politique est allé aux Iles. Il était porteur d'une lettre du Premier Ministre le chargeant d'une mission officielle. Il était déjà officier public. Il a attaqué là le député du comté et lui a fait la guerre. Je n'ai pas d'objection à ce que le gouvernement charge qui il veut de faire des rapports, mais je signale le fait étrange qu'un candidat politique, dans les circonstances de M. Carrier, soit chargé d'une mission officielle. Ce dernier commissaire a envoyé son rapport, dont les conclusions suggèrent un moyen que je ne crois pas pratique et que les tribunaux ne maintiendraient pas.

Voilà tous les documents. Le gouvernement peut-il baser une décision là-dessus. Aucun des rapports ne relate avec exactitude les faits, ni ne décide la question de droit. Aucun n'allègue les faits nouveaux, n'offre de solution. Le gouvernement doit commencer à étudier la question à son véritable point de départ et il arrivera à la conclusion que beaucoup de personnes sont propriétaires sujets à la rente.

Cela étant, si le gouvernement veut résoudre la question, il n'aura qu'à passer une législation qui autorise le rachat dans les autres cas ou à négocier avec le propriétaire. La question est plus qu'à moitié réglée, si dans plusieurs cas, comme je le prétends, les occupants sont de véritables propriétaires chargés d'une rente foncière ou annuelle.

Un comité formé dans ces circonstances pour examiner les titres rendrait un service considérable au point de vue d'un règlement définitif et prompt. En deux séances, on pourrait faire un rapport préliminaire donnant au gouvernement le moyen de régler la question. Le gouvernement ne peut toujours rien faire sans l'intervention et l'autorisation de la Chambre. Au reste, le gouvernement a déclaré ne pouvoir acheter les droits des propriétaires des Iles. Il faut donc trouver une autre solution, et il importe d'avoir celle qui serait la plus satisfaisante au point de vue

de cette population et de la Province. On ne peut y arriver, si l'on y met de l'esprit de parti. Il ne faut donner à entendre à la population des Iles que la question va être réglée, si l'on n'a pas cette intention. Je crois qu'il vaut mieux avoir le concours de toutes les bonnes volontés. Je veux placer la question exclusivement sur son mérite. J'aurai fait mon devoir et je me réjouirai si la question est réglée d'une manière prompte et satisfaisante.

La motion est rédigée de manière à poser au comité des questions spéciales. Ce comité est composé exclusivement d'avocats, parce qu'il s'agit de questions de droit. Il pourra faire un rapport préliminaire.

Le gouvernement dit que la question est à l'étude. Rien de pratique n'a été fait encore. D'après ce que la Chambre en connaît, les rapports dont on parle ont déjà coûté au-delà de \$1,300 à la Province, et cela en pure perte. L'étude de la question sera plus avancée si, avant la fin de cette session, nous avons un rapport préliminaire du comité donnant une réponse catégorique aux questions posées dans la motion. Ce rapport serait accueilli avec joie par la population des Iles, que les derniers rapports ont un peu découragée.

Le gouvernement va-t-il refuser à l'opposition l'aide qu'elle lui offre pour la solution de cette question. Il est vrai que la session est un peu avancée; il reste cependant encore plusieurs jours de session et deux séances du comité suffiront pour répondre à ces questions et faire un rapport. Le gouvernement prend une grande responsabilité en refusant le concours actif qui résulterait de l'action de ce comité. Tôt ou tard il lui faudra demander le concours de la Chambre.

J'aime à croire qu'à la veille des élections générales, le gouvernement n'ira pas dire aux électeurs des Iles de la Madeleine: "Votez pour nous et nous allons régler vos difficultés." J'ai déclaré moi-même que je ne tiendrai pas une telle conduite: c'est contraire à la loi et à l'honneur.

La question est à l'étude, tant mieux: je veux qu'elle progresse et c'est pourquoi, j'ai demandé qu'un comité soit nommé.

L'honorable M. MERCIER.—Comme je l'ai déjà dit, M. l'Orateur, le gouvernement ne peut pas accepter la formation du comité, pour les raisons que j'ai données. Ce n'est pas parce que je n'attache pas une grande importance à cette question. Non, je la considère comme devant être réglée aussi prochainement que possible; et je suis convaincu que

quand la Chambre m'aura écouté un instant, elle partagera mon opinion. Le moyen de la régler n'est pas celui qui est proposé par le député de Gaspé ; au contraire, si on en juge par les connaissances que nous avons aujourd'hui, le moyen de ne pas régler cette question est d'accepter sa motion

Mais avant d'entrer dans le mérite des observations faites par l'honorable député de Gaspé, qu'il me soit permis d'exprimer ma surprise de l'intérêt subit et presque extraordinaire que porte mon ami de Gaspé aux habitants des Iles de la Madeleine et au désir extraordinaire qu'il a de régler cette question.

Un comité a été formé en 1872. L'honorable M. Fortin en était le président. Ce comité a siégé un grand nombre de jours. On a fait venir quarante ou cinquante témoins des Iles de la Madeleine. Les dépenses de cette enquête ont été énormes. Le comité a fait rapport ; j'ai ce rapport, j'en dirai un mot tout à l'heure.

Depuis ce temps-là, on n'en a pas entendu parler. Mon ami a été ministre pendant plusieurs années ; il était député de Gaspé, député pour les Iles de la Madeleine, et avec toute la puissance qu'il avait dans le gouvernement, il n'a jamais jugé à propos de ramener cette question. Elle est restée morte.

Et tout à coup, au moment où on soupçonne que les élections générales vont se faire, voilà que mon ami se réveille de sa léthargie incompréhensible et inexplicable. Il veut absolument que ça se règle de suite. C'est peut-être habile en apparence, mais je ne crois pas que ce sera fort comme succès. Je ne le pense pas.

Si mon ami avait été sérieux dans le désir qu'il a de régler cette question, il aurait travaillé à la régler pendant qu'il était ministre et s'il n'avait pas pu la régler dans ce temps-là il aurait dû au moins essayer de l'amener devant la Chambre d'une manière pratique avant la dernière session, car il suppose que c'est la dernière session, et surtout avant les derniers jours de la session.

Mon ami dit que deux ou trois jours vont suffire. Ce n'est pas mon expérience des comités. On dit qu'on va faire la besogne dans deux ou trois jours, et cela prend deux ou trois semaines. On sait parfaitement à quoi s'en tenir. On commence par demander une chose et ensuite on en demande vingt.

On commence à faire l'enquête sur un point, on en découvre d'autres et on finit par arriver à une enquête générale sur une question qui nous retient très longtemps.

D'ailleurs, M. l'Orateur, que désire savoir le député de Gaspé ? Il l'a dit : c'est de connaître la valeur des titres et de M. Coffin et des habitants

Tout cela est constaté dans le rapport de 1872 ; vous n'obtiendrez rien de plus par un comité que ce que vous avez déjà : " Votre comité a étudié avec soin les documents annexés à ce rapport. Il a constaté qu'il existe plusieurs espèces de baux dans les Iles de la Madeleine. Il y a des baux emphythéotiques, des baux à perpétuité, des baux pour une période de cinquante années et un grand nombre de baux pour seulement dix ans. Ces baux ne donnent aucune garantie quelconque aux occupants de terrains parce qu'il y est dit qu'à défaut de paiement, ils perdent tous leurs droits." C'est là la pierre d'achoppement. Il y a des baux emphythéotiques. Du moment que les baux dépassent neuf ans ils sont emphythéotiques. Mais la condition dans le bail est que s'il manque un seul paiement le bail est résilié.

On n'a pas besoin de chercher bien loin pour connaître la condition de ces pauvres habitants. Du moment qu'ils ne sont pas en état de payer leurs dix piastres par année—c'est le prix général—le propriétaire peut demander la résiliation du bail. Il n'y a pas besoin d'avocat dans le comité pour étudier cela. Voilà la position faite par les baux, acceptée par les habitants et imposée par M. Coffin. Le rapport continue : " Il est donc évident que ces colons sont dans une très critique position, parce que le propriétaire des Iles peut toujours reprendre les terres aussitôt que les occupants se trouvent dans l'impossibilité de rencontrer les conditions onéreuses qui leur sont imposées.

" La situation difficile dans laquelle sont placés les habitants des Iles de la Madeleine, a toujours donné lieu à un grave mécontentement parmi la population. Ce mécontentement général est dû principalement à ce que les locataires n'ont aucune perspective de ne pouvoir jamais devenir propriétaires des terres qu'ils occupent. Dans certain cas aussi, ils paient une rente beaucoup trop élevée. Plusieurs se plaignent également de ce que les grèves ne sont pas données gratis pour l'usage des pêcheries.

Un tel état de chose a actuellement des résultats désastreux et fait un tort immense à la prospérité de ces Iles."

Quelle est la conclusion de ce rapport ? et c'est la seule conclusion logique : " Votre comité croit devoir recommander que le gouvernement prenne telle mesure qu'il jugera à propos pour acquérir les droits du propriétaire des îles, l'amiral Coffin, afin de pouvoir revendre les terres aux habitants comme les terres de la Couronne sont vendues aux colons, dans toutes les parties de la province de Québec, excepté toutefois ce qui regarde la coupe du bois, comme il est dit précédemment et que le projet du gouvernement soit soumis à cette Chambre à sa prochaine session."

Qui a fait ce rapport ? c'est M. Fortin président du comité. Quel était le comité ?

Le comité était composé exclusivement de conservateurs, d'amis des conservateurs.

A cette époque, comment se fait-il que ce rapport unanime n'ait pas eu de suite ? et comment se fait-il, que depuis que mon ami est en Chambre, c'est-à-dire depuis 1878, représentant du même comté et pendant qu'il était ministre, il n'a pas jugé à propos de prendre ce rapport et de le mettre à effet. Le rapport était là ; le rapport était unanime, c'était le rapport d'amis des conservateurs. Mon ami est devenu ministre. Il n'a pas jugé à propos de faire exécuter ce rapport. Pourquoi ? C'est parceque c'était difficile ou impossible je suppose.

Maintenant un comité peut-il faire plus que celui de 1872 ? Va-t-il avoir plus de renseignements ? Non, aussi les recherches que nous avons fait faire dans les îles n'étaient pas tant pour connaître les titres ou si vous voulez la tenure des terres que pour en connaître les ressources. Mais c'est en cela, M. l'Orateur, que nous avons montré notre désir de régler la question. Ayant un rapport recommandant l'achat de la propriété de M. Coffin pour revendre les terres aux habitants des îles, nous avons cru que ce qui devait être fait, c'était d'aller sur les lieux, étudier les ressources des îles, la nature du sol, pour savoir si nous pouvions utilement faire un achat dans l'intérêt des habitants des îles, c'est ce que nous avons fait.

Nous avons donc cherché à mettre le rapport à exécution ; rapport qui a dormi depuis 1872 à 1889. pendant dix-sept ans. Nous avons donc cherché à régler la difficulté. J'espère que nous réussirons. Mais si on allait se prononcer aujourd'hui comme on le suggère en faveur de l'achat de la propriété, M. Coffin nous la ferait payer cent fois le prix.

M. Coffin demeure à Sherbourg. Il a eu cette propriété du célèbre amiral Coffin qui, lui, l'a eue, en 1797, du roi Georges III, comme récompense des services qu'il avait rendus à l'Angleterre.

Eh bien, avons-nous jamais entendu dire qu'un homme qui veut acheter une propriété, se soit fait autoriser publiquement avec toute la solennité voulue et soit allé ensuite trouver le propriétaire pour lui dire : " Je veux acheter votre propriété." Le propriétaire va lui dire " j'en suis enchanté, ma propriété vaut tant." Tandis que si on procède en secret sans se prononcer publiquement, si M. Coffin ne peut pas vendre sa propriété, il la gardera. Mais si on peut l'avoir à un prix raisonnable et utile aux intérêts du pays et des habitants des îles de la Madeleine nous le ferons. Mais qu'on ne vienne pas nous déranger. Je prie mon ami de me croire ; sans chercher à le blesser, je lui dirai que sa procédure est de nature à tuer le projet.

Que mon honorable ami nous laisse faire et il verra que nous arriverons à un résultat satisfaisant. Je n'ai pas l'intention d'en dire plus. Mais on peut voir par la motion, par les documents qui ont été mis devant la Chambre, durant la présente session, le travail que nous avons fait là-dessus. Nous avons fait un travail colossal.

Maintenant, qu'est-ce que ferait un comité dans la circonstance ? Il ne ferait que nuire à l'œuvre que nous avons entreprise, c'est pour cela que je suis forcé de proposer l'amendement que voici :

Je propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. SHEHYN, que tous les mots après " Que," dans la dite motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Il appert par les documents mis devant cette Chambre, durant la présente session, portant respectivement les numéros 23, 90, 125, 140, 67 140b, 140c et 177, et par des réponses faites à certaines interpellations, que le gouvernement actuel s'occupe activement de cette question de la tenure des terres dans les Isles de la Magdeleine, et cherche à obtenir tous les renseignements nécessaires pour arriver au résultat désirable ;

Qu'un comité de cette Chambre a été formé en 1872, a entendu un grand nombre de témoins, ce qui a coûté très cher à la Province, et que ce comité a fait rapport ; mais que ce rapport est resté sans effet pratique ;

Que la session est trop avancée pour former utilement le comité demandé et en espérer quelque chose d'utile ;

Que cette Chambre est satisfaite que le gouvernement ait pris l'initiative sur cette question et ait envoyé des commissaires sur les lieux, afin de se renseigner d'une manière aussi parfaite que possible, et lui laisse le soin de continuer les études nécessaires pour donner à cette question

importante une solution favorable et aux habitants des Isles de la Magdeleine, et à la province de Quebec, et espère qu'un projet de loi sera soumis à la prochaine session sur ce sujet, afin de venir au secours des habitants de ces isles.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE expose la position désavantageuse de la population des Isles de la Magdeleine.

L'honorable M. BLANCHET approuve l'idée de confier à un comité, l'étude de cette importante question et il expose ses vues sur certains points de droit en rapport avec la tenure des terres.

L'honorable M. GAGNON.—M. l'Orateur, nous voyons, par le rapport du comité qui a été nommé en 1872, que l'on recommandoit dans ce rapport au gouvernement de prendre telle et telle mesure.

Ainsi donc, en 1872, l'honorable M. Fortin, alors député de Gaspé, avait demandé à la Chambre d'étudier cette question. Un comité a été nommé en 1872. Pendant trois ans ce comité a agi. Au bout de trois ans un rapport a été fait constatant que les habitants des Isles de la Magdeleine étaient des locataires.—Le rapport conclut que ce sont des locataires. Ils peuvent être considérés comme emphythéaux, il n'y a pas de vente à rentes constituées de l'ancien droit français.

Il y a un fait important qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que l'honorable M. Fortin, président du comité, lorsque la question est venue en Chambre, a fait une motion, qu'il a jugé à propos de retirer plus tard. D'après ce que je puis voir, lorsque la discussion a eu lieu, la Chambre a convaincu M. Fortin qu'il devait retirer sa motion. C'est ce qu'il a fait.

La position que la Chambre devrait prendre aujourd'hui doit être à peu près la même que celle qui a été prise alors. J'invite l'honorable député de Gaspé à ne pas presser sa motion.

L'honorable M. Fortin est un homme qui a passé une grande partie de sa vie dans le comté de Gaspé, à visiter les Isles de la Magdeleine, il a laissé là un souvenir dont l'honorable député de Gaspé bénéficie encore et cependant il n'a pas voulu demander une législation sur cette question

De 1875 à 1890, voilà quinze ans que le projet dort, et c'est la première fois aujourd'hui que notre attention est attirée là-dessus. On a laissé faire les gouvernements précédents sans rien demander. Aujourd'hui on demande un comité qui exigera de grandes dépenses.

Je dis que depuis 1875—depuis 15 ans,—on n'a pas dérangé le gouvernement sur cette question.

L'honorable député peut être sûr d'une chose : c'est que le gouvernement rendra justice aux habitants des Isles de la Magdeleine.

Je crois que le comité ne doit pas être accordé, dans tous les cas. D'abord, on aurait dû demander le comité au commencement de la session. Ensuite, actuellement il n'y a pas de communication possible entre les Isles de la Magdeleine et la terre ferme, et il serait impossible de faire venir les témoins. On n'est pas pour siéger deux mois de plus pour faire une enquête dans cette affaire.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. MERCIER, que les mots suivants soient ajoutés au dit amendement :

“ Que le rapport du dit comité n'a été fait qu'en 1875, n'a jamais été adopté, et que la motion faite pour son adoption, par feu l'honorable M. Fortin, a été retirée. (Journal de l'Assemblée législative, page 215, 22 février 1875.)

Que cette Chambre espère que les habitants des Isles de la Magdeleine seront satisfaits des déclarations du gouvernement à ce sujet.”

L'honorable M. FLYNN dit qu'il n'a été saisi officiellement de la demande des Isles qu'au mois de mai 1889, qu'il a étudié avec soin la question et donné une opinion légale motivée sur les principaux points.

M. DECHENE (l'Islet).—M. l'Orateur, la question soulevée par l'honorable député de Gaspé d'abord, puis soutenue par l'honorable député de Beauce, ne me paraît pas avoir été posée sous son vrai jour, du moins sous certains rapports.

On a dit que M. Barneveld avait pris pour système de maltraiter les habitants des Isles afin de les forcer à se jeter dans les bras du gouvernement et de lui demander d'acheter sa propriété pour un prix exorbitant.

On a soutenu que pour arriver à ce but on avait pris le moyen tyrannique de forcer les gens de signer des baux contenant des clauses inacceptables.

Voici les faits, M. l'Orateur.

Avant M. Barneveld, l'agent de M. Coffin de Boulogne-sur-Mer en France, le propriétaire des Isles était un M. Fontana, dont la gestion a été un véritable fléau pour cette population. Pour excuser le peu de rendement des rentes auprès de son mandant, le M. Fontana écrivait que les habitants des Isles étaient des espèces de sauvages incontrôlables, et que sa vie était continuellement en danger, quand il voulait forcer la collection. Une audition de ses comptes, par un teneur de livres, envoyé d'Angleterre par M. Coffin, a prouvé que ce n'était pas la collection qui ne marchait pas bien, mais qu'il y avait autre chose sous roche. Et après cette audition, M. Fontana a trouvé que l'air pur des Isles de la Magdeleine n'allait plus à sa santé chancelante, et il est allé demandé à l'Île du Prince-Edouard un refuge contre la bise du nord et les lois de cette Province sur les défalcataires.

M. Coffin avait envoyé M. Barneveld en même temps que l'auditeur et, croyant aux paroles mensongères de M. Fontana, lui donna ordre de s'adresser aux avocats de ce pays-ci afin de faire faire des formules de baux tellement sévères que cette population ne pût échapper à ce qu'il croyait être ses légitimes réclamations.

Grande fut la surprise de M. Barneveld en arrivant aux Isles d'y trouver une population honnête, honorable, laborieuse, respectant la loi et les droits d'autrui. Grande fut encore sa surprise de voir qu'il n'avait pas besoin de toute une armée pour empêcher les gens de l'assommer, et pour les forcer à payer. Il s'aperçut que la collection des rentes se faisait et s'était toujours faite d'une manière régulière et qu'il n'avait pas besoin de moyens de coercition pour remplir son devoir.

Que fit-il alors ? Il effaça de ses baux les clauses vexatoires, et tout va bien maintenant. Voilà la vérité sur le compte de M. Barneveld, qui est un homme honorable et respectable.

Quant à la question du droit de M. Coffin de donner des baux qui peuvent à un moment donné équivaloir à une vente, je crois que M. Coffin, n'étant que grevé de substitution, ne pouvait aliéner par conséquent la propriété d'une manière incommutable, pas plus par des baux que par tout autre acte, vente ou donation.

Il faudrait donc une loi pour mettre fin à la substitution et permettre au gouvernement d'acheter et revendre sans exposer les habitants acheteurs à payer deux fois, ou le gouvernement à perdre le prix de son achat.

Il n'est donc pas besoin d'un comité d'enquête puisque la question se réduit à une question de droit civil. D'ailleurs, tout le monde sait que les Isles sont inaccessibles à l'heure qu'il est, qu'on ne peut y entrer, ni en sortir depuis la fin de décembre jusqu'à la fin de mars. Nous ne pouvons donc pas avoir les témoins les mieux renseignés.

Le gouvernement l'est par les rapports qui lui ont été faits. Il est inutile de dire que je sympathise de tout cœur avec les habitants des Isles. Ils sont soumis à une tenure qui arrête tous les progrès de l'agriculture, tient les habitants dans un état d'incertitude constant sur leur sort futur.

Mais le comité demandé n'arriverait à leur rien donner, et pourrait plutôt entraver l'action du gouvernement, qui semble bien disposé en faveur des Isles.

Sur motion de M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE, secondé par M. NANTÉL,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de la correspondance signée par George Rolt White, écuyer, secrétaire honoraire du comité nommé pour ériger un monument à la mémoire du major Short et du sergent d'état-major Wallick, de l'artillerie royale canadienne, batterie B, qui se sont rendus aux vœux du maire et du conseil municipal de Québec, et qui sont morts au champ d'honneur en se dévouant, lors de l'incendie de Saint Sauveur, le 16 mai 1889 ; correspondance échangée entre M. White et l'honorable Premier Ministre de la province de Québec.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE.—M. l'Orateur, le pays en général, Québec en particulier, n'a pas oublié la catastrophe qui affligea Saint-Sauveur le 16 mai. Dans cette nuit terrible, 700 maisons furent réduites en cendres, et 1600 personnes se trouvèrent sans abri. La veille toute cette population vivait sans inquiétude. Le lendemain matin elle s'est trouvée sans pain.

On accourait de tous côtés pour porter secours aux victimes de l'incendie quand tout-à-coup une horrible rumeur se repandit. Le major Short et le sergent Wallick venaient de mourir victimes de leur dévouement. A cette nouvelle un cri d'angoisse s'éleva par toute la ville, et ce cri eut un

écho dans tout le pays. Il fallait connaître le major Short, comme j'ai eu l'honneur de le connaître, pour apprécier comme moi cette âme pleine de noblesse, ce type accompli du soldat et du citoyen.

N'a-t-il pas prouvé ce qu'il était, en sacrifiant sa vie pour sa ville d'adoption. Ne l'a-t-il pas prouvé en formant des sous-officiers comme le sergent Wallick, qui l'a suivi au champ d'honneur, car c'est mourir glorieusement que de sacrifier sa vie pour la charité.

Tous deux ont accompli cet acte sans vantardise comme sans hésitation. Honneur à eux ! et puisse le pays leur être reconnaissant !

Short et Wallick, il est vrai, n'ont fait que marcher sur les traces de leurs prédécesseurs. Ne semble-t-il pas qu'à Québec l'artillerie soit prédestinée à des actes éclatants de sacrifice et de dévouement ?

Lors d'une conflagration précédente le lieutenant Baynes perdit la vie et le sergent Hughes fut blessé avec lui par une explosion de poudre. Je suis heureux de dire que ce dernier vit encore au milieu de nous et qu'il remplit honorablement les devoirs de sa charge au bureau du Trésor. Que ces noms ne soient jamais oubliés ! La Législature a un devoir à remplir et j'espère qu'elle le remplira.

Au reste, mon honorable ami, le député de Portneuf, a demandé au gouvernement s'il avait l'intention de contribuer à l'érection d'un monument à Québec à la mémoire du major Short et du sergent Wallick, morts victimes de leur dévouement lors de l'incendie de Saint-Sauveur, en mai 1889 ; et la réponse du Premier Ministre a été comme suit : " Oui, la Province doit cet hommage à la mémoire de deux soldats morts au poste d'honneur, victimes de leur dévouement."

S'il est une Province, M. l'Orateur, où le dévouement doit être récompensé, c'est à coup sûr, la nôtre.

Sur motion de M. LEBLANC, secondé par M. NANTEL,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes, relativement à la vente, par le gouvernement, de certains lots de grève, situés dans la cité de Hull et désignés comme les lots Nos. 342, 343, 344 dans le quartier deux ; 759, 760, 761, 762 et 763, dans le quartier trois ; et 451 et 452 dans le quartier quatre, de la cité de Hull, à William George Hurdman, manufacturier, de la cité de Hull ;

aussi tous rapports d'arpenteurs ou d'évaluateurs faits en faveur du gouvernement par ses employés, ou toutes autres personnes, relativement à cette affaire.

Aussi, toutes copies des titres que toutes personnes ont pu remettre au gouvernement, et en vertu desquels R. Hurdman & Cie, manufacturiers, de Hull, occupaient les dits lots de grève avant la vente.

M. LEBLANC expose les circonstances de la vente en question.

Hurdman ayant offert d'acheter des lots qu'il occupait depuis plusieurs années, le Commissaire des terres de la Couronne envoya M. Rivard, un des officiers de son bureau, pour les évaluer. M. Rivard fit rapport qu'il prendrait pour base d'évaluation le prix auquel fut vendu le "Table Rock," soit $1\frac{1}{2}$ cent le pied, mais comme la propriété que désirait acheter M. Hurdman avait beaucoup plus de valeur, il en fixait le prix à $2\frac{1}{2}$ le pied.

L'honorable Commissaire des terres communiqua ces renseignements à M. Rochon, avocat de M. Hurdman, et alors membre de cette Chambre, et il lui fit savoir que le gouvernement était prêt à vendre au prix fixé par M. Rivard. Sur ces entrefaites, M. Murphy, aussi membre de cette Chambre, écrivit à M. Rochon que le gouvernement était obligé de demander le prix fixé par M. Rivard, mais que, si on offrait $1\frac{1}{2}$ cent le pied, le gouvernement ne refuserait pas cette offre. L'offre fut faite et acceptée.

Les lots comprennent 208,516 pieds carrés à $1\frac{1}{2}$ cent le pied et 74,595 pieds carrés à 1 cent, représentant un prix total de \$3,870.69 payable un cinquième comptant et le reste en quatre paiements annuels.

Le gouvernement a prétendu que M. Hurdman occupait cette propriété depuis des années et que pour cette raison il n'a pas voulu lui imposer un prix élevé. Mais, appartient-il au gouvernement de s'apitoyer sur les gens riches et est-il justifiable de donner pour rien des propriétés de valeur ?

N'aurait-il pas dû exiger la pleine valeur réelle et même charger à M. Hurdman le prix du loyer de plusieurs années, qu'il avait occupé ces lots ? Si le gouvernement voulait faire un sacrifice c'était déjà suffisant de sacrifier le loyer. Comme il n'avait jamais reçu un centin de loyer, le moins qu'il dût faire aurait été d'exiger la valeur entière de la propriété.

Du reste, le gouvernement n'a jamais vu les titres de M. Hurdman; M. Rivard dit dans son rapport qu'il ne les a pas vus, mais que M. Christie, avocat de M. Hurdman, lui a dit qu'ils étaient bons. Comment ensuite le nom du député de Québec-ouest se trouve-t-il mêlé à cette affaire? Comment se fait-il que le Commissaire des terres ait abandonné la propriété sans en recevoir la valeur? Et pourquoi M. Hurdman a-t-il employé comme avocat en cette affaire un membre de cette Chambre? Après tout, le résultat de la transaction a été une perte de \$100,000 pour la Province.

L'honorable M. DUHAMEL dit que le " Table Rock " ne valait pas deux cents et a été vendu trop cher. Quant à la transaction avec M. Hurdman il n'en connaît rien ou que peu de chose.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du jeudi soir, 20 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 8 heures.

M. ROBIDOUX propose, secondé par M. MURPHY :—Que la résolution suivante relative à la construction d'un pont en fer, sur le St-Laurent, à ou près de Québec, soit adoptée ;

Résolu, Que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le St-Laurent, à ou près de Québec serait grandement avantageuse à cette Province et à la Puissance en général ;

Cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont ;

Qu'une adresse, basée sur cette résolution, soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

L'honorable M. TAILLON.—Voici une question dont l'importance égale celles qui viennent du gouvernement: Je suppose que le parti ministériel a dû s'occuper de ce projet avant ce moment. Il a eu l'occasion d'examiner la question, de délibérer. Il ne serait que juste de nous accorder au moins jusqu'à demain pour étudier ce projet.

L'honorable M. MERCIER.—C'est une simple expression d'opinion présentée par un député.

L'honorable M. TAILLON.—dit qu'avis de cette motion n'a pas été donné d'une manière suffisante et il pose la question d'ordre.

L'honorable M. BLANCHET.—Le gouvernement recule devant sa responsabilité. Il n'a pas le courage d'introduire une mesure ministérielle. Il veut sonder le terrain et il envoie en éclaireur le député de Chateauguay. La résolution proposée est très sérieuse et nous avons le droit de savoir quelle est la politique du gouvernement sur ce point, et le gouvernement manquerait de générosité en refusant à l'opposition le temps de se consulter sur cette importante question. L'avis donné de cette motion est d'ailleurs insuffisant.

L'honorable M. GAGNON prétend que l'avis de motion a été suffisant.

L'honorable M. FLYNN soutient qu'il est évidemment insuffisant et il cite des autorités.

M. L'ORATEUR maintient la question d'ordre.

* * *

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les subventions de certains chemins de fer ;

La Chambre, en conséquence, se forme en comité.

Résolu, 1.—Que les délais dans lesquels certaines compagnies de chemins de fer, subventionnées par la Province, doivent compléter leurs travaux, et qui expireront avant le dernier jour de la session prochaine, seront prolongés jusqu'à cette date.

Compagnie du Chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean.

Résolu, 2.—a. Que le paragraphe " c " de la section 1 de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 19, est amendé en retranchant les mots " pourvu que le gouvernement du Canada accorde une subvention semblable à la compagnie."

b. Que le paragraphe " d " de la même section du dit acte est amendé en substituant les mots " Baie des Ha ! Ha ! " au mot " Chicoutimi " et " soixante-six milles " à " cinquante-six milles," dans les seconde, troisième et quatrième lignes.

Compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

Résolu, 3.—Que la subvention de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant du village de Lachute, à un point de jonction avec le chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'au village Saint-André, dans le comté d'Argenteuil, pourvu que la longueur totale de ce chemin n'excède pas sept milles,—accordée par le paragraphe "g" de la section 1 de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, est rétablie en faveur de la Compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

Compagnie du chemin de fer de colonisation du Lac Témiscamingue.

Résolu, 4.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder à la Compagnie du chemin de fer de colonisation du lac Témiscamingue,—pour quinze milles de voie, à partir de la station Mattawa, sur le chemin de fer canadien du Pacifique, en allant vers le Long-Sault, ou du Long-Sault en allant du côté de la station Mattawa,—une subvention n'excédant pas trois mille deux cents piastres par mille et ne dépassant pas en tout quarante-huit mille piastres.

Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides.

Résolu, 5.—*a.* Que la subvention de quatre cent quatre-vingt mille acres de terre, accordée pour un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des Piles, et allant vers le nord, jusqu'à un point de réunion avec le chemin de fer du Lac Saint-Jean, vers l'extrémité sud du Lac Edouard, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles, en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe "d,"—pourra être donnée à la Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, pour sa ligne entre les Grandes Piles, sur le Saint-Maurice, et un point de jonction avec le chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, à, ou près de la Rivière à Pierre, dans le comté de Portneuf, pourvu que le subside actuel ne soit pas augmenté.

b. Que cette subvention ne sera accordée à la dite Compagnie que sur preuve satisfaisante qu'elle a été organisée de manière à pouvoir se procurer le capital nécessaire au prompt achèvement de sa ligne.

Compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott.

Résolu, 6.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'appliquer, sur les premiers dix milles de la Compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott, la subvention de dix mille acres de terre par mille, octroyée pour les dix derniers milles des trente milles de la ligne par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 81, section 9.

Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Résolu, 7.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer,—à même la subvention originaire accordée en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe " b," à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, suivant autorisation spéciale de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, section 12,—selon les besoins, les salaires dus aux ouvriers,—les sommes dues aux cultivateurs pour les terrains expropriés pour la section " K " du dit chemin de fer, les sommes dues à d'autres personnes ayant des créances privilégiées contre la compagnie, et aux autres ayant des réclamations pouvant être équitablement considérées comme privilégiées, proportionnellement à la somme de travaux exécutés sur cette section " K," tel que constaté sur le rapport spécial de l'ingénieur du gouvernement, bien que la compagnie n'ait pas strictement le droit d'en réclamer le montant comme entièrement gagné ; le tout conformément à la résolution, touchant cette matière, adoptée *nemine contradicente* par l'Assemblée législative, le 15 mars 1890, et pourvu que le dit montant n'excède pas vingt mille piastres.

Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Résolu, 8.—Que le paragraphe 2 de la section 1. de l'acte 52 Victoria, chapitre 86, est abrogé et remplacé par le suivant :

" 2. Avant le paiement de la subvention accordée à la Compagnie du dit chemin de fer Québec Central, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer, et chaque année ensuite, un directeur de cette Compagnie, qui aura les mêmes pouvoirs que les autres directeurs.

Le Lieutenant-Gouverneur en conseil ne pourra nommer, en aucun cas, une personne qui a été précédemment ou est maintenant directeur, officier, employé ou agent salarié, de la Compagnie."

Résolu, Que la section 2. du dit acte 52 Victoria, chapitre 86, est abrogée et remplacée par la suivante :

" Le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit de retenir à même la dite subvention, la somme de quarante mille piastres, jusqu'à ce que cette Compagnie ait relié sa ligne à celle de l'extension Est du chemin de fer International ; et cette somme sera déduite proportionnellement de chaque paiement à faire à la compagnie sur cette subvention."

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, il n'y a que trois subsides nouveaux dans ces résolutions. Dans la première résolution on augmente

de \$10,000 l'octroi du chemin de fer du lac Saint-Jean. Au lieu d'arrêter à Chicoutimi nous allons jusqu'à la baie de Ha ! Ha !

La seconde résolution est à l'effet de retrancher les mots : " Pourvu que le gouvernement fédéral du Canada accorde un subside semblable à la compagnie. "

Il s'agit de l'embranchement de Québec à Saint-Ambroise. Nous avons accordé un subside à la condition que le gouvernement fédéral en fasse autant. Nous retirons cette condition, parce que le gouvernement fédéral a refusé, et, vu que cela arrêta le progrès du chemin de fer, on a consenti à retrancher cette condition, sur la demande de la compagnie.

La résolution 3 est pour faire revivre un subside de 4,000 acres par mille pour le chemin de fer de Saint-André dans le comté d'Argenteuil. Le chemin de fer est bâti, et on nous a demandé de faire revivre ce subside et nous avons consenti.

La résolution 4 est à l'effet d'accorder un subside de \$3,200 par mille et ne dépassant pas en tout \$48,000 au chemin de fer de colonisation du lac Témiscamingue, pour 15 milles de chemin de fer. Ce chemin de fer a reçu un subside du gouvernement fédéral et Mgr d'Ottawa, le président de la société de colonisation de cette partie du pays, est venu nous trouver avec le président de la compagnie et nous a demandé d'accorder un certain montant pour le chemin à partir de Mattawa en allant vers le Long Sault, afin d'aider à la colonisation du lac Témiscamingue. Il y a une compagnie très importante là et nous avons cru que nous devions accorder cette demande.

Quant à la résolution 5, c'est à l'effet d'autoriser la compagnie des Basses-Laurentides de rendre son chemin à la Rivière à Pierre au lieu d'aller au lac Edouard, comme nous l'avions autorisé à la dernière session. Il ne nous en coûte rien de plus et le changement a été fait de la même manière à Ottawa.

La résolution 6 a rapport au chemin de fer de Vaudreuil et de Prescott. On nous demande de replier les derniers dix milles sur les premiers, vu qu'il y a des dépenses considérables à faire pour la construction d'un pont qui va coûter de \$50,000 à \$60,000. On a cru devoir accorder cette demande.

Nous avons voté 10,000 acres de terre par mille pour les 10 derniers milles des 30 milles de la ligne.

A présent, nous prenons l'octroi des dix derniers milles et nous les replions sur les premiers dix milles.

Quant à la Compagnie de la Baie des Chaleurs, nous acceptons les suggestions de mon ami le député de Gaspé, et nous répétons ici sous la forme constitutionnelle, la résolution que la Chambre a bien voulu passer.

La résolution 8. Il s'agit du Québec-Central. Nous avons réussi à régler une vieille difficulté. Voici ce dont il s'agit. Nous n'accordons pas un sou de plus, mais nous avons voté \$137,000 pour la branche s'étendant de St-François à la frontière, mais à la condition que l'on garde \$60,000 jusqu'à ce que la Compagnie ait traversé la frontière, et ait été rejoindre le Pacifique dans l'État du Maine.

La Compagnie nous a représenté que c'était un peu élevé et nous avons mis \$40,000 au lieu de \$60,000.

Maintenant nous avons une autre condition : C'est que le Lieutenant-Gouverneur ne paierait pas ces \$137,000 avant que l'on nous ait accordé deux directeurs. La Compagnie nous a représenté qu'il n'était pas possible de nommer deux directeurs dans le moment, vu qu'il n'y avait qu'une vacance créée par la mort de l'honorable M. Ross, sénateur. On a accepté à condition que la Compagnie fasse de suite cet embranchement, et l'arrangement a été accepté.

De sorte que l'on voit qu'il n'y a réellement de subside nouveau que la somme de \$48,000 pour le Témiscamingue et ensuite pour le petit embranchement de Chicoutimi à la Baie des Ha ! Ha !

L'honorable M. BLANCHET dit que sans se prononcer de suite sur les résolutions présentées, excepté sur celle qui a rapport au Québec Central, qui offre un règlement des difficultés existantes, il aimerait à savoir du gouvernement comment il se fait qu'aucun subside n'ait été accordé au chemin projeté entre D'Israëli et Lambton, dans le comté de Beauce. L'honorable Premier Ministre doit se rappeler qu'une députation des principaux citoyens de Lambton, de D'Israëli et du comté de Mégantic s'est rendue ici pour demander un subside pour ce chemin. Comme les députés de ces deux comtés avaient été appuyés chaleureusement par deux ministres : l'honorable D. A. Ross et l'honorable Commissaire des terres, qui s'étaient joints à la députation pour plaider leur cause, tout le monde était parti enchanté et croyant sincèrement que le subside demandé était déjà accordé.

Le député de Beauce dit qu'il voudrait être en mesure de dire aux électeurs de son comté qui sont venus ici quelles sont les raisons qui ont empêché le gouvernement d'accorder le subsidé en question.

L'honorable M. MERCIER répond qu'il se rappelle la demande qui a été faite en cette circonstance et comme il y avait devant le gouvernement des demandes de même nature pour environ trois millions de piastres, le gouvernement ne s'est pas cru en position de pouvoir accorder ces demandes

M. LEMIEUX fait remarquer qu'il a déjà déclaré en cette Chambre qu'il s'opposait à toute subvention au Québec Central, en conséquence des tarifs différentiels de cette Compagnie et de son injustice à l'égard du district de Québec.

Maintenant, cependant, grâce aux efforts du gouvernement, de lui, le député de Lévis, et du député de Dorchester, le Québec Central a promis d'adopter et de faire adopter un tarif uniforme conforme à celui du Grand Tronc, et a promis de remédier à tous les abus. Il se croit donc justifiable de retirer son objection en cette circonstance.

M. MARTIN se plaint que certaines réclamations sur le chemin de fer de la Baie des Chaleurs n'ont pas été payées.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, il n'y a pas une plainte plus injuste que celle-là. Nous n'avons eu que des remerciements jusqu'ici. Nous ne payons que les créances privilégiées. Nous ne payons pas les créances des contracteurs. Nous payons les créances privilégiées, c'est-à-dire, des cultivateurs quand ils prouvent leurs réclamations, et si elles sont acceptées, mais nous ne payons pas, si elles sont en procès. Il y a des cultivateurs dont les terrains ont été pris par le chemin de fer qu'on ne peut pas payer, parce qu'ils sont en procès ou que les arbitrages ne sont pas faits. Nous avons payé les cultivateurs qui ont fourni les *ties*. Quand les montants sont admis par les contracteurs, nous payons. Nous considérons cela comme une réclamation privilégiée. Les ouvriers qui ont travaillé au chemin de fer, nous les payons du moment que leur réclamation est approuvée ou admise par le contracteur.

Il y a sur la section H. des réclamations qui ne sont pas payées. C'est parce que les créanciers n'ont pas filé leur réclamation devant le commissaire parce qu'ils prétendaient que c'était de la blague. Quelques amis politiques ont eu la bonne idée de leur dire que c'était une blague politique, et qu'ils ne seraient jamais payés, qu'ils n'avaient pas besoin de faire de réclamation, que c'était perdre leur temps. Là, ils s'aperçoivent que ce n'est pas une blague. Ils viennent pour être payés. Ils nous disent : C'est vrai que nous venons tard, mais tâchez de nous payer. ”

Maintenant il est trop tard. Nous n'avons plus d'argent pour cette section, excepté une petite balance que nous cherchons à distribuer le plus équitablement possible .

Quant à la section H dont il s'agit en ce moment, les réclamations qui ont été produites et qui sont admises, la Chambre nous a autorisés à les payer l'autre jour et elles vont être payées.

Je dirai à mon ami de Bonaventure que les plaintes dont il parle ne sont jamais arrivées à moi. Elles ne sont pas fondées en définitive. Ceux qui ont reçu ces plaintes savaient à qui s'adresser. Est-ce que mon ami qui a reçu ces plaintes me les a communiquées ? Si l'honorable député veut me montrer les réclamations qui sont admises, si c'est dans les limites de la balance qui nous reste en mains, on va les payer dès demain. Mais je demanderai à mon ami de ne pas procéder par insinuation. Qu'il me donne les noms. Mais l'honorable Monsieur n'est pas capable de me donner un seul nom. Je les lui demande et il ne veut pas les donner.

L'honorable M. SHEHYN propose que la chambre se forme en comité des subsides.

M. TAILLON attire l'attention de la Chambre sur la gravité des faits qui ont eu lieu lors de la dernière élection dans le comté de Brome. Il rappelle les circonstances du paiement des \$300 au curé de Knowlton, dans le temps et évidemment en vue de l'élection. Autre fait : la somme de \$600 a été demandée et accordée immédiatement le 21 octobre 1889 pour une route entre Millington et Magog—cette somme devant être prise sur les subsides de 1890-91. Cela s'est fait évidemment en vue de l'élection. En vue de la même élection \$400 ont été accordées à la société d'agriculture et \$75 à la société d'arboriculture du comté.

Des actes pour lesquels un pauvre individu serait poursuivi et condamné, le gouvernement les commet et veut en dégager sa responsabilité

Tous ces actes du gouvernement dans Brome ont été faits en vue de l'élection, il n'y a pas à en douter. On a tenté de corrompre le comté, mais on n'a pas réussi.

L'honorable M. MERCIER.— M. l'Orateur, je crois qu'il est bien difficile d'espérer de donner satisfaction à l'honorable chef de l'opposition. Quand on n'est pas poli, il trouve qu'on est grossier, et quand on est poli, il trouve qu'on l'est trop.

J'ai entendu, un jour, le juge Johnson, rendant un jugement sur une contestation d'élection, commenter un fait, un simple acte de bienveillance de la part du candidat. Les adversaires avaient cherché à prouver que cet acte de bienveillance avait été fait en vue de l'élection et pour corrompre l'électeur. C'était un acte de charité. L'honorable juge disait : " Mais est-ce que les élections vont suspendre toutes les règles ordinaires de la vie, et faut-il que parce qu'un homme se présente il soit non-seulement grossier, mais qu'il n'ait pas de cœur et que s'il a l'occasion de faire un acte de charité, il ne le fasse pas parce qu'il est candidat, et parce qu'il a le malheur d'être candidat il doit travailler à se rendre impopulaire ? " Et le juge Johnson qualifiait cette prétention comme elle le méritait.

C'est là la prétention du chef de l'opposition. Du moment qu'il y a élection, nous n'avons pas droit de rendre justice à un comté. Il y a une société d'agriculture qui demande un octroi juste et raisonnable ; mais parce que cette société se trouve dans le comté où il va y avoir une élection, nous n'avons pas le droit de faire cet octroi : c'est un acte de corruption ; c'est fait en vue de l'élection. Voici une route qu'il s'agit de continuer, car il y a eu un octroi pour l'année précédente. On demande si les travaux seront continués. On répond que oui et on accorde la somme demandée pour continuer les travaux de cette route. C'est un acte de corruption et ce qu'il y a de plus terrible, c'est que nous promettons de payer sur les subsides de l'année 1890-91. Si on avait promis de payer sur les subsides de l'année courante, on n'aurait pas pu le faire parce l'on avait épuisé les subsides.

On parle aussi du montant accordé à la société d'agriculture pour une exposition, et on dit : Vous prenez ce montant sur les fonds de 1890-91, et l'exposition aura lieu en 1890. Est-ce que l'on est pour prendre l'argent de cette année pour payer pour une exposition qui aura lieu en automne ? Car le premier de juillet, tous les montants qui ne seront pas dépensés pour les appropriations seront renvoyés au Trésor. C'est ce qui est arrivé dans ce cas-ci ; comme l'exposition aura lieu l'automne prochain, on a dit :

le montant sera payé sur le subside de 1890-91. On ne pouvait pas faire autrement.

Mais ce qu'il y a de terrible, c'est qu'on a osé, avant de décider si ces octrois seraient accordés, on a osé consulter M. Fisher, député fédéral pour le comté de Brome. Avez-vous jamais vu une audace semblable de la part d'un gouvernement ? Aller consulter le représentant du comté, un député cultivateur, occupant une position sociale de premier ordre, mêlé à tous les mouvements des sociétés d'agriculture, agriculteur pratiquant lui-même, homme infiniment respectable, qui a la confiance de son comté. Nous avons l'effronterie, M. l'Orateur,—qu'on me pardonne le mot,—d'aller consulter cet homme pour savoir si l'octroi demandé doit être accordé !

Je n'ai jamais vu un crime pareil commis par un gouvernement, et je n'ai pas de doute que mon ami le chef de l'opposition, quand il était Procureur-général, ne consultait jamais le député qui représentait son parti dans un comté, quand ce comté demandait des faveurs. Il les accordait sans consulter personne et c'est probablement pour cela qu'il a eu tant de succès. Il accordait les octrois sans consulter les amis du comté, et ses amis se sont dit : Puisqu'on n'est jamais consulté, le mieux est de se débarrasser de ces Messieurs qui ne nous consultent jamais.

Je suppose que c'est comme cela que c'est arrivé, avec d'autres raisons que je n'ai pas besoin d'indiquer.

Mais l'idée de nous faire un crime d'avoir été consulter M. Fisher sur l'opportunité d'accorder un octroi est tellement puérile—et je le dis sans vouloir blesser le chef de l'opposition—que je ne crois pas devoir insister. C'est la règle universelle des gouvernements intelligents de consulter les chefs de chaque comté pour savoir ce qui doit être fait. Ce sont ces chefs-là qui sont les représentants, pour le gouvernement, de l'opinion publique. Il n'y a pas d'autre moyen de se renseigner, à moins que l'on prétende qu'un gouvernement doit consulter les chefs des adversaires.

Quand à la question de ce pauvre curé Bachand, je regrette de le dire, j'avais compris, M. l'Orateur, que le jour où j'ai produit la lettre de Mgr de Saint-Hyacinthe, au comité, que cet incident-là était vidé : L'évêque disait dans cette lettre qu'il avait ordonné au curé Bachand de remettre les \$300 et qu'il prendrait les moyens canoniques à sa disposition pour le forcer d'exécuter son ordre. Je montrai la lettre à l'honorable chef de l'opposition, avant de la produire, et je lui demandai si les conclusions de la lettre seraient acceptées. Les conclusions de la lettre de l'évêque étaient que l'incident fût vidé. J'ai compris que mon ami avait dit que oui. Et j'ai produit la lettre. Je ne suis pas pour défendre

M. le curé Bachand ; je ne suis pas pour qualifier son acte ; le public et les membres de cette Chambre en sont les juges. Mais enfin, quel reproche peut-on nous faire ? On nous a demandé \$300 pour réparation d'une école à Knowlton. Nous les avons accordées. Il paraît que le curé Bachand n'a pas employé cet argent aux fins pour lesquelles il était envoyé. L'argent va rentrer au Trésor.

On dit : mais c'est en temps d'élection. Je ne suis pas prêt à admettre le principe que l'on doit suspendre les actes de charité en temps d'élection. J'aurais fait la même chose pour le curé Bachand en d'autres temps, et je l'ai fait ailleurs. Et si nous acceptions la théorie de l'honorable chef de l'opposition, nous devrions suspendre pendant cette session-ci, ou plutôt biffer toutes les demandes pour octrois pour les institutions de charité, pour les routes, pour toute espèce de travaux dans les comtés. Car, d'après nos amis de l'autre côté, nous sommes à la veille des élections et c'est pour influencer les votes.

C'est-à-dire que, du moment qu'il est question des élections, tout doit être suspendu, on ne doit plus rien faire pour les travaux publics. Plus de crédits, plus d'actes de charité ; et je ne serais pas étonné, un jour ou l'autre, d'entendre dire que \$10,000 que nous avons accordées à Saint-Sauveur l'été dernier ont été accordées en vue des élections, parce qu'on ne devait pas faire cette dépense spéciale sans que ce fût pour influencer les électeurs de cette division. Je n'ai pas de doute non plus qu'on va prétendre que, quand j'accorde une médaille par-ci par-là à quelques institutions d'éducation, c'est pour influencer les votes.

M. l'Orateur, si ce n'est pas précisément pour influencer les votes, ce n'est certainement pas pour nous faire du tort. Qu'on ne s'imagine pas que je prends l'argent de ma poche pour la distribuer, même trop libéralement pour mes ressources, quand je sais, que ça me fera du tort. Qu'on ne s'imagine pas, quand nous parlons d'accorder la garantie d'intérêt à 3 p. c. pendant dix ans sur les débetures qui seront émises par une compagnie pour bâtir le pont devant Québec, que si je pensais que ça me ferait tort, je demanderais la chose.

Mais le grand crime dans cette affaire-là, c'est que c'est M. Lemieux qui a écrit la lettre. M. Lemieux était allé faire un tour chez le curé Il devait adresser la parole, mais il n'a pas pu le faire pour les raisons qu'il a expliquées au comité. Etant chez le curé, il s'est mis à causer d'affaires. M. Bachand lui a demandé certains renseignements, et il lui aurait dit que son école était en mauvais ordre, que son église avait besoin de quelque chose. Alors il lui a dit : Pensez-vous que si je demandais

quelque chose à M. Mercier, il me l'accorderait. M. Lemieux lui a dit : Je pense que oui. M. Mercier est un homme généreux, un cœur large : je pense que vous l'obtiendrez. Le curé s'est mis à écrire la lettre. M. Lemieux a dit qu'il l'avait écrite sous la dictée du curé, qui a donné la lettre à M. Lemieux. M. Lemieux l'a donnée à M. Duhamel, et M. Duhamel me l'a donnée. J'ai trouvé la demande raisonnable et je l'ai accordée.

Mais c'est l'empressement que j'y ai mis. Je reçois la lettre le 17 et le jour même, je télégraphie au curé : " Votre demande est accordée. " C'est épouvantable, des choses de même. J'aurais dû attendre après l'élection pour faire plaisir au curé qui me demandait de faire une bonne œuvre. J'aurais dû attendre après l'élection ; ç'aurait été plus intelligent.

L'honorable M. TAILLON.—Mais ç'aurait été moins utile.

L'honorable M. MERCIER.—Disons qu'il n'y avait pas d'urgence. Le feu n'était pas à l'école. Disons qu'il aurait fallu que j'attende après l'élection. Mais cela aurait-il été intelligent ? Du moment que je trouve une chose juste, je fais la chose.

Le gouvernement auquel j'appartiens n'est pas composé de gens qui dorment. Nous n'attendons pas que nos adversaires arrivent au pouvoir pour décider les questions. Nous agissons avec autant de célérité que possible. Je dirai à mon ami le chef de l'opposition que, malgré sa critique intelligente et spirituelle, il ne changera pas ma nature.

C'est une habitude invétérée chez moi ; quand j'ai de l'ouvrage devant moi, il faut que je la fasse, et si je ne la termine pas avant d'aller me coucher, je me sens mal à l'aise. Et tous ceux qui font affaire avec moi, tous ceux qui correspondent avec moi, savent avec quelle rapidité je réponds. Par nature, je suis obligé de décider rapidement, d'agir promptement. Que voulez-vous : je suis obligé de faire comme cela ; je suis trop vieux pour changer de caractère. Comme le chef de l'opposition est un peu vieux lui aussi, qu'il me pardonne mes travers ; je lui pardonnerai les siens et on fera bon ménage. Mais il ne faut pas me faire un crime d'agir promptement.

A tout événement, on dit : Il n'y avait pas de presse pour envoyer cet argent. Mais il n'y aurait toujours pas eu plus de presse après l'élection ! Quand il s'agit d'argent, ça presse toujours.

Maintenant, l'affaire de Sainte-Angèle. J'avoue que je ne la connais pas. Mon ami le Trésorier est ici ; il nous a fait un rapport, et j'ai tellement confiance en lui, que sur deux ou trois mots d'explication, nous avons trouvé sa demande juste et nous l'avons signée.

Généralement, j'accepte, dans les matières de peu d'importance, les rapports du ministre chargé du département, sans entrer dans les détails, et certainement quand il s'agit du Trésorier actuel, dont l'honnêteté est reconnue de tout le monde, je ne m'amuse pas à voir si le rapport est bien fondé pour une remise d'une amende de \$200. Quand il recommande la chose, je ne lui fais pas l'insulte d'aller dans les détails pour voir s'il a raison. Je crois qu'il a raison jusqu'à ce qu'on me démontre le contraire.

Le chef de l'opposition n'a pas réussi à me démontrer le contraire, et je crois que c'est un cas où la discrétion du ministre doit être exercée. Et dans ce cas-ci, je crois qu'elle a été bien exercée.

Mon ami le chef de l'opposition voudra bien me pardonner de n'être pas trop sérieux dans cette discussion. Les rôles sont intervertis ce soir. Généralement, il est très gai et moi, je suis très sérieux et très désagréable. Nous avons interverti les rôles pour ce soir. (Appl.)

L'honorable M. FLYNN dit que le Premier Ministre montre une étrange légèreté de principes. Loin de s'excuser d'avoir commis des actes absolument répréhensibles, il s'en glorifie. Nous n'avons alors plus besoin de loi pour protéger la morale publique et prévenir la corruption électorale.

Le Premier Ministre vante son esprit de charité, mais depuis quand a-t-on le droit de faire la charité avec l'argent public ? Un homme commet un détournement de fonds, le gouvernement vient à son secours et fait, comme dans l'affaire de Saint-Angèle, remise d'une somme de \$200.

Les trois actes relatifs à l'élection de Brome sont grave, immoraux. Il n'y a que deux manières de disposer de l'argent public : par vote de la Chambre et par mandats spéciaux qui doivent être approuvés par la Chambre.

Le gouvernement se moque de la Chambre ; il viole la constitution en faisant des dépenses que la loi n'autorise pas, puis il vient s'en glorifier devant la Chambre, ou bien il se défend en nous disant : Vous l'avez vous-même violée.

Il n'y a pas de gouvernement infaillible, nous avons pu commettre des fautes ; mais ici, c'est un système régulier que le gouvernement a adopté. Il semble ignorer la constitution systématiquement. Les irrégularités commises, par exemple, dans le département des terres de la Couronne sont inouïes.

Nous avons un échantillon dans l'élection de Brome de ce qui va se pratiquer en grand aux élections générales.

L'honorable M. GAGNON répond ensuite à certaines remarques de l'honorable député de Gaspé, observe que la remise d'amende en certains cas est parfaitement légale, et fait remarquer le ridicule de la prétention que le gouvernement aurait systématiquement violé la constitution, et ce avec l'assentiment du Lieutenant-Gouverneur. Il repousse l'accusation au nom du Lieutenant-Gouverneur et au nom du gouvernement.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du vendredi, 21 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 4 heures.

Seconde lecture des résolutions accordant certaines subventions aux chemins de fer.

L'honorable M. TAILLON regrette que le gouvernement ait cru devoir s'engager dans de nouvelles dépenses de \$80,000. Il semble que la Province a fait assez de sacrifices pour qu'il soit de notre devoir de demander que le gouvernement ne contracte pas de nouvelles obligations.

Il y a encore des besoins ; des chemins de fer auraient pu être donnés à diverses parties de la Province moins favorisées que d'autres. Mais les ressources publiques ne le permettaient pas. Ceux qui n'ont pas encore été servis de chemins de fer apprécieront sans doute nos raisons quand nous leur dirons que nous ne pouvons pas faire plus.

La Province ne doit pas s'endetter au delà de ce qu'elle peut rencontrer d'obligations. Pourtant, on voit surgir des projets nouveaux, à l'occasion desquels le gouvernement cherchera à imposer à la Province de nouvelles charges.

Je ne dirai pas que la situation est alarmante ; que la Province arrive à la banqueroute, mais je dirai : Nous sommes rendus assez loin pour nous arrêter, si nous ne voulons pas que, parmi les provinces de la Confédération, notre Province puisse être considérée comme celle dont les affaires ont été administrées avec le moins de prudence.

Notre Province a montré jusqu'à ce jour beaucoup d'esprit d'entreprise, mais la prudence lui commande maintenant de ne pas s'engager dans de nouvelles dépenses et de poser une règle inflexible.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, lundi, le 24 février dernier, portant :—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—copie de la correspondance entre l'honorable Premier Ministre, l'honorable G. Ouimet et le révérend E. I. Rexford, secrétaire anglais du Conseil de l'Instruction publique, concernant les droits et privilèges accordés à la minorité en matière d'éducation.

Mr. HALL commented sarcastically upon the member for Huntingdon's statement, that there was a feeling of unrest among our people, and wondered whether the member for Huntingdon discovered it now for the first time. Perhaps he expected to find something in the correspondence asked for to explain it away. The member for Huntingdon's first question was: "Is the Government loyal?" What a wonderful question to ask! Who was the first to question their loyalty?

Certainly the member for Huntingdon had, on May 6th, 1886, said in the House: "I hate rebels and have little love for those who sympathize with them. I would rather be relegated to private life than support a man like the member for St. Hyacinthe, whose loyalty I suspect." Now he came innocently and asked if the Prime Minister was loyal.

When he spoke about unrest, why did he not say it was due to the existence of the National party that drove from public life such men as Joly—a party bound by ties that could not but offend a certain portion of our population.

Honorable Mr. MERCIER said the French were not fanatics. He would that the English were not. They were, above all, men of business. The elections were at hand, and he would ask the politicians to cease those appeals to national prejudices, for it there was anything that poisoned our national life it was such appeals as these.

Mr. OWENS said that while the member for Huntingdon spoke now about unrest among the people, he was one of the first to sound the alarm as to the causes of it. He himself had charged his leader with disloyalty. The most interesting part of the little comedy was when the Premier got up with that serious air he knows so well how to assume and denied that he had ever insulted the Protestants.

He instanced a number of cases where the Premier used language offensive to the English, such as when he said the Canadian Pacific railway was built and run by Orangemen—when the Prime Minister charged the Government with being the servile tools of that old Orangeman, Sir John. He had heard these men opposite refer to the English as foreigners and people hostile to the majority.

Honorable Mr. MERCIER denied that he had ever used such language.

Mr. OWENS retorted that the member for Kamouraska, had. He went on to say that those fancy Nationalists' speeches were not confined to this House. At the Baltimore conference he was reported to have charged the Queen with committing a felony in connection with the Jesuits' estates.

Honorable Mr. MERCIER.—Never.

Mr. OWENS.—You were so reported in your own organs.

Honorable Mr. MERCIER.—What organs ?

Mr. OWENS.—*Le Sud*, of Sorel, *L'Electeur*, of Quebec, and the *Herald*, of Montreal. He stated further that the Prime Minister had, on June 24th, appealed to French-Canadians to unite against the common enemy. He hoped that at the next election broad-minded men would be returned, so that we would not again have to pay \$10,000 to allay the prejudices raised for party ends.

Honorable Mr. MERCIER stated that he had never insulted the English population in Quebec, or any part of the world, and that when the member for Argenteuil said so, he knew he was stating a falsehood, and he defied him to produce a single proof. He had never said or done anything against the Protestants, on the contrary he had been as kind and just towards them as any man in the Province.

The honorable member for Argenteuil had accused him of saying in his speech at Baltimore that King George III, was guilty of felony. He

denied this statement and asked the honorable member to produce proofs, stating that if the latter was a gentleman he would withdraw the remark.

The same member had also accused him of having in his speech of the 24th of June last, spoken in favor of a union of French-Canadians against the common foe, which meant Protestantism. He again denied this and said that if the member was a gentleman he would take back his accusation. He had always kind words for the minority in the Province, and it was only fanatics, such as the member for Argenteuil, who said the contrary.

Mr. OWENS said he had only said that the Premier was reported to have charged our Sovereign with a felony in having stolen the Jesuits' estates. He gave the authority of the Premier's own organs. Again, in his speech to the Club National, on November 12th, he had mentioned it as a restitution of stolen property and said that kings have no more right to steal than private individuals.

He then read the letter of Mr. J. A. Boyd, Montreal correspondant of the *Toronto Mail*, respecting the utterances of the Premier about the tricolor : "*To-day the rouge and the bleu should give place to the Tricolor.*"

Mr Boyd's letter concludes as follows :

"Why has the Honorable Mr. Mercier waited until this late day to deny the truth of the report after months of silence? Mr. Mercier says he will brand any one who dares to say he made such remarks, a liar. I will not indulge in the elegant language of the Premier of Quebec, but I here declare on my honor as a newspaper man of ten years standing, who is tolerably well known in this city, that in my hearing Mr. Mercier did make use of such language on the occasion referred to. And I am prepared, if necessary, to make an affidavit to that effect.

My sole object in making the statement is to bear testimony to the truth with the hope that I will aid in preventing the English minority from being misled on the eve of a general election by the Machievelli of Quebec.

Yours respectfully,

JOHN A. BOYD.

Montreal correspondent of the

Toronto Mail.

Montreal, February 25th, 1890.

M. CAMERON reproche au chef de l'opposition d'avoir répondu au discours sérieux qu'il avait prononcé par des calembours plus ou moins spirituels et par un avancé entièrement faux. Il a prétendu qu'il y avait entente entre lui et le Premier Ministre au sujet de cette motion. Rien de plus faux il n'y a jamais eu entente, le Premier Ministre n'en connaissait guère plus que le chef de l'opposition lui-même. La question soulevée ne se rapporte même pas à la motion ; l'insinuation de l'honorable chef de l'opposition est donc une insulte gratuite.

Mon but, continue-t-il, était bien facile à comprendre. Je voulais savoir une fois pour toutes sur quoi l'opposition se basait pour porter toutes ces accusations contre le gouvernement. Je savais, en effet, que ce ne pouvait être la loi des Jésuites, car le chef de l'opposition s'objectait à ce que l'on fasse la moindre opposition à l'acte.

L'honorable M. TAILLON.—Comment savez-vous cela ?

M. CAMERON.—C'est l'honorable député de Sherbrooke qui me l'a dit. Et, puisque j'en suis rendu là, il est bon que l'on sache la vérité sur ce point. Je vais donc la dire toute entière.

L'impression générale semble être que, dans cette affaire, la minorité protestante a été en quelque sorte surprise pendant son sommeil.

Ce n'est pas vrai.

La minorité protestante n'aimait pas cette loi. Je ne l'aimais pas moi-même. Je l'ai dit au Premier Ministre. J'ai dit à mes collègues protestants que si quelqu'un d'entre eux voulait présenter une résolution contre le bill, je la seconderais.

Et la minorité, s'est assemblée maintes et maintes fois pour discuter cette question. On demanda à l'honorable député de Sherbrooke de préparer une résolution. Je lui dis que je la seconderais.

Il en prépara une effectivement, mais quand vint le temps de la présenter, l'honorable député de Sherbrooke eut soin de s'absenter. Et lorsque, plus tard, je lui en demandai la raison, il me répondit que le chef de l'opposition et le député de Gaspé l'avaient supplié de ne pas la présenter, lui disant que s'il la présentait le parti serait défait dans la Province.

L'honorable M. ROBERTSON.—Cela n'est pas exact.

M. CAMERON.—C'est exact. J'en ferais serment.

Oui, M. l'Orateur, je savais tout cela, et je savais, par conséquent, que la passation de l'acte ne pouvait être une insulte à la minorité protestante.

Puis, lorsque j'ai voulu savoir en quoi la minorité se croyait insultée, on m'a répondu par des quolibets; on a répondu en ramenant sur le tapis un discours que j'aurais prononcé en 1886.

Est-ce donc un argument? Parce que dans une opinion, un homme aurait autrefois commis une faute, dois-je à jamais renoncer à sa confiance et à son amitié?

Ces Messieurs ont donc oublié l'histoire contemporaine de leur propre pays? Ils n'ont donc plus souvenance qu'après avoir porté les armes contre son souverain, après avoir été dénoncé comme traître à son pays et échappé comme par miracle à la potence, George Etienne Cartier est devenu le chef vénéré du parti conservateur et que Sa Majesté lui a conféré le titre de chevalier?

Il semble que cela doit suffire. J'en ai dit assez pour expliquer mon attitude et exposer la duplicité de mes adversaires. J'espère que le pays se souviendra de mes paroles et traitera chacun selon ses œuvres.

L'honorable M. GAGNON.—M. l'Orateur, au moment où l'on achève cette discussion, voilà que ces Messieurs soufflent sur les tisons qu'ils veulent tenir constamment enflammés. Le débat était épuisé sur cette question lorsque l'honorable député de Montréal-Ouest, pour des motifs que je ne me permettrai pas de qualifier mais que tout le monde comprend bien, est venu essayer encore d'entretenir la discorde.

Il a été suivi par le député d'Argenteuil dont le monde connaît l'esprit d'apaisement. Nos adversaires, comprenant sans doute qu'ils auront peu de votes aux prochaines élections, veulent empêcher l'élément anglais de cette Province de donner un appui loyal au gouvernement.

M. l'Orateur, si on attaque comme on le fait le député d'Huntingdon, ce n'est pas parce qu'il donne son appui dans cette Chambre au gouvernement. Le reproche d'inconsistance a été le prétexte, mais la vraie raison, c'est parce qu'il ne s'abandonne pas avec les honorables Messieurs de l'autre côté de la Chambre. C'est parce qu'il nous donne son appui. Les amis de

la minorité protestante de cette Province chaque fois qu'il peuvent souffler sur les tisons pour entretenir le feu de la discorde, le font avec plaisir.

Chaque fois qu'ils peuvent faire sortir de cette Chambre des échos plus ou moins vrais tendant à réveiller le fanatisme, tendant à perpétuer la division dans la Province, dans un but qui n'est autre qu'un but électoral, dans un but qui n'est autre que d'empêcher l'accord entre la majorité et la minorité de cette Province ; chaque fois, dis-je, qu'il se présente une telle occasion, ils la saisissent avidement.

L'honorable député de Huntington a répondu victorieusement aux attaques du député d'Argenteuil. Chaque fois que le député d'Argenteuil se lève dans cette Chambre, c'est pour attaquer avec violence quelques membres de ce côté-ci. L'honorable député d'Argenteuil a répété ici ce qu'il a dit l'an dernier. A propos de ce débat, je dis que ce qui a été dit l'an dernier est un mensonge, et le premier qui l'a dit a émis sciemment un mensonge.

Si je me lève ce soir, je le fais parce que je le dois à mon parti ; je le dois à ma nationalité et je le dois aux amis du gouvernement. On veut me faire passer pour une espèce de fanatique incapable de vivre en paix avec les Anglais protestants ; on m'attaquera devant le pays parce que je suis un fanatique, on attaquera le Commissaire des terres qui a porté le revenu des terres de la Couronne de 5 à \$600,000.00 à au-delà d'un million ; on s'attaquera pour le faire disparaître et moi on m'attaquera parce que je suis un fanatique. Il y a là toute une tactique calculée d'avance ; tactique que je repousse avec tout le mépris qu'elle mérite, que je repousse avec toute l'énergie dont je suis capable (Applaudissements.)

L'honorable député d'Argenteuil a déclaré ce soir que, l'année dernière, j'avais insulté la minorité protestante.

L'année dernière, je me suis servi de termes que je suis prêt à répéter encore cette année ; je n'ai rien dit contre la minorité protestante et je déclare encore une fois que ceux qui ont dit cela ont dit un mensonge et ceux qui le répètent, répètent un mensonge.

Quel est le but de ces attaques ? Le but est d'empêcher que la minorité protestante de cette Province nous donne son appui. Voilà pourquoi l'honorable député de Montréal-Ouest, suivi du député d'Argenteuil, ont tenté dans un but calculé d'avance d'amener la question sur ce terrain-là, pour que nous nous séparions, lorsque cette session sera prorogée, pour que nous nous séparions divisés, afin que la division et la discorde continuent de régner dans la Province.

Je me lève parceque je ne veux pas que mon parti souffre des fausses déclarations qui ont été faites dans cette Chambre et qui ont été répétées dans le pays. On a entrepris de me faire passer pour un fanatique parmi la minorité protestante. On me montrait l'autre jour un almanach publié à la *Gazette* de Montréal, dans lequel il est écrit que j'avais fait à telle date des *savages attacks on Honorable Mr. Lynch and the protestant minority*. Eh Bien, M. l'Orateur, j'ai critiqué à cette époque l'administration des terres de la Couronne. Je l'ai critiquée et qualifiée d'un mot qui restera célèbre et historique parce que c'est lui qui avait créé le cercle de fer dans la Province. Je l'ai combattu comme homme politique, je l'ai combattu comme administrateur, je ne l'ai jamais combattu parce qu'il était Anglais protestant. Je repousse ces accusations-là comme elles le méritent.

Je suis arrivé dans cette Chambre à un âge peu avancé et j'ai trouvé alors, comme chef de mon parti, un protestant ; cela ne m'a pas empêché de lui donner un loyal appui. Que faisaient mes adversaires de l'autre côté de la Chambre ? Il n'y avait pas d'injures, d'ignominies, que nos adversaires ne lançassent contre lui parce qu'il était protestant, et cependant cela ne m'a pas empêché de donner mon appui à l'honorable M. Joly.

Malgré que certains Anglais protestants cherchent, par le fanatisme, à entretenir, à propager dans la province de Québec cet esprit de division, malgré que pas un comté où la majorité est protestante n'ait envoyé un député supportant notre gouvernement, j'ai supporté avec plaisir la nomination de mon ami de Mégantic avec qui je suis heureux de siéger. J'en appelle à son témoignage, est-ce qu'il a jamais trouvé un homme aussi franc, aussi vrai, aussi loyal que je l'ai été à son égard ?

Quand je suis arrivé à la tête de mon département, il y avait alors pour député ministre un ministre protestant, un homme qui a l'esprit plus large que le député d'Argenteuil. Allez lui demander, à lui, ministre du culte protestant, que le gouvernement a nommé dans un département ; allez demander à M. Rexford si je ne fais pas l'impossible pour lui rendre justice.

Dans le cours de ma carrière politique, j'ai eu des relations nombreuses avec les protestants. Lorsque j'ai été employé pour l'Intercolonial, j'ai eu des relations nombreuses avec un protestant, un franc-maçon ; il avait ses idées et moi j'avais les miennes, et je n'ai jamais eu un mot avec lui.

Maintenant j'en appelle ici aux députés anglais et protestants dans cette Chambre qui votent non confiance contre nous depuis le commen-

cement de la session : n'ont-ils pas toujours reçu de moi tout ce que je pouvais faire pour eux ?

Je dois à cette Chambre et à mon parti de repousser, avec toute l'énergie dont je suis doué, ces allusions malicieuses, faites dans le seul but d'empêcher l'alliance de mon chef avec les Anglais protestants de cette Province ; car c'est là le but de nos adversaires.

Je suis capable de vivre et j'ai vécu avec n'importe quelle nationalité et n'importe quelle croyance religieuse. Il y a, par exemple, je l'ai déjà dit, et je vais le répéter ; il y a des gens que je méprise souverainement : ce sont les fanatiques de toutes nationalités, de toutes religions ; ceux-là surtout dont les pères avaient pour argument suprême d'incendier les maisons des Canadiens-français, de combattre, en 1837, contre les libertés pour lesquelles nos pères combattaient. Ces fanatiques, je les méprise, ce sont les fils de dignes pères. S'il y a de ces hommes dans cette Chambre, je les méprise. Je veux le dire au pays ici dans cette Chambre, ces hommes-là, je ne les supporterai jamais, parce que je les méprise trop. Mais quant aux Anglais à l'esprit large qui ne partagent pas mes opinions, mais qui ont assez de largeur d'esprit pour vivre avec moi en paix, non-seulement avec moi, mais avec tous les membres de cette Chambre, chaque fois que j'ai eu occasion de leur donner un témoignage de bonne volonté, je l'ai fait.

Ces Messieurs viennent nous attaquer lorsque leurs propres journaux dans la province d'Ontario nous font des louanges. Quand on dit dans cette Chambre que je veux continuer dans cette Province les divisions de races et de religion, je dis que celui qui dit cela a menti ; je dis que celui qui le répètera sera un menteur. Et celui qui répètera cela dans son journal comme je suis certain que la chose sera faite demain,—je suis certain que certains journaux vont dire demain que j'ai insulté la minorité protestante,—je dis que celui qui dira cela aura menti, parce que ce n'est pas mon intention de dire cela.

Je proteste contre ces déclarations, et je dis que le gouvernement actuel et que tous ses membres n'ont jamais commis un acte d'hostilité envers la minorité, que le discours de mon chef, prononcé l'année dernière, n'a pas la signification qu'on veut lui donner et que je n'ai jamais commis un tel acte qui puisse justifier nos adversaires de dire que nous sommes des fanatiques et que nous ne voulons pas l'apaisement en cette Province. (Applaudissements.)

honorables M. TAILLON.—M. l'Orateur, nous étions ici l'année dernière et le Secrétaire provincial a déclaré en cette Chambre que si l'administration des terres de la Couronne avait été défectueuse sous M. Lynch, c'est que ce Monsieur était un protestant que la plupart des commerçants de bois étaient des protestants. Ses dénégations ne peuvent rien contre ce fait indéniable.

Le député de Huntingdon a reproché au parti libéral, à la suite des événements de 1885, de ne tenir aucun compte de ses sentiments. Il fut un temps que le député de Huntingdon pensait comme nous.

Voilà un autre fait qui ne peut être nié et il n'a pas lieu de s'offusquer si nous le lui rappelons.

Je n'accuse pas nos adversaires d'être plus que nous ennemis de la minorité en cette Province. Tout ce qu'ils ont fait, ils l'ont fait par calcul, mais ils n'ont pas été compris par tous : de là le mal :

Nous ne cherchons pas à perpétuer le malaise créé par la politique imprudente de nos adversaires. Si nous en parlons, c'est que nous tenons à ce que la minorité sache bien que ce n'est pas toute la majorité française et catholique de cette Province qui en est coupable, mais seulement un parti politique avec lequel nous repudions toute solidarité. Je ne tiens pas à un pauvre succès de parti politique au point d'entretenir ce malaise dans l'intérêt de mon parti. Le plus tôt les bons sentiments d'autrefois succéderont en ce pays aux malheureux sentiments qui divisent depuis quelque temps les Canadiens de race et de religions différentes, le mieux ce sera. Car on ne peut attendre la prospérité que de la paix et de la bonne entente.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, je n'aurais jamais cru qu'une simple demande de documents et un pauvre petit discours que j'ai prononcé aurait pu avoir pour résultat de mettre tant d'enthousiasme dans le cœur de mon ami, le député d'Argenteuil. Mais je suppose qu'il fallait que cette excellente idée fût pour lui une nouvelle occasion de se dire une gracieuseté. Il a parfaitement réussi, je l'en remercie, je l'en félicite. Mais dans tout ce débat il se dégage un fait qui n'est pas sans importance ; c'est celui qui a été admis par notre ami de Sherbrooke. Un amendement au bill des Jésuites avait été préparé et soumis au chef de l'opposition ; cet amendement est disparu mystérieusement.

Je ne soutiendrai pas la proposition qui a été émise par mon ami de Huntingdon, qu'il était disparu parce qu'on avait craint de nuire au parti.

Ceci n'a rien à faire avec le fait en lui-même. De sorte que nous n'avons pas la preuve de la raison pour laquelle l'amendement est disparu. Mais nous avons la preuve : *primo* que l'amendement a été rédigé, et *secondo* qu'il est disparu. Maintenant ceci a été préparé par le député de Sherbrooke et soumis au député de Huntingdon.

J'ai raison de croire qu'elle a été soumise à mon ami d'Argenteuil. Alors on me permettra bien de demander, et ce sera ma dernière observation sur cette question, où était alors la vertu farouche de mon ami, et comment ses principes inébranlables ont-ils pu céder devant une considération quelconque, pour faire disparaître cet amendement qui lui avait été soumis et qui devait aller devant le pays.

Et comment, lui, qui depuis ce temps-là, a parcouru tous les comtés protestants de la province pour dénoncer cet acte des Jésuites, le dénoncer surtout comme une insulte à la minorité protestante, comme une injustice criante à l'égard de ces Messieurs ; comment, dis-je, a-t-il pu en 1888 consentir à ce que cet amendement disparût.

M. l'Orateur c'est incroyable. Je vous le demande un peu où la fidélité au protestantisme va-t-elle se trouver si elle ne se trouve pas chez le député d'Argenteuil, lui le protestant par excellence, lui qui est presque autant défenseur de la foi que Sa Majesté la Reine Victoria ? Sans lui il n'y aurait pas de protestants dans la province de Québec, sans lui il n'y aurait pas d'écoles protestantes, l'anglais ne serait pas parlé, et jamais la minorité ne recevrait le moindre acte de justice, et comment lui qui est ici le champion de cette minorité protestante a-t-il pu consentir dans un de ces mauvais jours que tout le monde a, comment a-t-il pu consentir, dis-je, à ce que cet amendement disparaisse. C'est une désillusion de ma vie.

J'avais fait un beau rêve, j'avais rêvé que le député d'Argenteuil ne pouvait jamais transiger avec les principes, et quand les protestants étaient menacés qu'il était toujours prêt à les défendre et qu'il resterait le dernier sur la brèche et mourrait au besoin pour les défendre et les faire triompher, et cependant pour une raison que je ne connais pas, il a consenti à faire disparaître l'amendement.

Le bill a été voté à l'unanimité de la Chambre.

Voilà donc le fait dominant de la discussion de ce soir, et j'espère que la presse protestante qui est toujours prête à me déclarer la guerre, voudra bien ajouter à la liste de ceux qui sont l'ennemi des protestants

le député d'Argenteuil. Il n'a pas fait son devoir évidemment sur cette question.

M. ROBIDOUX propose, secondé par M. MURPHY,

Résolu 1.—Que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le Saint-Laurent, à ou près de Québec, serait grandement avantageuse à la cité de Québec, à cette Province et à la Puissance en général; et que cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont;

Résolu 2.—Qu'une adresse, basée sur ces résolutions, soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

M. ROBIDOUX.—M. l'Orateur, je dois d'abord remercier la Chambre de l'accueil sympathique qu'elle m'a fait lorsque je me suis levé pour adresser la parole à l'appui des résolutions que je vais avoir l'honneur de proposer.

Les résolutions que je sou mets à cette Chambre sont l'expression, non pas d'une idée nouvelle; mais l'idée en a été agitée depuis longtemps dans le pays, parmi les citoyens de Québec; l'idée en a été agitée, depuis longtemps, dans la presse de Québec.

Il me semble que c'est un fait indiscutable que la construction d'un pont sur le Saint-Laurent entre Québec et Lévis est d'un intérêt vital pour la province de Québec. S'il était besoin de le prouver, je ferais brièvement l'histoire de ce qui s'est passé à Québec surtout, à l'occasion du projet de la construction de ce pont.

C'est en 1885 qu'un mouvement sérieux, prononcé, s'est fait à Québec, dans le but d'obtenir du gouvernement d'Ottawa les moyens nécessaires pour construire ce pont, ou du moins une aide assez considérable pour que les autorités municipales pussent ensuite, avec quelques souscriptions faites par elles-mêmes, réussir à assurer la construction de ce pont.

En 1885, le 3 février, il y avait à Québec, au Music Hall, une assemblée où se trouvait l'élite de la société de Québec, l'élite parmi les hommes d'affaires, parmi les membres des professions et parmi les hommes politiques.

Ce jour-là on passa des résolutions dans lesquelles on exprimait la pensée qu'à moins que le gouvernement fédéral ne vînt en aide à la

ville de Québec et ne lui fournit les moyens de construire ce pont, alors le parti qui était au pouvoir à Ottawa ne pouvait plus compter sur l'appui de la ville de Québec.

Dans ces résolutions l'on déclarait : qu'à moins qu'Ottawa ne fournit à Québec le moyen de construire un pont pour assurer que le trafic venant de l'Ouest par la voie du Pacifique se rendit à la mer en passant sur le territoire canadien, alors le parti conservateur, à Ottawa, perdrait toute la confiance que lui avaient donnée jusqu'à ce jour ses amis de Québec.

Il n'est peut-être pas sans intérêt, M. l'Orateur, pour démontrer jusqu'à quel point, dans cette Province et surtout dans la ville de Québec, cette idée d'avoir un pont à ou près de Québec, est une idée bien arrêtée ; une idée que depuis bien des années l'on agite, que la construction de ce pont, comme le dit ma première résolution, est d'un intérêt général non-seulement pour cette Province, mais pour la Puissance du Canada en général, de citer les résolutions auxquelles j'ai fait allusion.

Dans ces résolutions on dit, entre autres choses, :

“ Que le moyen le plus effectif d'empêcher ce détournement serait de diviser le trafic de notre grande voie nationale par le nord de Québec et au point le plus à l'est où il soit possible de construire un pont sur le fleuve St.-Laurent, en raccourcissant le millage ou la distance au littoral maritime, en réduisant le taux du fret au minimum.”

Ainsi dans cette réunion de Québec, on affirmait, par une résolution, qu'il était d'une importance, au-dessus de toutes les autres, qu'un pont fût construit pour relier les deux rives du St-Laurent à ou près de Québec.

Dans cette occasion, il y avait des hommes bien marquants qui ont pris la parole. Il y en a un surtout dont il est peut-être bon de citer le discours ou le résumé qui en a été reproduit par les journaux de l'époque, je parle de l'honorable député du comté de Québec. Dans cette occasion l'honorable député du comté de Québec a plaidé d'une façon vigoureuse la cause des citoyens de Québec. Voici ce que l'honorable député du comté de Québec disait :

Je cite du *Canadien* du 4 février 1885.

“ M. Tom Chase Casgrain dit que les ministres ont à maintes reprises renouvelé la promesse de donner à Québec le terminus et le pont. Lors de la pose de la première pierre de l'entrepôt, sir Hector a distinctement répété les engagements qu'avant lui sir Charles Tupper avait pris.

Il est conservateur et est même ami personnel de sir John A. Macdonald, mais il déclare qu'il est prêt à combattre le gouvernement s'il n'accomplit pas ses promesses relativement au pont et au terminus. Il dit que le devoir des ministres de notre district est de résigner leur portefeuille s'ils n'obtiennent pas justice sur ces deux points."

Dans la même occasion, un autre ami politique, dont le nom fait autorité auprès des hommes de ce parti, M. Tarte, faisait également un discours dans lequel il se prononçait d'une façon vigoureuse sur la nécessité de construire un pont à Québec. Plus tard,—si je voulais les citer et prendre le temps de la Chambre, il me serait facile d'en faire la preuve,—plus tard, on a vu le Bureau de Commerce de Québec, on a vu le Conseil Municipal, on a vu toutes les autorités passer, les unes après les autres, des résolutions, faire des requêtes, s'adresser au gouvernement d'Ottawa pour obtenir les secours nécessaires à la construction de ce pont.

Donc, qu'un pont soit d'une grande utilité, qu'il soit d'un intérêt vital pour la ville de Québec et partant pour la Province, la chose est amplement prouvée, par l'intérêt ininterrompu qui a été manifesté par toutes les corporations, à Québec, depuis 1885.

En 1888, une délégation s'est rendue auprès de l'honorable Premier Ministre à Québec. Elle a répété à l'honorable Premier Ministre la demande qui avait été faite aux autorités fédérales, elle a demandé à l'honorable Premier Ministre si vraiment il ne pourrait pas aider Québec à construire le pont dont il s'agit maintenant. Il y avait là des citoyens influents, en grand nombre, de la ville de Québec, et l'on trouve encore là l'honorable député du comté de Québec, qui disait dans cette occasion qu'il espérait que l'on continuerait, que l'on compléterait la politique de chemins de fer inaugurée par son parti, que l'on compléterait cette politique en aidant à construire ce pont entre Québec et Lévis.

Partout donc, cet intérêt en faveur de la construction du pont à Québec s'est manifesté depuis 1885, et si les résolutions que j'ai maintenant l'honneur de proposer à cette Chambre doivent rencontrer l'opposition de certains députés de cette Chambre, je crois que personne n'osera s'inscrire en faux contre ce qui est contenu dans la première résolution où il est dit :

"Que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le St-Laurent, à ou près de Québec, serait grandement avantageuse à cette Province et à la Puissance en général."

Personne, dis-je, n'osera voter contre cette proposition, puisque ce serait contre le sentiment de la population de Québec. Non, il n'est pas

besoin de raisonnements pour prouver que le fait d'avoir un pont qui réunirait Lévis à Québec serait d'un grand avantage pour la ville de Québec et Lévis et pour toute la Province.

Je suis d'avis, comme l'honorable député du comté de Québec, que la construction de ce pont est le complément nécessaire de la politique de chemins de fer inaugurée en cette Province. En effet, toutes les sommes dépensées par notre Province pour construire le chemin de fer du Lac St-Jean, le chemin de fer de Montmorency, le chemin de fer de Témiscouata, le chemin de fer de Kennebec, et d'autres encore, seraient, je ne dirai pas que toutes ces sommes seraient dépensées inutilement, mais elles ne produiraient pas tout l'avantage que la Province doit en attendre, que la Province en attendait lorsqu'elle les a bâtis, si ce pont n'est pas construit. En effet le trafic que ces chemins de fer subventionnés par la Province sont destinés à transporter serait un trafic restreint; ce ne serait pas un commerce étendu, considérable comme celui sur lequel devait compter la Province, quand elle a subventionné aussi libéralement qu'elle l'a fait ces chemins de fer.

L'autre partie de la question, M. l'Orateur, en est une sur laquelle l'assentiment de cette Chambre sera moins unanime: " Cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont. "

Lorsque j'ai eu l'honneur de donner avis des résolutions que je propose maintenant, nous n'étions pas aussi éclairés que nous le sommes aujourd'hui sur les intentions du gouvernement et sur ce qu'il fallait entendre par ces mesures que nous étions disposés à favoriser. Depuis,— pas plus tard qu'il y a deux jours,—une députation de citoyens de Québec s'est rendue auprès de l'honorable Premier Ministre, et là, dans une réponse faite à une adresse qui a été présentée à l'honorable Premier Ministre, nous avons eu de sa bouche toute la politique du gouvernement quant à cette question de la construction du pont. L'honorable Premier Ministre a déclaré à la délégation qui s'est rendue auprès de lui, qu'il était prêt à engager la Province à payer pendant dix ans un intérêt de 3 par cent sur une somme de \$1,000,000; c'est-à-dire que la Province serait prête à payer pendant dix ans une somme de \$30,000 par année pour aider à la construction de ce pont. Voilà l'aide que le gouvernement est disposé à proposer. Voilà en quoi cette mesure-là engagerait la Province.

Je doit dire que l'honorable Premier Ministre, dans cette occasion, a été beaucoup moins loin que certains de nos amis de l'autre côté de la Chambre.

L'honorable député de Bellechasse a proposé à la Chambre, en 1888, des résolutions par lesquelles il demandait qu'il fût résolu que la Province était disposée à aider à la construction d'un pont entre Québec et Lévis ; seulement l'honorable député de Bellechasse demandait au gouvernement un sacrifice beaucoup plus considérable que celui auquel semble maintenant disposé l'honorable Premier Ministre de cette Province.

Voici ce que proposait, le 11 juin 1888, l'honorable député de Bellechasse :

“ J'ai l'honneur de proposer que la construction d'un pont de chemins de fer sur le fleuve St-Laurent, à Québec, est une question d'une importance vitale pour les intérêts de la Province, et que cette Chambre supporterait volontiers l'action du gouvernement s'il se chargeait de la construction d'un pont qui est d'absolue nécessité pour notre prospérité, comme entreprise provinciale, sans entraîner la Province à des dépenses au-dessus de ses moyens.

“ M. le président, le 17 avril 1888, sir John A. Macdonald répondait à une interpellation de M. Bossé :

“ Le gouvernement reconnaît l'importance de raccorder l'Intercolonial avec le chemin de fer du Pacifique par un pont jeté devant Québec. Il croit que cette construction est obligatoire dans un avenir lointain.

“ Tous nos grands ingénieurs, tels que le général Seymour, Sanford Fleming, MM. Stanley, Light, sir Geo. Stephen, président du chemin de fer du Pacifique, l'honorable John Young, ancien Commissaire des Travaux publics, tous ont approuvé la construction de ce pont qui reliera l'Atlantique au Pacifique sur notre territoire. On aura alors une ligne ininterrompue et sans rival au point de vue stratégique et commercial.

“ Maintenant, qu'il me soit permis de faire cette déclaration à la Chambre.

“ Si des garanties sont données, soit par le gouvernement provincial, soit par la ville de Québec, à raison de 3 et demi p. c. sur \$3,500,000 environ, suivant les études techniques qui seront faites dans des conditions de détails à déterminer, je crois pouvoir assurer à la Chambre que dans ma pensée il n'est guère douteux que les capitaux nécessaires seront facilement mis à la disposition de ceux qui entreprendront la construction du pont.”

M. l'Orateur, le député de Bellechasse est disposé à donner des garanties, à raison de 3 et demi pour cent sur \$3,500,000 environ.

Aujourd'hui, ce qui est proposé par l'honorable Premier Ministre, si on en juge par les paroles auxquelles j'ai référé il y a un instant, c'est de payer 3 p. c. pendant 10 ans sur un montant de un million.

Ce qui est demandé aujourd'hui est beaucoup moindre que ce qui était proposé par le député de Bellechasse, et je dois ajouter que l'honorable Premier Ministre, dans la réponse qu'il a donnée à la délégation qui s'est présentée devant lui, est resté parfaitement logique avec ce qu'il avait dit en 1888. Car l'honorable Premier Ministre, en 1888, a proposé en amendement à ce que proposait le député de Bellechasse, que tous les mots après "que," dans la motion de l'honorable député fussent retranchés et remplacés par les suivants :

" Un pont de chemin de fer sur le fleuve St-Laurent est d'une importance vitale pour la Puissance, comme dernier chaînon de notre système de voie ferrée sur le territoire canadien, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique.

" Que les sacrifices considérables imposés aux habitants de cette Province pour la construction des chemins de l'Intercolonial, du Pacifique Canadien de la Rive Nord et autres les justifient de demander aux autorités fédérales l'aide nécessaire à la construction de ce pont

" Que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer libéralement ou dans la mesure de ses ressources au succès de cette grande entreprise, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard."

L'honorable Premier Ministre, en 1888, ne voulait pas souscrire à la proposition de l'honorable député de Bellechasse, de garantir 3 et demi p. c. sur \$3,500.000; mais il disait: nous serions prêts à adopter une politique par laquelle nous contribuerions notre part à la construction de ce pont, pourvu que les autorités fédérales fassent leur part, et l'honorable Premier Ministre, répondant à l'importante délégation qu'il recevait l'autre jour, n'a pas dit d'autre chose en donnant la réponse qu'il a donnée à cette délégation. Il a dit là ce que doit être la politique du gouvernement. Il a dit, dans la réponse qu'il a faite à la délégation que le gouvernement est disposé à payer 3 p. c. pendant dix ans sur la somme d'un million, pourvu que les autorités fédérales et les autorités de la ville de Québec s'entendent pour garantir l'intérêt sur deux autres millions nécessaires pour assurer la construction du pont.

En 1888, l'honorable député de Bellechasse n'était pas le seul qui fût disposé à engager la Province dans une dépense destinée à aider la con

truction de ce pont. L'honorable député de la Beauce partageait son opinion.

Voici ce que disait l'honorable député de la Beauce :

“ Quelle responsabilité le gouvernement de la Province devra-t-il prendre vis-à-vis de ces travaux ? Je crois que le temps n'est pas venu de le dire, car il faut tout d'abord savoir ce que le gouvernement fédéral entend faire. Je ne crois pas que notre part de contribution doive être élevée. Dans tous les cas, je ne doute pas qu'il y aura assez de patriotisme dans cette Chambre pour voter tous les fonds nécessaires quand le temps sera venu, et cela, bien entendu, en autant que nos moyens nous le permettront.”

Le principe est admis par l'honorable député de Bellechasse et par l'honorable député de la Beauce. Il y a un de nos amis de l'autre côté qui, au cours du même débat, joignit sa voie à la leur ; c'est l'honorable député de Terrebonne, et voici comment il terminait son discours :

“ En terminant, je déclare que je voterai pour l'amendement, s'il y a vote, car je ne veux pas tenir rancune à une entreprise aussi importante à cause des paroles imprudentes prononcées par l'honorable député de l'Islet.”

Ainsi l'honorable député de Terrebonne, malgré les paroles peu gracieuses qu'il avait pour le député de l'Islet, mettait sa mauvaise humeur de côté pour déclarer qu'il appuierait la proposition.

M. l'Orateur, il y a plus. Non-seulement nous avons la déclaration de ces trois honorables Messieurs de l'autre côté de cette Chambre, dont je viens de citer les passages, mais nous avons encore dans cette occasion l'honorable député du comté de Québec. Il n'a pas été aussi loin qu'en 1885, mais enfin, dans ce qui est rapporté de son discours, on voit qu'il est favorable à l'entreprise. On ne trouve pas, il est vrai, chez lui, tout l'enthousiasme qu'on trouve dans son discours de 1885. L'âge a parlé et l'homme politique est devenu plus diplomate que le jeune homme de 1885.

J'étais à dire, M. l'Orateur, que si nous avons les déclarations d'expression des honorables Messieurs de l'autre côté de la Chambre, que je viens de citer, nous avons plus que cela, nous avons l'assentiment unanime de la Chambre ; car les résolutions, proposées par l'honorable Premier Ministre, comme amendement à la proposition d'abord proposée par l'honorable député de Bellechasse, ont été adoptées à l'unanimité, de sorte qu'il

a été admis par cette Chambre, en 1888, que la province de Québec devrait contribuer sa part à la construction d'un pont entre Québec et Lévis, pourvu que les autorités fédérales et les autorités de la ville de Québec fissent aussi leur part.

Je suppose que, depuis 1888, il ne s'est pas écoulé un temps assez long pour que de sérieux motifs de changer d'opinion puissent s'être produits chez nos honorables amis de l'autre côté de la Chambre. La même nécessité de construire un pont, qu'il y avait en 1885 et en 1888, existe encore, et je n'ai aucun doute, M. l'Orateur, que nous aurons aujourd'hui comme nous avons eu en 1888 l'unanimité quant à la nécessité qui existe pour notre Province de subventionner cette entreprise.

Nous avons fait plus que déclarer par des résolutions que nous étions disposés à aider des deniers de la Province la construction de ce pont, mais nous avons, en 1888, voté une somme ne devant pas dépasser \$10,000 pour aider à faire les explorations préalables à la construction de ce pont. Cette somme de \$10,000 a été votée à l'unanimité de la Chambre.

M. l'Orateur, je ne désire pas retenir plus longtemps cette Chambre, mais quelques remarques qui ont été faites du côté de l'opposition, au moment où je me levais, m'ont fait penser que ces Messieurs étaient tentés de me demander de quelle autorité, moi, qui ne suis pas député du district de Québec, qui ne suis pas député de Lévis, mais un simple député du district de Montréal, de quel droit je venais devant cette Chambre proposer les résolutions que j'ai maintenant l'honneur de lui soumettre. Je l'ai fait parce quelques-uns de mes amis du district de Québec m'ont demandé si je voulais bien le faire.

Je l'ai fait pour un autre motif encore. C'est que, tout en étant député de Chateauguay, j'ai l'honneur d'être député de la province de Québec, et si mon mandat m'engage à prendre les intérêts de mon comté spécialement, il m'enjoint aussi de prendre les intérêts de tout le pays. A ce titre, je crois donc avoir le droit de proposer ces résolutions.

L'on dira peut-être, M. l'Orateur, qu'en agissant ainsi, j'oublie les intérêts d'une partie du pays qui devrait m'être plus chère que les intérêts de Québec. Je n'oublie pas les intérêts de la partie du pays à laquelle j'appartiens, mais je crois qu'un député ne doit pas avoir de petitesse d'esprit, et qu'il doit être prêt à encourager une œuvre de l'importance de celle dont il s'agit dans quelque partie du pays que cette œuvre doive se produire.

Si l'on me disait qu'en demandant de construire un pont à Québec, j'oublie la ville de Montréal, et que j'oublie les intérêts du district de Montréal, je répondrai ceci : que Montréal est un grand centre commercial, le plus grand centre commercial du Dominion et que le commerce va nécessairement vers les grands centres commerciaux. Les grands centres commerciaux n'ont pas à redouter les nombreuses voies de communication, parce que plus il y a de voies de communication, plus leur commerce en profite.

J'ai cru, en proposant ces résolutions, faire un acte utile au peuple de la province de Québec, sans nuire aux intérêts que je suis obligé de représenter

M. l'Orateur, ce serait pour moi vraiment un plaisir de voir Québec entrer plus énergiquement dans la voie de progrès commercial dans laquelle il n'a pu, pour plus d'une raison, s'avancer autant qu'il l'aurait voulu. L'une des raisons qui l'en ont empêché, c'est parce que ses voies de communication n'ont pas été complétées. Maintenant, n'hésitons pas.

Quant à moi, député de Montréal, mais député de mon pays avant tout, je voudrais voir Québec, la plus vieille ville de la Province, devenir la ville importante qu'elle aurait dû être avant aujourd'hui ; je voudrais voir s'ajouter pour Québec, à toutes les splendeurs dont elle brille déjà, la seule qui lui manque : la splendeur commerciale.

L'honorable M. TAILLON.—Les expressions d'opinions données sur cette question du pont, en 1888, n'étaient pas de la nature de celles qu'on nous demande aujourd'hui. La motion du député de Bellechasse, le 11 juin 1888, contenait la restriction suivante : " Sans entraîner la Province dans des dépenses au-dessus de ses forces." L'amendement du Premier Ministre contenait aussi une importante restriction quant à l'action du gouvernement fédéral.

L'utilité de l'entreprise est admise, mais il s'agit de voir où nous en sommes dans nos finances et si elles nous permettent de contribuer à la construction du pont. Nous avons un passif de 27 millions avec un actif de 12 à 13 millions. Il n'y a pas lieu d'espérer de réduire cette dette par les revenus ordinaires de la Province. Nous n'avons pas de surplus : loin de là, et la manière dont se fait l'administration des affaires de la Province depuis trois ans ne peut que nous faire regarder l'avenir avec alarme. Dans ces circonstances, il serait de la dernière imprudence d'augmenter la dette.

Je veux que l'on comprenne que la position que je prends aujourd'hui, je ne la prends que pour les besoins du moment. Je suis d'avis qu'il serait imprudent, dans les circonstances actuelles, d'ajouter à la dette de la Province. Quand même il s'agirait d'une entreprise qui devrait bénéficier particulièrement à Montréal ou au comté que je représente, je m'y opposerais pour la même raison.

Je n'aurais pas d'objection à ce que nous admettions l'utilité de cette entreprise, son utilité locale comme son utilité générale, mais je vais donner à ceux dont le député de Chateauguay a rappelé les motions ou les votes, en 1888, l'occasion de rester conséquents avec eux-mêmes en proposant comme amendement :

“ Que les mots suivants, dans la première résolution : et que cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont soient retranchés.”

M. MURPHY offre ses remerciements les plus cordiaux à l'auteur et au second de la motion, et dit qu'ils attachent leur nom, non pas à une entreprise locale, mais à une œuvre provinciale et même nationale. Il cite l'opinion de l'honorable John Young et de M. Sandford Fleming, qui ont déclaré que l'affaire était d'intérêt général pour tout le Dominion. Il s'étend ensuite sur le fort volume de trafic que la construction d'un pont ferait converger sur Québec, grâce à la ramification déjà considérable de chemins de fer qui ont leur terminus à Québec et à Lévis.

L'honorable M. MERCIER.—M. l'Orateur, je ne présume pas que l'intention des membres de cette Chambre soit de prolonger ce débat. La proposition qu'il y a devant nous est bien simple. Il s'agit de se prononcer en faveur du principe de la construction d'un pont, à ou près de Québec. Pour arriver à ce résultat, l'honorable député de Chateauguay a jugé à propos de proposer des résolutions affirmant ce principe, et, ajoutant les mots : “ Que cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider à la construction de ce pont.” Mon ami, le chef de l'opposition, veut retrancher ces mots. Pourquoi ? Je n'en sais rien.

D'après ce que j'ai pu comprendre de ses observations, il est évidemment contre la construction d'un pont à Québec. Il nous a donné ses raisons : c'est que la Province n'est pas en état de construire le pont à Québec. Nous n'avons jamais parlé de construire le pont à Québec. La

motion ne le dit pas. Il est question seulement d'aider à la construction d'un pont, à ou près de Québec.

Je comprends bien le motif du chef de l'opposition. Il a lu dans les journaux quel était notre projet d'inviter la Chambre à autoriser le gouvernement à aider à la construction d'un pont, pourvu que le gouvernement fédéral et la cité de Québec fassent leur part. Je crois que mon ami le chef de l'opposition ne s'occupe pas beaucoup de mettre la cité de Québec dans l'embarras, mais il s'occupe énormément de ne pas mettre le gouvernement fédéral dans l'embarras.

Je vais mettre ces Messieurs de l'autre côté parfaitement à l'aise. Ils ont voté, en 1888, à l'unanimité que " cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer libéralement et dans la mesure de ses ressources au succès de cette grande entreprise aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard." Nous avons été unanimes, en 1888, en faveur de cette proposition. Le chef de l'opposition comme les autres a accepté cette déclaration. Je veux savoir s'ils sont prêts à renier ce qu'ils ont dit dans ce cas-là, et je propose en sous-amendement que tous les mots après que, dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer libéralement, et dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard."

Je crois que le temps est arrivé de dessiner la situation. On est pour ou on est contre le pont. En 1888, les deux côtés de la Chambre étaient pour. Qu'est-il arrivé depuis ce temps-là pour changer l'opinion de mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre ? Qu'est-ce qui est arrivé ? On le sait parfaitement bien. Ce n'est pas ce qui est arrivé qui a changé leur opinion, mais c'est ce qui doit arriver. En 1888, on était loin des élections, en 1890 on en est prêt. Ils savent bien que, si le pont est construit, il le sera grâce à l'initiative du gouvernement national, et ils veulent d'avance détruire l'effet politique que cette détermination arrêtée et parfaitement connue pourra produire dans le public.

En 1888, ils ne redoutaient pas cela. En 1890 ils le redoutent.

Eh bien, nous sommes en 1890 de la même opinion que nous étions en 1888. En 1888 nous disions unanimement ici, dans cette Chambre : Nous sommes en faveur de la construction d'un pont. Nous espérons que la

Province y contribuera libéralement quand les autorités fédérales auront fait leur part. Cela a été accepté à l'unanimité de cette Chambre.

Je veux savoir si ces Messieurs ont changé d'opinion. Qu'ils se lèvent, qu'ils votent contre cette déclaration qu'ils ont acceptée à l'unanimité en 1888, et que l'on sache, une fois pour toutes, si on a changé d'opinion parce qu'après que notre adresse basée sur ces résolutions a été envoyée à Ottawa, des ordres ont été donnés, pour dire à ce parti : Taisez-vous et ne favorisez pas la construction d'un pont à Québec ? Qu'on le sache.

M. l'Orateur, on parle de dette, on parle de l'incapacité de la Province de Québec de faire face à ses obligations ; est-ce que les obligations ont augmenté depuis 1888, est-ce qu'en 1888 nous n'avions pas une dette flottante d'au-delà de \$7,000,000 dont \$4,500,000 admis par ces Messieurs, et \$3,000,000 et quelque chose de contesté ? Est-ce que depuis ce temps-là, nous n'avons pas fait un emprunt de \$3,500,000 pour couvrir cette dette flottante, et est-ce qu'à cette époque où ces résolutions ont été adoptées on ne connaissait pas la politique du gouvernement d'accorder de nouveaux subsides aux chemins de fer ; subsides qui ont été adoptés pratiquement à l'unanimité ?

Dans ce temps-là, on voulait des chemins de fer, on voulait que la province de Québec contribuât dans une mesure libérale à la construction du pont, pourvu que le gouvernement fédéral en fit autant. Le gouvernement fédéral n'a rien fait, et quand la Chambre de Commerce de Québec est allée à Ottawa, par deux fois, demander du secours, demander aux autorités fédérales de faire quelque chose pour Québec, les autorités fédérales ont refusé, tandis que nous, les gens ruinés de la province de Québec, ceux que l'on traîne dans la boue et que l'on dit être en banqueroute, nous avons voté un montant de \$10,000 pour ces explorations, pour savoir si le pont pourrait être construit ; et ces Messieurs d'Ottawa nous refusent un sou pour arriver à ce résultat-là.

C'est de là que l'ordre est parti : d'Ottawa, et ceux qui vont rejeter la proposition de 1888 adoptée à l'unanimité, seront ceux-là même qui, en 1886, refusaient la motion Garneau, parce que les ordres étaient partis d'Ottawa. Ce sont les mêmes gens.

L'honorable M. TAILLON.—Jamais.

L'honorable M. MERCIER.—Jamais ? Alors si vous voulez prouver l'exactitude de votre dénégation, vous allez voter pour ce que vous avez

voté en 1888, car si vous votez contre ce que vous avez accepté en 1888, vous admettez que vous avez changé de volonté, que vous n'êtes plus pour une mesure libérale tendant à contribuer à la construction d'un pont à Québec. Et si vous avez changé d'opinion, c'est parce qu'à Ottawa, on a refusé de contribuer libéralement à la construction de ce pont.

M. l'Orateur, je ne dirai rien de plus. Il est parfaitement clair que nous sommes en face d'une situation définie. En 1888, nous étions unanimes en faveur d'une contribution de la part de la province de Québec pour la construction d'un pont. Il paraît qu'aujourd'hui une partie minime de cette Chambre a changé d'opinion. Qu'elle en porte la responsabilité.

M. l'Orateur, malgré ce changement d'opinion que je déplore, en face de ceux qui me font l'honneur de m'écouter, je le déclare en face du pays : le pont se construira. (Appl.)

Nous aurons l'honneur, nous, les membres de cette Chambre appartenant au parti libéral et quelques membres de l'autre côté qui ont assez de courage pour se mettre au-dessus de l'esprit de parti, d'avoir contribué à la construction de cet ouvrage qui sera un monument pour la cité de Québec, pour la province de Québec et pour le Dominion entier. (Appl.)

Et nos adversaires qui vont voter ce soir contre nous auront l'odieux d'avoir attaché leur nom au rejet de l'une des œuvres les plus importantes qui puissent s'accomplir dans le Canada, et dans notre siècle.

Le gouvernement national, qui pousse de l'avant tous les progrès intelligents, les progrès raisonnables, poussera de l'avant cette affaire de la construction du pont, et quand nous irons devant le peuple, nous pourrions dire au pays que nous, les députés de Montréal, nous n'avons pas craint d'aider la vieille cité de Québec à se lancer dans la voie de la prospérité, et nos adversaires qui vont voter contre les présentes résolutions pourront se vanter d'avoir repoussé, en 1890, la motion qu'ils avaient acceptée en 1888 (Appl.)

Je propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. SHEHYN, que tous les mots après "Que," dans l'amendement, soit retranchés et remplacés par les suivants : "et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer libéralement, et dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard.

L'honorable M. FLYNN trouve étrange que le Premier Ministre invite la Chambre à discuter la politique du gouvernement sur le pont, quand la Chambre ne connaît pas cette politique.

Le gouvernement a sans doute besoin, pour les prochaines élections, d'un cri de ralliement ; en 1886, il a eu le cri Riel ; aujourd'hui, c'est le cri du pont.

On dira que nous sommes opposés à ce projet, mais que le Premier Ministre sache que nous sommes en faveur du pont et, s'il croit pouvoir impunément jeter de la poudre aux yeux des électeurs du district de Québec, il se trompe.

Il est si vrai que les résolutions sont inacceptables que le Premier Ministre corrige par un sous-amendement une motion faite par lui-même.

Les résolutions soumises sont inacceptables pour deux raisons péremptoires. Elles portent atteinte à la responsabilité ministérielle. Il ne convenait pas de faire présenter une mesure de cette importance par un simple député. C'est là de la part du gouvernement un signe de faiblesse. En outre, l'initiative de voter une somme d'argent doit venir de la couronne : c'est l'esprit de la constitution. Mais le gouvernement a reculé devant la responsabilité de sa politique, en cette occasion. Avant de l'exposer il veut connaître l'opinion de la Chambre, sonder le terrain : cette manière d'agir est inconstitutionnelle.

La résolution est inacceptable en elle-même, parce qu'elle comporte que la Chambre devrait appuyer le gouvernement, quel que soit la mesure qu'il devra soumettre.

L'honorable M. PELLETIER.—M. l'Orateur, la question qui nous est soumise est d'une importance majeure : elle appelle la sérieuse attention de tous ceux qui s'intéressent au développement des ressources de notre Province, à la continuation de notre politique de chemins de fer, à la complétion de notre réseau de voies ferrées.

Lorsque la Province a assumé les risques et les immenses responsabilités de la construction du chemin de fer du Nord, je présume qu'elle n'a pas entendu doter la Province de cette œuvre magnifique pour la laisser sans aucun raccordement avec les voies ferrées de la rive sud.

L'honorable député de Châteauguay nous offre aujourd'hui des résolutions conçues dans les termes suivants :

“ Que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le Saint-Laurent, à ou près de Québec, serait grandement avantageuse à la cité de Québec, à cette Province et à la Puissance en général; et que cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont.

“ Qu'une adresse, basée sur ces résolutions, soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur.”

Je félicite tout particulièrement mon honorable ami de Châteauguay d'avoir eu la généreuse idée de se faire promoteur de ces résolutions, et je ne le félicite pas moins du brillant discours qu'il a prononcé à l'appui de sa motion. Mon honorable ami s'est acquis un titre de plus à la reconnaissance et à l'estime de tous ceux qui le connaissent et qui savent apprécier son patriotisme, ses idées larges et généreuses.

L'honorable chef de l'opposition qui lui a répondu, tout en se déclarant sympathique à la construction du pont devant Québec, a déclaré cependant ne pas vouloir y concourir d'une manière effective, et, en amendement il a proposé de retrancher de la première résolution les mots suivants: “ et que cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider à la construction de ce pont.”

L'honorable député de Châteauguay avait cité une résolution antérieure sur la même question adoptée à la session de 1888, et par laquelle la Chambre avait alors déclaré à l'unanimité qu'elle était prête à contribuer à la construction de ce pont dans la mesure de ses ressources et aussitôt que les autorités fédérales se seront déclarées prêtes à y coopérer.

L'honorable chef de l'opposition ayant lui-même, avec tous ses amis, voté pour cette résolution en 1888, a surtout invoqué pour ne pas appuyer les résolutions qui nous sont maintenant soumises le fait qu'il y a entre les deux de grandes différences. Il nous dit que les résolutions actuelles proposent d'aider à la construction d'un pont sans restriction, sans ajouter “ dans la mesure de nos ressources ” et sans la coopération du gouvernement fédéral.

Telle a été la base de l'argumentation que nous a faite l'honorable député de Montcalm pour démontrer que son opinion n'avait pas changé depuis 1888. Il se base là-dessus pour se justifier de donner aujourd'hui un vote contraire à celui 1888.

J'examinerai tout à l'heure les autres raisons qu'il a données. Je me contente de constater pour le moment que cette raison-ci n'existe plus,

puisque l'honorable Premier Ministre vient de proposer en sous-amendement d'ajouter à la motion principale les mots suivants :

“ Cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer libéralement, et dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard.”

Comme on le voit, avec ce sous-amendement, la Chambre se trouve exactement en face de la proposition qu'elle a adoptée unanimement en 1888. Peut-elle se déjuger aujourd'hui ?

L'honorable député de Gaspé comprend la position et, voulant en sortir à tout prix, a essayé de plaider à la forme, de trouver des moyens dilatoires, des exceptions préliminaires. Les deux honorables députés ont interverti les rôles. Les moyens à la forme doivent être invoqués avant ceux au fond, et l'honorable député de Gaspé, avec ses subtilités, aurait dû trouver sa place avant que les moyens au mérite eussent été invoqués par ceux qui avaient parlé avant lui.

Comme on le voit, M. l'Orateur, par la proposition qui nous est soumise, il est déclaré que la construction d'un pont serait avantageuse à la Province et à la Puissance en général. L'honorable chef de l'opposition accepte cette partie de la motion principale, puisqu'il ne demande pas à la retrancher. Non seulement il l'accepte par l'amendement qu'il propose, mais il a déclaré de plus, lorsqu'il a parlé tout à l'heure, que l'entreprise en question était d'une utilité générale.

L'honorable M. TAILLON.—Oui, j'ai dit cela et je suis prêt à le répéter.

L'honorable M. PELLETIER.—Eh bien, M. l'Orateur, je prends acte de ces paroles, de ces déclarations de l'honorable député de Montcalm. Il est donc admis de toutes parts que la construction du pont est une entreprise d'utilité générale, dans l'intérêt de toute la Province.

Je désire que la presse répète ces paroles, que la Province les connaisse, afin qu'aux prochaines élections générales, on ne puisse pas aller dire dans les comtés éloignés du district de Québec que cette entreprise était d'intérêt purement local, pour qu'on ne puisse pas invoquer les préjugés des autres districts, en prétextant qu'on a voté une somme considérable, pour une entreprise d'intérêt particulier. (Appl.)

Il est évident, toutefois, que l'honorable chef de l'opposition ne tient pas absolument à être logique, car, immédiatement après avoir prononcé les paroles que je lui attribue, qu'il vient de répéter encore, il s'est écrié que la ville de Québec n'avait encore rien fait pour cette entreprise et que nous ne devons rien faire, non plus, avant que la ville de Québec n'ait fait le premier pas et les premiers déboursés.

Cette remarque est injuste. Je pose en principe d'abord que, puisque l'on admet que l'entreprise en est une d'intérêt général, à l'avantage de toute la l'uisseance, de toute la Province, nous n'avons pas le droit de demander à la cité de Québec de faire des sacrifices considérables et de les faire seule.

Je suis prêt à admettre de suite que la ville de Québec devrait aider à la construction du pont. Je crois qu'elle est prête à le faire dans la mesure de ses ressources, mais je n'admets pas que l'on puisse exiger d'elle ce qui n'a jamais été exigé d'aucune autre ville dans le pays pour des travaux comme ceux-là. (Appl.)

S'il fallait, M. l'Orateur, raisonner toujours au point de vue des intérêts locaux, s'il fallait avoir des idées étroites et considérer toutes les questions au point de vue de clocher, est-ce que nous, du district de Québec, nous n'aurions pas des griefs énormes à formuler ? Prenons la ville et le district de Montréal, par exemple. Je suis fier de la grandeur, de la prospérité de Montréal. C'est la métropole commerciale de la Province et du pays, et je serais prêt dans n'importe quel temps à contribuer à ses succès, à son développement. Aussi, je ne veux pas que mes paroles soient interprétées comme hostiles à Montréal. J'argumente seulement par comparaison. Examinons un peu ce qui se passe. La ville et le district de Montréal ont aujourd'hui trois ponts sur le St-Laurent : le pont Victoria, le pont de Lachine et le pont du Côteau. Nous, nous n'en avons pas un seul. Avec quel argent a été bâti le pont Victoria ? N'est-ce pas nous qui avons, comme toutes les autres parties du pays, voté seize millions à la compagnie du Grand-Tronc ?

Par qui a été bâti le pont de Lachine ? N'est-ce pas avec l'argent public ? La compagnie du Pacifique, tant en argent qu'en terres publiques, a reçu de nous au-delà de quatre-vingt millions de piastres.

Ne puis-je pas dire la même chose du pont du Côteau. Nous, du district de Québec, nous avons payé comme les autres pour la construction de ces ponts. Avons-nous jamais invoqué que nous ne devions pas en profiter ? Nous sommes-nous placés à un point de vue local et étroit, pour refuser notre quote-part ?

Prenons un exemple encore plus frappant que cela. Quand j'entends l'honorable député de Montcalm me dire que Québec n'a encore rien fait, j'en suis surpris. Que voit-on ? Le gouvernement fédéral creuse à frais énormes le chenal entre Québec et Montréal, pour permettre aux vaisseaux d'un fort tonnage de passer tout droit devant Québec pour se rendre jusqu'à Montréal. Est-ce Montréal qui paye pour cela, malgré que ce soit surtout et avant tout dans ses intérêts ?

Non, M. l'Orateur, ce n'est pas Montréal, c'est tout la Province, c'est tout le pays, et nous du district de Québec, que ce travail doit appauvrir, nous payons comme les autres pour le faire accomplir. Ces travaux sont au détriment de notre commerce et de notre avenir. Nous avons ici un des plus beaux ports du monde. C'est la Providence qui nous l'a donné, qui a voulu faire de la vieille capitale le terminus naturel de la navigation océanique. Pour nous enlever cela, on creuse une mer artificielle qui nous enlève le terminus comme port de mer et on nous demande de payer pour contribuer à notre isolement, à notre ruine. Nous payons, M. l'Orateur, notre bourse est toujours ouverte pour contribuer à l'agrandissement, à la prospérité des autres parties du pays, même à notre détriment. Et quand nous venons demander qu'à notre tour nous ayons notre place au soleil, notre part de la distribution des fonds publics, on nous dit : Québec n'a encore rien fait ; payez vous-mêmes, et vous aurez ce qu'il vous faut. Cette remarque est injuste, elle nous blesse profondément, et je ne puis m'empêcher de le dire. (Appl.)

L'honorable député de Gaspé trouve que les résolutions sont trop vagues, que, si la Chambre les vote, le gouvernement peut venir nous demander demain de voter un montant énorme et de construire le pont sans aucune aide venant d'ailleurs. Cet argument est subtil. Il est vrai que la politique du gouvernement n'a pas encore été annoncé en Chambre, qu'aucune résolution officielle autorisée par le Lieutenant-Gouverneur n'a été déposée devant nous, mais la politique du gouvernement n'est-elle pas connue ?

L'honorable député de Gaspé peut-il ignorer qu'il n'y a pas trois jours, une députation des plus importantes s'est rendue auprès de l'honorable Premier Ministre à ce sujet ? Dans l'entrevue qui a eu lieu alors, le Premier Ministre a déclaré quelle était sa politique. Il nous a dit qu'il consentirait à garantir pour dix ans, à trois pour cent, l'intérêt de un million de débentures, c'est-à-dire \$30,000 par année pendant dix ans.

L'honorable député de Gaspé n'a-t-il pas entendu lui-même cette réponse du Premier Ministre ? Ne l'a-t-il pas vue reproduite textuelle-

ment dans les journaux ? Pourquoi venir dire aujourd'hui qu'il ne peut pas voter pour la proposition de mon ami le député de Chateauguay, parce qu'il ne connaissait pas encore la politique du gouvernement. En vérité, il faut avoir bien peu d'arguments à invoquer pour être obligé d'en émettre comme ceux-là.

La politique du gouvernement, nous la connaissons. Elle nous sera soumise demain, et virtuellement déjà, nous l'avons devant nous. On nous demande de garantir que les revenus du pont ne donneront pas moins de 3 pour cent d'intérêt sur un million de débentures. On ne nous demande pas de voter d'argent, ni de construire le pont. On nous demande de garantir le capital que les entrepreneurs voudront bien risquer dans cette entreprise, que nous paierons 3 pour cent d'intérêt pendant dix ans, si les revenus du pont ne suffisent pas pour cela. Or, il est démontré de la manière la plus évidente, il est admis par tous ceux qui connaissent parfaitement bien cette question, qui l'ont étudiée sous tous ses rapports que le pont sera une entreprise payante, qui donnera des revenus beaucoup plus considérables que ceux que nous voulons garantir. Y a-t-il des risques pour la Province à se porter caution pour cette entreprise ? (Appl.)

J'aurais été prêt pour ma part à aller beaucoup plus loin que cela. J'ai demandé au gouvernement de donner une garantie plus considérable encore, pour assurer d'une manière plus efficace le complément de cette œuvre à laquelle, comme ami de la Province, je tiens plus que je ne puis le dire. (Appl.)

Le gouvernement, vu l'état de nos finances, a jugé à propos de ne pas garantir plus que ce montant. Je me sou mets et le remercie pour autant. On vient nous dire que la Province est trop pauvre pour garantir \$30,000 par année, que nous sommes trop endettés pour encourir cette responsabilité. C'est vrai, M. l'Orateur, que nous sommes endettés. Nous avons une dette considérable qui m'inspire bien, à moi comme aux autres, quelque anxiété pour l'avenir. Mais cette dette, pourquoi l'avons-nous contractée ? Pour faire la Province grande et riche, pour développer ses ressources. Pouvons-nous nous arrêter après avoir posé les bases de ce vaste édifice ? Non, M. l'Orateur, terminons notre œuvre, complétons-la et croyons en l'avenir

Qu'est-ce que c'est pour la Province que \$30,000 par année ? Nous dépensons souvent des sommes plus fortes que celle-là pour des choses qui en valent bien moins la peine. Mon honorable ami, le Commissaire des terres de la Couronne, peut trouver ces \$30,000 additionnelles et bien plus encore, en continuant à travailler comme il a commencé. Il a pris le

revenu des terres de la Couronne à un demi-million et il l'a porté à un million. Qu'il continue dans cette voie et que, chaque année, il nous mette de côté, au cas où nous en aurions besoin, ces \$30,000 qui vont servir à doter la vieille capitale du Canada français de ce beau monument qui fera en même temps la prospérité de notre district, de notre Province et la gloire de ceux qui nous l'auront donné. (Appl.)

Du reste, M. l'Orateur, c'est le gouvernement fédéral qui devrait surtout nous donner le pont, et je n'hésite pas à dire que la somme que nous serons appelés à payer pour cela constituerait pour nous un actif dont le remboursement deviendrait exigible du gouvernement fédéral, lorsque ce gouvernement serait entre des mains moins ennemies de notre Province que celles qui nous gouvernent aujourd'hui. N'avons-nous pas le droit de compter aussi qu'un jour—et fasse le ciel que ce jour ne soit pas éloigné!—on finira par reconnaître que le subside fédéral par tête qu'on nous paye, est injuste et insuffisant.

J'espère que nous sommes tous assez jeunes et que la Providence nous fera vivre assez longtemps pour voir arriver l'heure où l'autonomie des provinces, les entreprises qui nous sont chères ne seront plus mises au péril par suite du fait que l'on nous paiera ce qui devait nous revenir légitimement de ce chef. En un mot, pour ma part j'ai confiance. Je suis prêt à continuer la grande politique des voies ferrées. Je crois en l'avenir, dans l'intérêt de la Province. J'ai foi dans les décrets de la Providence, qui a toujours eu soin de nous et nous protégera encore. (Appl.)

L'honorable député de Montcalm nous assure, lui, qu'il est temps de s'arrêter, et comme preuve à l'appui, il nous rapporte qu'en 1884, après sa réélection comme ministre, il a déclaré à ses constituants qu'il était temps de s'arrêter dans la voie des grandes entreprises, que nous étions assez endettés, qu'il fallait faire une pause, etc. Le même honorable député qui nous répète aujourd'hui ses paroles de 1884, ignore-t-il que, dans la session de 1886, il a lui-même, au nom du gouvernement, demandé à la Province de voter des subsides plus considérables que jamais pour la construction des chemins de fer ? (Appl.)

L'honorable M. TAILLON.—Oui, mais je puis expliquer cela.

L'honorable M. PELLETIER.—Je n'en ai pas de doute. Il y a toujours moyen de trouver une explication, même pour un changement d'opinion aussi subit

L'honorable chef de l'opposition, qui est si sincère parfois à l'égard de ceux qui ne partagent pas toujours ses opinions, est un de ceux qui se gênent le moins pour en changer lui-même.

En 1884, il voulait s'arrêter. En 1886, il repartait de nouveau. En 1887, il ne voulait plus que de l'économie ; il faisait une nouvelle halte, et en 1888, il votait pour une résolution absolument semblable à celle qui nous est soumise aujourd'hui. En 1890, le voilà encore arrêté, et il change encore d'opinion.

L'honorable M. TAILLON —Si l'honorable député veut référer au *Hansard* de 1888, il verra que j'ai dit dans ce temps-là, comme je dis ce soir, que notre dette était trop considérable pour que nous puissions accorder de nouveaux subsides.

L'honorable M. PELLETIER.—En effet, je réfère au débat de 1888, et je vois que l'honorable chef de l'opposition a invoqué dans le temps exactement les mêmes raisons qu'il nous a données ce soir. Seulement, ces raisons données par lui en 1888 n'étaient pas suffisantes pour le faire voter contre les résolutions, car avec nous tous il votait oui. Maintenant, ce sont exactement les mêmes raisons, c'est la même position. Pourquoi l'honorable député de Montcalm veut-il voter non ?

Il nous dit—il ne veut pas qu'il y ait de doute là-dessus—qu'il est en faveur de la construction du pont, que toutes ses sympathies sont acquises à cette œuvre. C'est un beau mouvement, c'est un sentiment généreux. Mais nul ne sera reconnaissant à l'honorable Monsieur pour sa sympathie. Ce n'est pas avec de la sympathie que l'on bâtit des ponts en fer. Et ce sentiment, tout puissant qu'il soit, n'aurait pas servi à la construction de la tour Eiffel, et ne peut pas contribuer à jeter un pont devant Québec.

J'aime mieux de l'opposition de la part d'un homme qui ne veut pas m'aider que des allégations de sympathie qui ne se traduisent jamais d'une manière effective.

Si l'honorable député et ses amis sont opposés à la construction du pont, que ne le disent-ils carrément, au lieu de venir nous offrir de la sympathie dont nous n'avons pas besoin, et avec laquelle, quelque précieuse qu'elle puisse être, nous ne pourrions pas seulement acheter le premier clou ni la première pierre dont nous avons besoin ! (Applaudissements.)

Le district de Québec et la Province en général diront à l'honorable Monsieur ce qu'ils pensent de ses stériles et impuissantes sympathies. Que nous disent ces honorables Messieurs? Ils nous affirment qu'on est en faveur de la construction du pont, oui, on est en faveur de la construction du pont, mais on ne veut pas le bâtir!

Les amis de ces honorables Messieurs qui gouvernent à Ottawa sont en faveur de la construction du pont, eux aussi. Ils nous l'ont promis à différentes reprises depuis des années et des années. Notre Bureau de Commerce, des députations influentes se rendent périodiquement à Ottawa, et toujours pour entendre la même réponse : " Nous sommes en faveur de la construction du pont, mais nous ne ferons rien pour le construire."

J'en ai assez pour ma part de ces assertions hypocrites, de ces promesses trompeuses. Pendant que l'on construit à frais énormes des chemins de fer pour diriger notre commerce vers les Etats-Unis, pendant que l'on achète la ligne de M. Pope dans ce but, pendant que l'on construit l'embranchement de Harvey, à Salisbury, à un prix énorme, lorsque l'on sait que cet embranchement sera ruineux pour l'Intercolonial; pendant que l'on donne partout, à droite et à gauche, et à profusion, l'argent du pays, on refuse constamment et systématiquement, à Québec, cette demande légitime qu'elle répète depuis si longtemps.

A quoi cela est-il dû? Au fait que nous ne sommes pas assez unis, que les considérations politiques ont trop de poids dans notre esprit.

Dès 1885, nous avons vu les hommes les plus importants du parti conservateur de ce district commencer une agitation extraordinaire afin de forcer la main au gouvernement fédéral. Nous avons vu les meilleurs amis des ministres fédéraux venir dans les assemblées publiques et déclarer qu'ils feraient la guerre à leurs chefs, si nos demandes n'étaient pas agréées. L'honorable député du comté de Québec, entr'autres, disait à l'Académie de Musique ce qui suit. Je cite le *Canadien* du 4 février 1885 :

" M. Tom Chase Casgrain dit que les ministres ont à maintes reprises " renouvelé la promesse de donner à Québec le terminus et le pont. Lors " de la pose de la première pierre de l'entrepôt, sir Hector Langevin a " distinctement répété les engagements, qu'avant lui sir Charles Tupper " avait pris. Il est conservateur, il est même ami personnel de sir John " A Macdonald, mais il déclare qu'il est prêt à combattre le gouverne- " ment, s'il n'accomplit pas sa promesse relativement au pont et au termi- " nus. Il dit que le *devoir des ministres de notre district est de résigner leur " portefeuille s'ils n'obtiennent pas justice sur ces deux points.*"

Qu'est-il advenu de tout cela ? Dans la même occasion, le même honorable Monsieur, résumant toute sa pensée par un mot qui est resté dans mon souvenir et dont toute la population se souvient, disait : *No bridge, no vote !* Pas de pont, pas de vote ! Et il n'était pas seul à parler ainsi. Tous ensemble nous y étions. Nous jurions et promettions tous la même chose.

Combien d'entre nous ont tenu leur promesse ? Malheureusement les ministres d'Ottawa savent ce que valent les menaces de leurs amis. Ils n'en ont jamais été effrayés, et pour cause. Ils savent qu'à un moment donné, ils arrangeront tout cela à leur goût sans que rien n'y paraisse. (Appl.)

L'honorable chef de l'opposition ne veut pas aider le pont, parce que nous sommes trop pauvres. Si l'honorable Monsieur remontait au pouvoir, est-ce qu'il abandonnerait définitivement notre politique de voie ferrée ? Est-ce qu'il ne dépenserait plus rien en subsides aux chemins de fer ? Je le défie de déclarer que oui. La chose est impossible. Il faut continuer ce que nous avons commencé et le terminer. Par conséquent, cette raison qu'il allègue n'en est pas une. Il ne peut pas l'appliquer au pont, puisqu'il admet que le pont est d'utilité générale.

J'espère donc que les honorables députés de l'opposition vont nous tendre la main et nous allons voter tous ensemble en faveur de la résolution. Dans tous les cas j'attends avec anxiété le vote qui va se prendre et je serai curieux d'en constater le résultat.

S'il y a en cette Chambre des hommes qui sont prêts à se déjuger, qui sont prêts à refuser à notre district et à la Province, la demande légitime qui lui est faite dans ce moment-ci, qu'on le sache qu'on connaisse leurs noms !

Il y a longtemps, M. l'Orateur, que les droits de Québec sont foulés au pied. On nous a laissés ici dans une position d'infériorité, d'humiliation et de pauvreté. Les défenseurs nés, les protecteurs naturels des droits de notre ville et de notre district, nous ont constamment trahis et abandonnés.

Eh bien ! aujourd'hui laissez-moi vous prédire une chose, et les paroles que je vais dire seront ratifiées par la Province et l'électorat. Pendant que ceux qui avaient mission de nous protéger, de nous tendre la main, nous abandonnaient, nous refusaient systématiquement et péremptoirement de nous donner le pont, nous avons trouvé, non pas au

milieu de nous, non pas dans notre district, mais dans le district de Montréal, un homme qui est venu et qui nous a tendu la main. (Appl.) Cet homme, c'est le Premier Ministre de la province de Québec. (Appl.)

Les résolutions qu'il nous proposera demain ne seront pas suffisantes à elles seules pour faire construire le pont, mais je dis que l'honorable Premier Ministre et son gouvernement auront planté le premier jalon, posé la première pierre, qu'ils auront déblayé la voie et qu'il nous donnent quelque chose de tangible sur laquelle nous pouvons compter.

Au nom de tous nos amis de cette Chambre, de tous nos amis du district, au nom des électeurs de mon comté, au nom de tous ceux qui aiment Québec, je remercie l'honorable Premier Ministre et son gouvernement. (Appl.)

Québec a eu bien des malheurs. Québec a été éprouvé, ruiné, et ses droits souvent ont été foulés aux pieds. La Providence nous a visités. Des feux considérables ont détruit en entier des quartiers entiers de la ville. Nous avons eu notre part de souffrances et de malheurs. Il se présente un homme aujourd'hui, qui n'est pas de chez nous, mais qui nous aime comme s'il avait toujours été des nôtres. Cet homme va nous donner le pont. Je l'en remercie avec effusion, avec émotion. (Applaudissements)

Son nom sera gravé sur le monument qu'il va contribuer à construire, et il restera aussi longtemps dans le cœur de la population dont il s'est fait le bienfaiteur. (Applaudissements prolongés.)

L'honorable M. BLANCHET.—M. l'Orateur, je me demande si nous devrions discuter sérieusement la proposition qui nous est faite par l'honorable député de Chateauguay nous demandant de déclarer que la construction du pont de Québec serait d'un grand avantage pour la cité, pour la Province et la Puissance, et que nous sommes prêts à appuyer TOUTE MESURE introduite par le gouvernement pour aider le projet en question. En effet, nous avons vu dans la presse que cette question a été étudiée et décidée, sans nous consulter, par un nouveau corps délibérant.

Les journaux nous ont appris qu'un autre parlement avait tenu, en effet, une séance, dans cette bâtisse, en dehors de l'enceinte législative et que là, le gouvernement, entouré de plusieurs des députés qui lui donnent son appui, du public et de la presse, avait annoncé sa politique à ce sujet et avait déclaré, non seulement quel était l'aide qu'il avait décidé d'accorder à l'entreprise, mais aussi que cette politique avait déjà reçu l'appui de la majorité des représentants du peuple.

N'est-il pas étonnant que, dans ces circonstances, l'on vienne demander à la Chambre, non pas d'approuver la politique du gouvernement, mais de se déclarer favorable à n'importe quel mesure qu'il plaira au gouvernement d'introduire à ce sujet ?

Le procédé me paraît, non seulement nouveau, mais inconvenant. C'est la Chambre qui avait droit à recevoir, la première, les déclarations officielles du Premier Ministre, et je ne vois guère l'utilité de la consulter sur une proposition aussi vague que celle qui nous est soumise, surtout quand le Premier Ministre a annoncé officiellement au public que la majorité des députés s'est ralliée à la politique du gouvernement et lui donne son appui.

Que nous sert alors de discuter cette politique ? Comment pouvons-nous espérer éclairer et convaincre la députation, quand la majorité de cette députation a déjà formé son opinion, *ex-parte*, dans plusieurs caucuses, sur les seules représentations du gouvernement ; représentations que nous ne connaissons pas ? Je proteste contre cette violation des règles constitutionnelles suivies jusqu'à ce jour, et contre un procédé qui démontre le peu de cas que l'on fait de l'opinion des députés de ce côté-ci de la Chambre, puisqu'on leur demande de discuter une proposition abstraite sur un sujet aussi important, lorsque la politique du gouvernement sur ce sujet est irrévocablement fixée.

Si je consens à discuter cette politique c'est que je crois avoir compris, par les remarques faites par l'honorable député de Dorchester, que le gouvernement a voulu savoir d'avance si la Chambre était favorable à un octroi en faveur du pont et que, dans le cas où nous aurions été de cet avis, le gouvernement n'ayant plus aucune crainte pour son existence et n'étant plus limité à accorder une somme en particulier, aurait alors soumis à la Chambre une mesure beaucoup large que celle annoncée par lui au public. C'est pour cette raison que nous avons demandé de retrancher la dernière partie de la résolution qui nous lierait à appuyer n'importe quelle mesure qu'il plairait au gouvernement de nous imposer ensuite.

Quand à moi, je suis décidé à m'en tenir à la résolution adoptée en 1888, par laquelle nous avons unanimement déclaré que nous étions prêts à secourir l'entreprise, dans la mesure des ressources de la Province.

Lorsque nous avons fait cette déclaration, les finances de la Province étaient dans un meilleur état qu'elles ne le sont aujourd'hui.

En effet, le gouvernement a accordé depuis, plus de trois millions à des compagnies de chemins de fer, et nos dépenses annuelles dépassent de

plusieurs cent mille piastres celle du régime conservateur, sous le gouvernement Ross. La charge nouvelle que le gouvernement se propose d'ajouter aux charges déjà trop lourdes de la Province, va nous imposer l'obligation de recourir à un nouvel emprunt qui ne pourrait se faire que dans des conditions désastreuses pour la Province. Nous croyons qu'à la veille des élections générales, et lorsque rien n'indique d'ailleurs qu'il y ait danger à ajourner cette mesure pour un an encore, il serait prématuré d'adopter aujourd'hui une décision finale sur ce point.

Ce sont là d'ailleurs les vues du cabinet et de ses amis lorsqu'ils siégeaient dans l'opposition. En 1886, le gouvernement Ross avait soumis à la Chambre des résolutions accordant des subsides à certaines compagnies de chemins de fer. Que fit alors l'honorable Premier Ministre ? Il proposa à la Chambre une motion hostile dont les conclusions se lisent comme suit :

“ Que ce serait manquer au respect qu'elle doit aux électeurs de cette Province si, au moment où ses pouvoirs expirent, cette Chambre rendait nécessaire les nouveaux emprunts qui seront la conséquence inévitable de l'adoption de ces résolutions et qu'il est juste, avant d'adopter cette politique, d'offrir aux électeurs l'occasion de se prononcer sur l'opportunité de contracter ces nouveaux emprunts. Que pour toutes ces raisons, cette Chambre croit qu'il serait nécessaire de retarder jusqu'à la prochaine session la considération ultérieure de ces résolutions.”

Quels sont ceux qui ont voté contre les subsides en argent et en terres que le gouvernement Ross voulait alors accorder, ainsi qu'à la conversion en argent des subsides en terres accordées par le gouvernement Chapleau en vertu du statut de 1882 ? Ce sont les honorables Messieurs Mercier, Gagnon, Marchand, Shehyn, McShane, et MM. Bernattchez, Boyer, Cameron, Girouard, Lemieux, Robidoux, Stephens et White.

Ils s'agissait pourtant alors d'une grande question d'intérêt public, d'une question qui affectait non seulement une localité, mais toute la Province, et cependant l'opposition d'alors vota contre la proposition du gouvernement Ross, et le même public qui les approuva dans le temps, nous blâmera probablement demain d'avoir demandé et voulu la même chose dans des circonstances qui nous justifient bien autrement d'en agir ainsi.

J'ai déjà déclaré que je suis favorable à la construction d'un pont près de Québec, et que je serais prêt à voter une somme raisonnable pour aider à sa construction. Je le déclare de nouveau, mais comme les finan-

ces de la Province ne sont plus dans le même état qu'elles étaient en 1888, je mettrai à cette déclaration la restriction suivante : que le gouvernement réduise ses dépenses au chiffre auquel le gouvernement Ross les avaient fixées en 1886, et je serai prêt à seconder ensuite toute mesure qui, sans dépasser les limites de nos ressources, serait de nature à venir en aide à cette grande entreprise.

Mais je veux que le gouvernement mette fin d'abord à des dépenses extravagantes que rien ne justifie. Je veux qu'il économise les deniers du public et il lui sera facile ensuite d'accorder de l'aide aux grandes entreprises d'utilité générale.

Je le répète, l'obstacle, et c'est un obstacle sérieux, à la politique que paraît avoir adopté le gouvernement ne vient pas de nous, il vient de lui et de lui seul. Qu'il économise, qu'il soit fidèle à ses promesses aux électeurs sur ce point et je lui donnerai mon appui lorsqu'il s'agira d'aider d'une manière sérieuse et efficace à la construction du pont.

Car, M. l'Orateur, le projet actuel m'a plutôt l'air d'une tactique électorale que d'une mesure propre à faire progresser l'entreprise. En effet, il y a deux ans déjà que nous avons déclaré que nous étions prêts à aider cette entreprise. Nous avons même voté unanimement dix mille piastres pour les travaux préliminaires d'exploration et aucun des renseignements obtenus n'a été soumis à cette Chambre. Nous sommes tenus dans l'obscurité la plus complète sur les site, le coût et les détails essentiels de cette importante construction. On ne juge pas même à propos de nous donner les moindres informations sur tous ces points.

On nous dit, dans les journaux, que la ville de Québec est prête à garantir un million de piastres pour cet objet. Aucune déclaration officielle sur ce point important n'a encore été faite par le Conseil de ville.

Pourquoi serions-nous plus pressés que ceux qui sont les plus intéressés dans cette entreprise ? Pourquoi nous demander, dans ces circonstances, de modifier notre résolution de 1888 ? Nous avons dit, alors, que nous étions prêts à aider, n'est-il pas juste d'attendre l'action de la ville de Québec avant d'aller plus loin, afin de pouvoir agir ensuite d'une manière plus juste, plus pratique et sans aucun doute plus favorable au projet ?

Aucune demande n'a encore été faite au gouvernement fédéral, pendant la présente session, et il est certain que ce dernier ne fera rien non plus avant que la ville de Québec ait pris l'initiative.

Il est évident que tout ce qui pourra être fait, sous ce rapport, ne pourra l'être qu'à la prochaine session. Je suis donc d'opinion que l'action

immédiate que l'on nous demande nuira au projet, puisqu'elle va nous diviser et que en retardant cette action jusqu'après les élections, nous pourrions en assurer l'exécution, en nous réunissant tous pour appuyer une entreprise mieux définie, mieux étudiée, et plus acceptable au point de vue des grands intérêts en question.

D'ailleurs, le projet mis devant le public de bâtir un pont au Cap Rouge est, suivant moi et suivant l'opinion d'un grand nombre d'hommes d'affaires, contraire aux véritables intérêts de la ville de Québec. Loin d'attirer le commerce à Québec, il ne servirait qu'à l'en éloigner. La ville qui se taxerait pour bâtir ce pont perdrait son argent.

Un pont vis-à-vis la ville, aboutissant sur les buttes à Neveu, offrirait moins d'inconvénients au point de vue de la distance, mais il aurait, avec le premier, l'inconvénient sérieux de forcer toutes les compagnies de chemins de fer intéressées à dépenser des sommes énormes pour se mettre en état d'y faire passer leurs chars.

L'embranchement de St-Charles, si favorable aux comtés du sud et qui a coûté plus d'un million, deviendrait presque inutile. L'Intercolonial, le Grand-Tronc et le Québec-Central seraient obligés, surtout le Grand-Tronc, de dépenser des centaines de mille piastres pour transporter sur les côtes de Lévis leur installation et leurs ateliers, et pour construire les voies de raccordement devenues indispensables.

Le Pacifique, le Lac St-Jean et le Québec Montmorency et Charlevoix seraient encore dans une position plus difficile pour atteindre ce point. Il leur faudrait, eux aussi, dépenser des sommes énormes pour graver les côtes escarpées du vieux rocher de Québec. On ne paraît pas se douter, en certains quartiers, de ces objections graves qui justifient jusqu'à un certain point, l'inaction de ces compagnies et l'indifférence de plusieurs d'entre elles.

Il est donc important d'étudier davantage cette question et de rechercher, en prenant pour cela le temps nécessaire, s'il n'y aurait pas un autre projet possible, plus praticable et moins sujet à objection.

Je ne suis pas un ingénieur, ni un mécanicien. Mais je crois sincèrement que le seul endroit où l'on puisse bâtir un pont pour relier les deux rives du fleuve, serait l'île d'Orléans. Du côté nord de cette île, il n'y a pas d'obstacles sérieux, du côté sud, on peut facilement, grâce aux grands progrès faits depuis quelques années dans ce genre d'ouvrage, bâtir un pont assez élevé pour n'apporter aucun obstacle à la navigation. Le chenal

est très resserré à certains endroits et permettrait de construire, sur un fond solide et à peu de distance l'un de l'autre, des piliers qui ne seraient pas même exposés à l'action des glaces, car ils seraient protégés par les immenses battures qui se forment à cet endroit en hiver, des deux côtés de la rivière.

La construction du Tay Bridge en Ecosse, et celle de la tour Eiffel, ont démontré que l'on peut donner aujourd'hui une extension considérable aux arches de ponts en fer, et il n'y a rien dans l'idée que je suggère en ce moment, qui ne puisse être facilement réalisé dans l'exécution.

Le coût de ce pont ne serait pas plus considérable que celui proposé jusqu'aujourd'hui. Même, s'il devait coûter un ou deux millions de plus, je dirais aux citoyens de Québec : insistez et réunissez tous vos efforts pour que le pont soit bâti en cet endroit, car un pont sur l'île d'Orléans deviendra alors le Staten Island de Québec. Tout le monde voudra y avoir une résidence d'été et on y résidera même en hiver tant l'accès en sera facile et commode.

En second lieu, pas une seule compagnie de chemin de fer n'aura à changer son installation, ni à dépenser un centin pour se rendre jusqu'au pont. L'embranchement St. Charles d'un côté, le Québec, Montmorency et Charlevoix de l'autre, où une voie nouvelle de quelques milles pour descendre la côte de Beauport, permettront aux charrs de l'Intercolonial, du Québec-Central, du Grand-Tronc, du Pacifique, du Lac St-Jean, du Québec, Montmorency et Charlevoix de passer sur ce pont et d'amener leurs passagers et leurs marchandises jusque sur les quais de la Basse-Ville.

Il ne sera pas nécessaire de monter les marchandises en voiture par les côtes escarpées de Québec, ou de les descendre par ces mêmes côtes, pour les rendre aux entrepôts de la douane ou chez les marchands de gros.

Je sais que sur ce point les habitants du comté de Beauce, qui ont si longtemps monté et descendu les côtes de Lévis avec leurs effets, seront enchantés de ne pas avoir à recommencer cet exercice pénible et coûteux, et je n'ai aucun doute que les citoyens de Québec, depuis le premier jusqu'au dernier, seront du même avis.

Si les affaires que nous apporterait ce grand projet sont aussi considérables qu'on le prétend, et je n'ai aucun doute sur ce point, quels avantages Québec n'offrirait-il pas pour le développement de tous les genres de commerce. Combien d'élévateurs, de manufactures, d'entrepôts, d'usines ne pourrait-on pas placer près du bassin de radoub, sur les battures de

Beauport—quelle étendue de terrain favorable pour la construction de parcs, pour l'exportation des animaux en Europe.

Je n'en finirais pas si je voulais énumérer tout ce qui pourrait être fait avec un peu d'esprit d'entreprise et les capitaux qui viendraient nous trouver au lieu de fuir comme ils le font depuis si longtemps. Québec, sans nuire aux succès de Montréal, reprendrait enfin le rôle que la nature lui a si largement assigné. Elle deviendrait avant longtemps, personne n'en doute, le port de destination du trafic de l'Ouest, et elle partagerait avec Montréal les immenses avantages que la supériorité de son grand fleuve en été, et la rapidité toujours croissante de ses voies ferrées existantes et projetées, doivent infailliblement lui assurer dans un avenir qui est déjà bien près de nous.

Ce projet de bâtir un pont sur l'île d'Orléans peut paraître extraordinaire à des personnes intéressées dans un autre projet, ou qui aiment à se prononcer *ex cathedra*, mais sans donner de raison de leur dissentiment.

Je dois déclarer, cependant, que des hommes d'affaires, des hommes politiques aussi bien que des hommes de l'art, entretiennent sur ce point des opinions tout-à-fait favorables à l'idée que je préconise en ce moment. Déjà une compagnie de capitalistes anglais est venue demander au parlement fédéral le droit de bâtir un pont à cette endroit. Cette compagnie est composée d'hommes occupant une position importante en Angleterre, non seulement dans le monde financier, mais aussi dans le monde social et politique. Elle commande une influence considérable sur les marchés monétaires de l'Europe, et peut facilement obtenir les fonds nécessaires pour mener à bonne fin l'entreprise qu'elle a en vue.

Un certain nombre de citoyens importants de St-Roch, MM. Laliberté, Pâquet, Bresse, Migner, etc., demandent actuellement un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de Québec au Sault Ste-Marie, et se préparent, d'après ce que l'on me dit, à demander une charte pour bâtir un pont sinon au même endroit, du moins dans le voisinage immédiat, à moins qu'une autre compagnie n'ait déjà obtenu ce privilège.

Il est évident que l'opinion publique se forme lentement mais sûrement, en faveur de ce dernier sentiment, surtout à cause de la facilité de sa réalisation, à cause des avantages qu'il offre aux compagnies de chemin de fer qui devront en profiter, ainsi qu'au commerce de la ville, du district et de toute la Puissance.

Le peu de progrès fait par les deux autres compagnies, organisées il y a déjà plusieurs années, semble indiquer que ce premier effort n'a pas

été accueilli avec la faveur qu'on aurait dû attendre d'une entreprise qui devait amener la richesse et la prospérité dans Québec.

Un certain nombre de citoyens, désireux de procurer à notre vieille cité des jours meilleurs, s'efforcent depuis longtemps de convaincre leurs amis, que leur projet est le seul qui nous sauvera de la décadence commerciale dans laquelle nous sommes tombés. Mais les hommes politiques les plus influents et les plus expérimentés à Ottawa, et les hommes d'affaires en général dans la Puissance, sont d'un avis contraire et prétendent, avec raison, qu'un pont au Cap-Rouge consommerait la ruine commerciale de Québec, et qu'un pont vis à vis Québec imposerait aux compagnies de chemins de fer des dépenses tellement excessives qu'elles refuseront toujours de se les imposer, à moins que le gouvernement fédéral ne s'en charge, ce qui donnerait à ce dernier un double fardeau à porter.

Il est évident, surtout lorsque l'on espère ou que l'on prétend payer l'intérêt sur le capital nécessaire pour la construction du pont, avec les revenus perçus de ces différentes compagnies de chemins de fer, qu'il faut, en premier lieu, commencer par les intéresser elles-mêmes au succès de l'entreprise.

Qu'a-t-on fait dans ce sens ? On nous dit que ces compagnies devront faire passer sur ce pont au delà de trois cents chars par jour, ce qui, à raison de quatre piastres par char, donnerait une somme suffisante pour payer l'intérêt sur six millions. Je crois ces chiffres un peu exagérés, mais en supposant qu'ils soient vrais, il devient évident que nous avons tout l'intérêt du monde à savoir et à connaître l'opinion de ces compagnies. Où est la correspondance à ce sujet ? Craint-on de nous renseigner ou désire-t-on ne pas nous communiquer l'opinion formulée à ce sujet, et les observations ou les objections faites par ceux qui, après tout, sont ceux qui doivent contribuer le plus sûrement au succès de l'entreprise, puisque, en définitive, ce sont eux qui doivent en payer les frais ?

Voilà autant de questions importantes sur lesquelles la députation a droit d'être renseignée et sur lesquelles elle ne l'a pas été. Tant que l'on procédera de cette manière, je suis convaincu que l'on ne progressera pas beaucoup plus qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour. Que la ville de Québec fasse entendre sa voix ; qu'elle dise, qu'elle s'intéresse à l'entreprise et qu'elle est prête à y souscrire, qu'elle fixe le chiffre de sa contribution— que l'on nous dise aussi quel sera le coût probable des travaux à faire, et que l'on nous donne des renseignements pratiques et officiels sur les sources de revenu sur lesquelles on compte.

Nous, les députés des comtés ruraux, serons alors en position de donner une opinion intelligente sur la question, au lieu de nous enrégimenter naïvement à la suite du Premier Ministre dans un mouvement de parti dont les fils sont trop visibles pour tromper le public.

On nous dit que Québec est prêt à souscrire à l'entreprise et je m'en réjouis. c'est là le point de départ. Que la ville n'hésite point à souscrire suivant la mesure de ses moyens, et elle aura fait faire un pas immense à l'œuvre que nous voudrions tous voir se réaliser.

Si les revenus du pont sont plus que suffisants pour payer l'intérêt sur six millions, elle ne sera jamais appelée à payer un centin de sa garantie ; si elle était appelée à payer, elle serait indemnisée par l'augmentation de valeur donnée à la propriété, par l'augmentation du nombre de ses contribuables, par le réveil des affaires et l'impulsion considérable que le commerce et l'industrie en recevraient.

Le gouvernement et ses amis parlent bien haut de l'intérêt et de l'amour qu'ils portent à Québec. Cependant si elle est aujourd'hui en position de contribuer à la construction du pont, elle le doit aux conservateurs. En effet, ce sont eux qui lui ont fait la remise, en 1883, des \$600,000 qu'elle devait pour balance de sa souscription au chemin de fer du Nord. Comment cet acte a-t-il été accueilli par l'honorable Premier Ministre et ses amis ? Par une motion de censure. Que disait alors l'honorable Premier Ministre au gouvernement Mousseau ? “ Dans l'état de nos finances une semblable libéralité n'est pas seulement une maladresse, c'est encore un crime ; et de ce crime nous tiendrons les ministres responsables ; et si nous avons la faiblesse de leur pardonner, le peuple n'en fera pas autant et à notre égard et à celui du gouvernement.”

Quelle était l'opinion de son parti à ce sujet ? Nous la trouvons con- signée dans une motion du député de Montréal-Centre, secondée par le député d'Iberville, dans laquelle il reprochait au gouvernement Mousseau d'avoir fait cette remise, ainsi qu'une autre remise de \$37,000 due par la cité au fonds d'emprunt municipal. Cette motion se terminait par ces mots : “ Que dans ces circonstances c'est le devoir de cette Chambre de déclarer que, tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté elle condamne cette malheureuse transaction et censure le gouvernement actuel qui l'a faite.”

Quels étaient les amis de Québec : tous les conservateurs sans exception. Quels étaient les ennemis de Québec ? l'honorable Premier Ministre et son parti. Onze députés votèrent pour la motion de censure : ce sont

MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Watts.

L'honorable député de Québec-Centre, alors conseiller de ville, demandait avec ses amis de censurer le gouvernement qui avait rendu justice à Québec qu'il représentait en sa double capacité de conseiller et de député ! Cependant sans cette remise la ville ne serait pas en état de souscrire un centin pour la construction du pont, et, nous les conservateurs, nous avons le droit de dire que nous avons, tout en faisant un acte de justice à son égard, écarté un obstacle presque insurmontable à la nouvelle souscription qu'elle se propose de faire, nous dit-on, pour venir en aide à la construction du pont.

Quelques-uns des honorables députés qui ont parlé avant moi, ont accusé le gouvernement fédéral de négliger les intérêts du district de Québec et de refuser de contribuer aux grands travaux demandés par ses habitants. Il n'est guère possible d'être plus injuste. Il suffit de rappeler en peu de mots que l'embranchement de St-Charles, si favorable à Québec et aux comtés du sud, surtout ceux traversés par le Québec-Central, a coûté près d'un million et demi ; que le bassin de la rivière St-Charles a coûté près de deux millions ; celui de Lévis près d'un million, sans compter les réparations aux murs de la citadelle, la construction du manège militaire, etc., etc. Cinq millions environ, dépensés à Québec et à Lévis depuis une dizaine d'années ne comptent pour rien, aux yeux d'un certain nombre.

Voilà ce que l'on prêche au peuple et sans se préoccuper des injures qu'on lance ainsi à la tête du gouvernement fédéral, on lui demande, à grands cris et d'une même haleine, deux millions de plus pour des travaux qui sont impossibles sans son assistance. C'est bien peu pour des amis si reconnaissants.

J'aimerais à savoir, M. l'Orateur, ce que la ville de Québec a fait pour le gouvernement d'Ottawa, en retour de ses largesses ? Que ferait l'honorable Premier Ministre lui-même s'il était chef du gouvernement fédéral et si les électeurs de Québec et du district condamnaient sa politique générale et lui faisaient une guerre sans merci ? Leur accorderait-il beaucoup de faveurs ?....

L'honorable M. MERCIER.—Oui.

L'honorable M. BLANCHET.—Alors, pourquoi l'honorable Premier Ministre n'adopte-t-il pas la même règle ici ? Pourquoi n'accorde-t-il pas

aux comtés qui l'opposent, non pas des faveurs, mais justice égale ? Pourquoi n'accorde-t-il pas au comté de Beauce, par exemple, sa juste part des argents de colonisation ? Pourquoi fait-il souffrir les pauvres colons qui n'ont pas de chemins, pour les punir d'être conservateurs ?...

L'honorable M. MERCIER rappelle le député de Beauce à l'ordre, parce que, dit-il, ce dernier s'éloigne de la question.

L'honorable M. BLANCHET continuant, dit qu'il n'a fait que commenter la réponse du Premier Ministre et qu'il était convaincu d'avance que ses remarques lui plairaient si peu qu'il chercherait un moyen de l'empêcher de continuer.

L'honorable député de Dorchester a dit que nous devrions d'autant plus accéder à la demande du gouvernement que toutes les dépenses que nous pouvons faire pour des travaux publics de ce genre formeront plus tard une nouvelle réclamation contre le Trésor fédéral, que nous pourrions faire valoir avec succès à Ottawa, lorsque ce gouvernement sera entre les mains d'hommes qui comprendront mieux les intérêts des provinces.

Je dois dire de suite à l'honorable député qu'il faudra que les opinions de ses nouveaux amis soient bien changées, s'il réussit à leur faire accepter maintenant la doctrine qu'il vient d'émettre. On se rappelle, en effet, que lorsqu'en 1883, le gouvernement Mousseau proposa de demander au gouvernement fédéral que la subvention annuelle de 80 centins par tête accordée à cette Province fut calculée, tous les dix ans, d'après le nouveau recensement, le parti politique soutenu maintenant par l'honorable député, mit à cette mesure tous les obstacles possibles. M. Demers, secondé par l'honorable M. Mercier, proposa d'abord : " Qu'à la veille de la prorogation, cette Chambre ne peut étudier avec le soin nécessaire une question " aussi importante que celle soumise dans cette résolution."

Tout le parti libéral d'alors, au nombre de douze, vota pour retarder l'adoption de cette mesure. C'était le 29 mars 1883, et cependant, le 16 février précédent, la question avait été soumise à la Chambre par le Trésorier d'alors, l'honorable M. Wurtele, et l'honorable Premier Ministre, alors chef de l'opposition, avait étudié et critiqué la mesure proposée par le gouvernement, dans un long discours sur les finances de la Province. Quarante jours après il lui fallait un nouveau délai pour étudier cette question.

Voilà la conduite des amis de l'honorable Premier dans cette Chambre.

Voyons maintenant comment notre réclamation fut accueillie par le parti libéral à Ottawa, en 1884, lorsque le gouvernement fédéral soumit au Parlement la mesure qui devait augmenter notre revenu annuel de \$247,000.

L'honorable M. Laurier se joignit à M. Blake et à ses amis, pour repousser notre demande, représentant qu'avant de rendre justice à Québec, il fallait s'enquérir si les autres provinces n'avaient pas elles aussi fait des sacrifices pour la construction de chemins de fer, et s'il n'était pas à propos de les indemniser en même temps.

Le parti libéral à la Chambre des Communes était d'avis qu'il fallait attendre pour rendre justice à Québec que tout le monde fût satisfait. L'honorable M. Blake alla même beaucoup plus loin et prétendit qu'il y avait danger d'accueillir les réclamations des provinces sur divers sujets et que si elles ne pouvaient continuer à exister sans échanger, pour des subsides en argent, leurs droits et leur autonomie, il valait mieux amender la constitution et mieux définir leurs attributions.

Si les opinions exprimées dans ce débat par les principaux chefs du parti libéral sont encore les mêmes, et je n'ai aucune raison d'en douter, les réclamations de la nature de celles qui nous occupent maintenant ont peu de chance d'être accueillies favorablement, même si ces Messieurs arrivaient au pouvoir.

On nous rappellera alors que si les provinces veulent dépasser les limites de leurs attributions et empiéter sur celles du parlement central en entreprenant des travaux d'un caractère essentiellement fédéral, elles devront en subir les conséquences ; et le gouvernement libéral, s'il en existe un alors, ce dont je doute fort, nous traitera comme le gouvernement McKenzie lorsqu'il refusait de nous prêter des vieilles lisses en fer pour la construction du chemin de fer du Lac St. Jean ; chemin qui a été construit plus tard à l'aide de subsides accordés si libéralement par les gouvernements conservateurs d'Ottawa et de Québec.

Je regrette d'avoir occupé si longtemps l'attention de la Chambre, et je me résume.

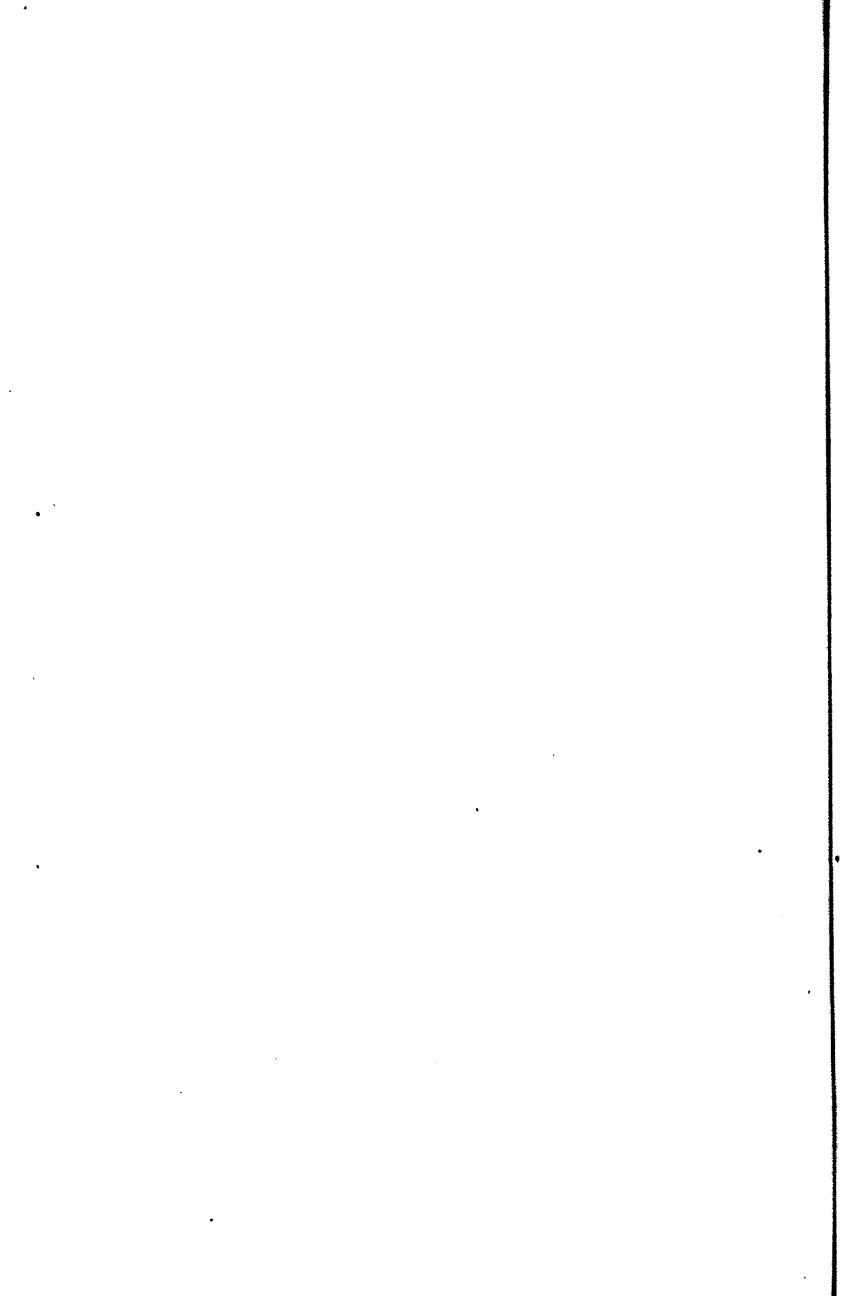
Je suis d'avis que le gouvernement ne devrait pas nous demander, dans l'état actuel de la question, de reconsidérer le vote que nous avons donné en 1888, et qu'un aide pour la construction du pont près de Québec pourrait être retardé sans danger jusqu'à ce que la ville elle-même se soit prononcée sur cette question.

Le vœu de la Chambre est assez énergiquement exprimé, par la résolution de 1888, pour que la ville puisse agir aussitôt qu'il lui plaira de le faire et je serai prêt, si elle y consent elle-même, ainsi que je l'ai dit en commençant, à aider l'entreprise dans la mesure des ressources de la Province. Mais je ne puis consentir maintenant, dans l'état de nos finances et l'énorme augmentation de nos dépenses ordinaires d'administration, à donner carte blanche au gouvernement et à m'engager d'avance et aveuglement à supporter toute mesure qu'il pourrait juger à propos d'introduire pour venir en aide à la construction projetée.

Que, dans l'intervalle, le gouvernement se mette sérieusement à l'œuvre ; qu'il introduise dans l'administration des affaires de la Province l'économie qu'il a prêchée quand il siégeait dans l'opposition ; qu'il ne jette pas l'argent par les portes et les fenêtres pour le bénéfice d'un petit nombre ; qu'il se montre plus soucieux des véritables intérêts du peuple en général et je lui donnerai mon concours lorsqu'il s'agira d'assurer d'une manière efficace l'entreprise dont il est question.

Le gouvernement peut, s'il le veut, réduire nos dépenses ordinaires de trois à quatre cent mille piastres par année sans nuire à l'efficacité du service public. Qu'il réduise les dépenses au chiffre auquel il était porté sous le gouvernement Ross, Taillon, et nous pourrions alors voter facilement non seulement une garantie d'intérêt, mais une somme généreuse pour aider et assurer l'exécution de l'entreprise projetée.

Affirmer que nous sommes prêts dans le moment à augmenter sans restrictions, les obligations de la Province et sans espérance de mettre fin au système d'extravagance que nous subissons depuis trois ans, c'est nous forcer de déclarer que nous sommes disposés à recourir à un nouvel emprunt et je refuse, pour ma part, de contribuer à conduire la Province dans une voie dangereuse dont nous ne pourrions infailliblement sortir qu'en recourant à la taxe directe ou à un résultat encore plus désastreux. (Applaudissements.)



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du samedi, 22 mars 1890.

PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 4 heures.

In the absence of Dr. CAMERON, Mr. BOURBONNAIS moved the second reading of a Bill to amend the game laws by permitting the use of dogs in hunting deer from September 15th to October 15th.

Mr. OWENS supported the Bill, claiming that this was legitimate sport as at that season of the year there was no snow on the ground and the deer were quite well able to take care of themselves. It was during the winter, when the snow was deep, that there was butchery in hunting with dogs, for then the deer sank through the snow while the dogs could run over the surface.

Interpellation par M. PILON :—Le gouvernement a-t-il reçu, depuis 1888, d'autres promesses de support du député du comté de Stanstead, Ozro Baldwin, écuyer, que la suivante contenue dans une lettre adressée, le 11 juillet 1888, à l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation ; lettre produite devant cette Chambre, le 20 mars 1889, et ainsi conçue :

“ Québec, 11 juillet 1888.

L'honorable M. MERCIER,

“ Je voulais vous voir avant mon départ, mais comme vous étiez trop occupé, je n'ai pu le faire. J'ai en ce moment six demandes de subventions pour la colonisation, entrées dans vos livres, et elles devraient être accordées, attendu que mon comté n'a eu que \$700.00,” l'année dernière, ce dont je vous remercie beaucoup, et j'espère que vous ferez autant et plus cette année.

En jetant un coup d'œil sur vos livres, vous verrez que le comté de Stanstead n'a jamais reçu beaucoup. Je crois que la population de Stanstead se souviendra toujours d'une aide de ce genre, et si je vis assez longtemps pour voir de nouvelles élections, et que je pense alors comme je le fais maintenant, mon vote et mon influence ne seront pas pour le parti conservateur.

Je crois que vous agissez bien et que vous devez être supporté.

Votre dévoué,

(Signé)

O. BALDWIN."

Réponse par l'honorable M. MERCIER :—Non, mais cette lettre devait suffire

Mr. BALWIN asked to be allowed to make a personal explanation. It was true that he had written this letter, but he felt it due to himself to explain the circumstances.

He had come here utterly ignorant of parliamentary procedure and was under the impression that in order to get anything for his county he would have to yield a little to the Government. Besides he had a favorable impression of the Prime Minister and did not believe the hard things that were being said of him. He saw the Prime Minister and the Commissioner of Agriculture, and asked them for a grant of \$200 to improve some roads in his county. The money was granted, the four roads upon which it was to be spent were marked out and an inspector appointed.

What was his surprise later on when he learned that a priest in another part of the county had also petitioned for a grant, and that the \$200 had been transferred to him and spent on the roads he wanted it for. He went to the Premier and spoke to him about it, and the latter told him. "If you come over to our side you will get the money you require."

Honorable Mr. MERCIER called the member for Stanstead to order, saying that this was a speech and not a personal explanation.

"Is it true?" called out some one on the opposition side.

Honorable Mr. MERCIER admitted that he might have said something of the kind in joke.

Mr. BALDWIN said it was not joke," " you have asked me half a dozen times since." He went on to say that though he had had a favorable impression of the Prime Minister at first, now that he knew him better he had found that he was not to be trusted, and the more he saw of him the less he liked him.

In all that the Prime Minister did he was actuated by motives of expediency rather than regard for the public interest. He went on, amid cries of " order ", to round upon the member for Bagot in connection with the Agricultural Commission. He stated that he had attended every meeting of the Commission, and, according to a careful record that he kept, he was away 38 days, for which he received \$380 and expenses. How did it happen, then, that the member for Bagot received \$610, besides his expenses? That was a point that had to be explained yet, and he would have a question or two to put on the order sheet in reference to the member for Bagot's connection with the Commission. He thought there was some " Table Rock " there.

ASSEMBÉE LÉGISATIVE

Séance du lundi, 24 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3.20 p. m.

Sur motion de M. LEBLANC, secondé par M. FAUCHER DE SAINT MAURICE,

Ordonné, Qu'il soit mit devant cette Chambre :—Un état constatant :

1. Quelles sont les manufactures de beurre ou de fromage qui ont reçu des octrois d'argent, depuis le 30 juin 1879.

2. Quel montant a été payé à chacune d'elles, et, dans chaque cas, quel est le nom de la personne qui a retiré l'argent.

M. LEBLANC dit qu'il est informé que dans certaines parties de la, Province les crédits accordés aux fabriques de beurre et de fromage n'ont pas été accordés avec toute la discrétion désirable. Il y a, par exemple dans le comté de Montmagny plusieurs fabriques de ce genre. L'une d'elles, la plus ancienne et la meilleure, n'a rien reçu du gouvernement tandis qu'une autre, moins importante et nouvelle, bien connue du député de Montmagny, a été favorisée d'un crédit. L'honorable Ministre de l'agriculture, de passage à Montmagny, a même visité la fabrique de beurre No. 2, négligeant de visiter la fabrique No. 1, malgré les invitations réitérées qu'il a reçues de la visiter.

M. BERNATCHEZ dit que la fabrique de beurre No. 2, de Montmagny, tenue par son fils, est incomparablement supérieure à la fabrique No 1, qui ne méritait ni la visite ni les faveurs du ministre de l'agriculture.

L'honorable M. RHODES dit que c'est par un malentendu qu'il n'a pas visité la fabrique No. 1. Il croyait qu'il n'y avait qu'une fabrique, celle que le député de Montmagny l'a invité de visiter. S'il avait su qu'il y en eût un autre, il se serait fait un devoir de la visiter.

L'honorable M. MERCIER dit que la fabrique No. 1 a été établie frauduleusement après la fabrique No. 2.

M. CASGRAIN,—Les plus haut tribunaux du pays ont décidé le contraire.

Sur motion de M. HALL, secondé par M. ENGLAND,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous les ordres en conseil et des rapports du surintendant de l'Instruction publique, détachant aucune partie de la cité de Montréal et l'annexant à la ville de Ste-Cunégonde, pour les fins scolaires.

M. HALL said he was altogether opposed to any division of Montreal, where the school system had worked so well. There was no necessity for any change.

The Roman Catholic Commissioner had four schools in the district proposed to be detached, two for girls and two for boys, and the longest distance that any child had to go to reach school was under 1,500 yards. Roman Catholics were dissatisfied at being taken away from Montreal and put into Ste. Cunégonde, where they had to pay larger school rates.

Four hundred thousand dollars of debentures had been issued, for which real estate of the city had been pledged, and this would press heavily upon the Commissioners. As regards the Protestants, the matter was very serious, for it took Royal Arthur School away from the effective organization of the Montreal Commissioners and placed it under the control of the dissentient trustees of Ste. Cunégonde. Five or six hundred pupils attended this school, which supplied the wants of a district extending very much east of where the school stands. If they annexed this district there would be 400 in the district still remaining in Montreal

who would have no school to go to, for the Protestant Commissioners had no money to build a new one.

However, as the Provincial Secretary intended to introduce a Bill providing that the Protestants minority should not be detached, a great evil, as regarded them, would be avoided, but there still remained the objection of the Roman Catholics to dismemberment.

L'honorable M. GAGNON dit que la question lui fut soumise, il y a deux ans, et qu'il s'opposa alors au démembrement de Montréal, comme il y est encore opposé. Cette fois-ci, avis a été dûment donné du changement proposé et personne n'y fait objection. La raison pour laquelle on demande ce changement c'est que les commissaires catholiques ont refusé de bâtir une école dans ce district. Il présentera un bill pour soustraire les protestants à l'opération de l'ordre en conseil.

* * *

Motion que la Chambre se forme en comité sur le bill amendant le Code de procédure civile relativement à la cession de biens.

M. BOYER propose le renvoi du bill à six mois.

M. DUPLESSIS dit qu'il résulte des injustices de la loi actuelle. Ce projet de loi exige que le curateur, dépositaire des biens du failli, donne connaissance à tous les créanciers intéressés de la feuille de dividende, en leur en adressant une copie. La loi actuelle exige bien que le curateur exhibe la feuille de dividende aux créanciers qui la demandent, mais cette disposition est sans effet pratique dans bien des cas pour les créanciers éloignés, qui ne peuvent contester le bordereau, ne le connaissant pas. D'ailleurs, si le curateur refuse d'exhiber le bordereau, il faut des procédures judiciaires pour l'y forcer. Ce bill n'a pas d'autre but que d'éviter ces inconvénients et ces procédures judiciaires. Je suis prêt à retrancher la disposition de ce bill qui exige que le bordereau soit affiché dans le bureau du protonotaire et celle qui fixe le délai à trente jours. C'est à ces clauses que les hommes d'affaires délégués auprès du gouvernement ont fait de sérieuses objections. Mais on ne peut s'opposer raisonnablement à ce que chaque créancier reçoive copie du bordereau.

L'honorable M. SHEHYN dit que cela se fait déjà.

M. DUPLESSIS.—Mais la loi ne l'exige pas ; c'est une preuve que la chose est bonne et nous voulons en rendre l'application générale.

L'honorable M. TAILLON croit que c'est accorder une juste protection aux créanciers éloignés des grands centres.

L'honorable M. BLANCHET dit que les marchands de gros se sont alarmés à tort ; ce bill n'a pour but que de protéger les petits créanciers sans nuire à personne.

L'honorable M. FLYNN demande la permission de retirer son bill amendant la loi des chemins de fer, vu que certaines compagnies désirent exposer leurs vues sur ce bill et que la session est trop avancée.

L'honorable M. MERCIER.—Ce projet de loi est excellent et j'espère que ceux qui nous remplaceront à la prochaine session en prendront l'initiative.

L'honorable M. BLANCHET.—Le Premier Ministre nous annonce les élections générales avant la prochaine session.

L'honorable M. MERCIER.—Mais nous pourrions mourir d'ici là.

L'honorable M. BLANCHET propose la seconde lecture du bill amendant de nouveau la loi électorale de Québec.

L'honorable M. MERCIER dit que le gouvernement ne peut accepter ce bill.

M. BOYER propose en amendement que vue que la session est virtuellement terminée, il ne serait pas prudent de considérer une mesure de cette importance, et que la seconde lecture ait lieu dans six mois.

L'honorable M. BLANCHET croit que cette loi rendrait service au pays. Les peuples libres sont plus que les autres exposés à la corruption électorale. Ce projet de loi a pour but de protéger davantage l'électorat contre toute tentative de le corrompre, en définissant, en condamnant un nouveau moyen de corruption.

L'honorable M. TAILLON dit que la raison de l'amendement manque de sincérité. S'il n'est pas trop tard pour étudier le projet des subventions au pont de Québec et chemins de fer, à plus forte raison est-il à propos de considérer cette loi présentée en vue des élections prochaines. La déclaration faite incidemment par le Premier Ministre au commencement de la séance est une raison de plus pour en hâter la considération.

Si les Messieurs du gouvernement n'ont pas songé, du temps qu'ils étaient dans l'opposition, à un projet de loi de cette nature, c'est qu'on n'a pas vu, de notre temps, se pratiquer un système de corruption inauguré par le gouvernement actuel, notamment dans le comté de Laval et dans Brome. Pour influencer le vote dans ces comtés, le gouvernement y a promis et distribué ouvertement des faveurs publiques.

On n'insisterait peut-être pas sur l'adoption de ce bill maintenant, si l'on n'avait pas constaté à mesure que la session avançait que nous aurions des élections générales avant la prochaine session.

Il est vrai qu'avec cette loi, le gouvernement n'aurait plus la chance de faire dans les divers comtés ce qu'il a fait dans Brome, donner à la veille du scrutin, \$400 à la société de colonisation du comté, \$600 pour un chemin, \$300 pour la pauvre école de Knowlton, et nous comprenons que la majorité est d'opinion que cela gênerait ses moyens d'action dans la lutte qui va se faire.

M. NANTEL propose la seconde lecture du bill concernant les emprunts.

M. L'ORATEUR dit que l'initiative d'un bill de cette nature doit venir du gouvernement, la disposition des finances publiques étant une des prérogatives de la Couronne.

M. NANTEL en appelle de cette décision qui est maintenue par la Chambre.

M. NANTEL propose la seconde lecture du bill concernant l'aliénation de certaines parties du domaine public.

M. NANTEL, il suffit de lire ce bill pour en voir toute l'importance. Nous avons déjà demandé que la vente des concessions forestières fut faite à l'enchère et le système a bien fonctionné. Je veux faire un pas de plus dans la voie du progrès et je demande que toutes les propriétés de la Couronne, à part celles qui sont vendues pour fins de colonisation, soient mises à l'enchère. Je crois que la proposition s'impose à l'attention de tous les hommes d'affaires, surtout après ce qui s'est passé dans la vente de la propriété du "Table Rock."

Nous n'aurions pas été témoins de cette affaire, si le bill que je propose eût été loi, et mon but est de prévenir de pareils abus, je dirai même de pareil scandales. Ceux qui ont suivi les détails de l'enquête sont convaincus que la propriété en question valait beaucoup plus de \$3,000. Plusieurs hommes d'affaires ont été frappés de ce fait, un grand nombre m'ont demandé pourquoi le gouvernement ne vendrait pas ces propriétés à l'enchère, comme les concessions forestières.

Dans le cas du "Table Rock," le gouvernement n'était pas tenu de suivre ces sages précautions; aussi on a vu un ministre de la Couronne abandonner à vil prix une propriété de grande valeur

L'honorable M. MERCIER dit que l'application de cette loi nécessiterait des frais inutiles. Il propose, comme amendement, que les dispositions de cette loi ne sont pas applicables dans la plupart des cas et que la seconde lecture soit renvoyée à six mois.

M. NANTEL est surpris de la légèreté avec laquelle le Premier Ministre accueille ce bill. S'il est inapplicable, il faudrait dire en quoi.

Nous avons le système d'enchère pour les limites à bois, pourquoi ne l'aurions-nous pas pour les autres propriétés ? A Ontario, on le juge bon ; pourquoi ici serait-ce insignifiant, indigne de l'attention du Premier Ministre ?

On serait bien en peine de dire en quoi cette loi est inapplicable. On répondra par le vote. Mais le peuple sera-t-il satisfait de cette réponse arbitraire ? Le domaine public est aliéné dans une proportion des sept huitièmes ; il ne reste plus à concéder qu'une superficie de 25 milles par 125 milles.

Quand on voit que ce magnifique domaine est aliéné d'une façon inconsidérée, n'ai-je pas raison de demander que ça soit fait sur l'autorisation de la Législature ? Je crois que l'intérêt public réclame cette garantie.

L'honorable M. FLYNN.—Le principe de ce bill peut être accepté. Le principe de la vente à l'enchère des terres publiques est déjà consacré par la loi, et ce n'est pas une innovation que le député de Terrebonne veut faire. Il est appliqué par la loi actuelle à la vente des droits miniers et des droits de pêche, dans certains cas. Depuis 1872, les limites à bois se vendent à l'encan ; la vente devait d'abord se faire tous les ans, mais en 1875, cela a été laissé à la discrétion du gouvernement. Ces ventes doivent être déterminées par les demandes.

Actuellement, il y a une superficie considérable sous licence, suffisamment pour le commerce de bois. Nos meilleures limites à bois ont déjà été vendues, quoiqu'on en dise. Le bois de pin tend à disparaître. Il n'y a aucune nécessité de vendre des limites à bois tous les ans, encore moins plusieurs fois l'an ; et comme il y a une session tous les ans on pourrait obtenir l'autorisation de la Législature. Mais je n'insisterais pas pour obtenir cette autorisation : s'il y a un mal j'aimerais mieux en trouver le remède dans la sagesse du Commissaire des terres.

Quant à l'idée de l'enchère, il est bon d'en consacrer le principe par une législation. Ainsi, on ne devrait pas vendre autrement les îles, les lots de grève ou à eau profonde. Le "Table Rock" n'aurait-il pas rapporté \$20,000 au moins si on l'eût mis à l'enchère ?

Le projet de loi excepte les lots de colonisation ; j'ajouterais à l'exception tous les lots de bois de chauffage et de sucrerie.

Le député de Terrebonne a eu le mérite d'attirer l'attention sur les inconvénients de l'application pure et simple de la loi telle qu'elle est, et son projet de loi mérite considération.

M. DESJARDINS dit que l'objection des frais que peut entraîner la mise à l'enchère n'est pas sérieuse. On peut adopter un système peu coûteux d'annonces. On peut faire évaluer une propriété, mais le plus sûr moyen d'en connaître la valeur, c'est de la soumettre à la concurrence des personnes intéressées à l'acquérir.

Quant aux limites à bois, elles ne doivent être vendues que suivant les besoins du commerce, et la Chambre devrait juger de l'opportunité de les vendre. Ce serait un frein à la cupidité du gouvernement actuel, qui fait de ces ventes uniquement pour se procurer de l'argent. C'est un fait attesté par les documents officiels qu'en deux ans l'administration Mercier a vendu 3,000 milles de plus qu'il ne s'en est vendu durant tout le temps depuis 1867.

L'honorable M. TAILLON.—Nos forêts sont, après le subside fédéral, notre plus importante source de revenu, et il faut faire en sorte que le capital ne s'épuise pas, si l'on veut conserver le revenu. Il y aurait peut-être lieu d'appliquer ici le système de la coupe qui fonctionne bien en divers pays d'Europe, et les frais de voyage d'un homme compétent chargé d'étudier cette question seraient certes mieux placés que les \$4,000 dépensées par deux ministres de ce gouvernement pour opérer une conversion de dette ou un emprunt qui ne se fait pas.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du mercredi, 26 mars 1890.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 4 heures.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE reprend le débat ajourné sur la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité général concernant le tarif des péages sur les chemins à barrières de la rive sud, à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont. Il donne lecture d'un mémoire adressé au gouvernement par la paroisse de Beaumont à ce sujet.

L'honorable M. MERCIER déclare qu'il a répondu à ce mémoire en promettant d'accorder une partie de l'argent voté pour l'empierrement des chemins, au chemin de Beaumont. C'est tout ce que le gouvernement peut faire. D'ailleurs, le député de Bellechasse ne peut exiger de faveurs d'un gouvernement qu'il combat. Qu'il accepte cela ou qu'il insiste pour l'adoption de sa mesure.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE dit que ce n'est pas une faveur qu'il demande, mais un acte de justice de la part du gouvernement. Il insiste sur son bill et demande le vote.

L'honorable M. MERCIER.—A quel étage de cette procédure, M. l'Orateur, allez-vous décider qu'il faut à ce bill la recommandation de la Couronne ?

L'ORATEUR dit qu'il a déjà décidé que cette recommandation n'est pas nécessaire.

L'honorable M. MERCIER.—Nous rejoindrons toujours le bill à la sanction.

M. FAUCHER DE SAINT-MAURICE présente un bill basé sur ces résolutions.

Sur motion de M. LEBLANC, secondé par M. CASGRAIN,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie des rapports envoyés au gouvernement, et de la correspondance échangée entre ce dernier, et toutes autres personnes, à propos des poursuites contre Emile Caron et Joseph Valcourt, pour avoir donné et vendu des liqueurs alcooliques à des employés de chemins de fer, lorsque ces derniers étaient en devoir à bord d'un convoi, le ou vers le 2 février 1890.

M. LEBLANC attire à ce propos l'attention de la Chambre sur un acte de partialité commis par le gouvernement dans l'application de la loi des licences. Un nommé Emile Caron, employé sur l'Intercolonial, a été poursuivi et condamné à l'amende pour avoir donné un verre de boisson à un employé en devoir. Dans le même temps, un nommé Joseph Valcourt ayant vendu de la boisson sur un train de chemin de fer de Témiscouata, à la connaissance du surintendant pendant une excursion, a été poursuivi, mais la poursuite contre lui a été suspendue.

Est-ce que parce que M. Emile Caron est un employé de l'Intercolonial, propriété du gouvernement conservateur d'Ottawa, que le gouvernement de cette Province a sévi contre lui, et que M. Crockett, surintendant du chemin de fer de Témiscouata, a même jugé bon de publier sa condamnation sur le *Chronicle* du 15 février dernier. La faute du nommé Valcourt était beaucoup plus grave et, cependant, il a été soustrait à la punition que la loi décrète. Il y a là une injustice dont le gouvernement doit pouvoir donner raison.

L'honorable M. SHEHYN dit qu'il ne connaît rien de cette affaire.

L'honorable M. SHEHYN propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. DESJARDINS.—M. l'Orateur, j'ai attiré déjà l'attention de la Chambre sur le fait que le gouvernement avait à faire face à des dépenses considérables imputables au capital, et que ses ressources étaient peu fortes ; et je disais qu'il serait du devoir du gouvernement de faire connaître ses moyens de faire face à ces dépenses, et que la Chambre devrait insister pour obtenir ces renseignements.

En prenant les chiffres mêmes de l'honorable Trésorier, je trouve que le gouvernement aura à faire face, au 30 juin prochain, à des obligations imputables au capital au montant de \$2,750,000. Le 31 décembre dernier, il n'y avait en caisse que \$700,000. C'est donc une obligation totale de \$2,000,000 à rencontrer. La session achève et le gouvernement ne nous a pas encore dit comment il se propose de le faire.

Je répète que la Chambre a le droit de savoir comment le gouvernement se propose de se procurer les ressources nécessaires pour faire face à ces obligations. Il faut de l'argent. Nous sommes évidemment à la veille d'un emprunt considérable.

En 1885, le Premier Ministre actuel exprimait, dans une motion de non-confiance, au sujet de la dette d'alors, l'opinion qu'il était " impossible de continuer un tel état de choses sans exposer la Province à un désastre financier, à la taxe directe, à la banqueroute, à la perte de notre autonomie provinciale." En 1886, une motion de l'honorable Trésorier, alors dans l'opposition, disait que la dette de la Province à cette époque était telle qu'elle rendrait nécessaire la taxe directe et l'union législative.

Ceux qui tenaient ce langage il y a quelques années se sont donnés la main pour augmenter la dette de plus de cinq millions. S'il y avait danger pour la Province en 1886, quel n'est pas le danger aujourd'hui ?

Et le gouvernement nous demande de voter les subsides, sans nous indiquer les voies et moyens par lesquels il entend soutenir cette situation. Il importe de rappeler leurs dires du passé à l'honorable Trésorier et à ses collègues qui semblent les avoir oubliés.

Quelle sera la politique du gouvernement pour rencontrer ses dépenses ? Nous ne le savons pas et c'est ce que nous désirons savoir. Dans quelques mois, il n'y aura probablement plus rien dans la caisse publique. Le gouvernement aura sans doute recours aux emprunts temporaires. Depuis un an, il vit d'emprunt. Craint-il de faire connaître à la Chambre une pénible situation ? Peut-être, car on se rappelle que l'honorable Trésorier se prononçait formellement, il y a trois ans, contre ces emprunts temporaires, ce système permettant au gouvernement, disait-il, d'engager le crédit de la Province, sans l'autorisation préalable de la Chambre.

Le gouvernement est forcé d'emprunter, car nous savons qu'il y a actuellement une dette flottante d'environ \$6,000,000.

Va-t-il ajourner cet emprunt qu'il ne peut éviter, pour recourir aux emprunts temporaires, afin de s'épargner ainsi le désagrément d'avouer à la Chambre, avant la fin de la session, la véritable situation des finances ?

Le gouvernement mériterait la censure de cette Chambre et de l'opinion publique, s'il laissait proroger la Législature sans nous donner les renseignements sur lesquels nous insistons.

Je propose l'amendement suivant, appuyé par l'honorable M. FLYNN :

Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public ; mais attendu que le gouvernement a inscrit aux budgets, général et supplémentaire, de l'année 1889-90, des dépenses imputables au capital, au montant de \$1,214,000 ;

Attendu que le 31 décembre 1889, il restait encore \$782,000 à payer sur ce montant ;

Attendu que le gouvernement a inscrit au budget général de 1890-91 des dépenses imputables au capital au montant de \$1,452,000.

Attendu que d'ici au 30 juin 1891, le gouvernement aura de plus à déboursier environ \$500,000 pour l'intérêt qu'il a garanti sur les débetures de certaines compagnies de chemins de fer, pour la part de la minorité protestante dans le règlement de l'affaire des biens des Jésuites, et autres obligations ;

Attendu que ces diverses sommes forment un montant de \$2,734,000 ;

Attendu que la dette flottante y compris le montant ci-haut mentionné, s'élève à plus de \$5,750,000 ;

Attendu que le 31 décembre 1889, le gouvernement n'avait, pour faire face à ces obligations, que la balance des dépôts des compagnies de chemins de fer, savoir : \$676,955, déduction faite des \$42,225 de mandats impayés à cette date ;

Attendu que le gouvernement n'a pas les ressources nécessaires pour les dépenses imputables au capital d'ici au 30 juin 1891 ;

Cette Chambre croit qu'il est de son devoir d'insister que le gouvernement lui fasse connaître les moyens qu'il entend prendre pour se procurer ces ressources."

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Séance du jeudi, 27 mars 1890.

PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à 3 heures.

L'honorable M. MERCIER propose la seconde lecture du bill concernant les subventions de certains chemins de fer.

L'honorable M. TAILLON.—J'ai cru pendant un temps qu'il serait mieux de proposer que l'on retranche les dispositions du bill qui comportent une nouvelle dépense d'argent par la Province. Je crois qu'il vaut mieux achever les entreprises qui sont déjà sur le métier que d'en commencer de nouvelles. La dette publique de la Province est assez élevée pour qu'il soit dangereux de l'augmenter. C'est la politique que je voudrais voir adopter et que je suivrais si j'avais la conduite des affaires. Je ne crois pas que, tant qu'il se trouve des gens dans notre parti pour appuyer une subvention à telle ou telle entreprise, il faut la favoriser. Cependant, comme il s'agit d'obligations peu considérables, soit un montant de \$80.000, je reviens sur ma première idée et je ne ferai pas d'opposition au bill.

L'honorable M. MERCIER propose la seconde lecture du bill au sujet d'un pont sur le St-Laurent à ou près de Québec.

L'honorable M. FLYNN.—En parlant sur les résolutions proposées par l'honorable député de Chateauguay, j'ai exprimé l'opinion qu'elles auraient dû être présentées par le gouvernement et que je n'avais pas assez confiance au gouvernement pour appuyer ces résolutions sans connaître la mesure ministérielle à laquelle elles devaient servir de base. On a dit dans la presse que je m'étais opposé au projet. C'est inexact, et j'exprime aujourd'hui

mon opinion pour la première fois sur le mérite de la question. En deux occasions précédentes, à cette session, la chambre a déjà été appelée à exprimer son opinion sur l'importance de construire certains chemins de fer. Chaque fois le gouvernement a évité de s'engager à rien. On a dit, cette fois, que le chef de l'opposition a dicté à ses amis leur ligne de conduite. En justice, je dois déclarer que tel n'est pas le cas. La mesure actuelle est entourée de tant de conditions de garantie que tout député, si opposé qu'il soit à toute augmentation de la dépense publique peut l'appuyer. Est-ce une manière bien pratique d'aider l'entreprise.

L'honorable M. PELLETIER.—C'est mieux que rien.

L'honorable M. FLYNN.—Voilà pourquoi je ne m'opposerai pas aux résolutions. Il ne peut pas en résulter grand mal, et il est possible qu'il en sorte quelque bien.

M. CASGRAIN.—On a tellement mal représenté la position que nous avons prise, l'autre soir, en cette Chambre, sur les résolutions du député de Chateauguay, on a été si injuste à notre égard que je serais tenté de m'opposer à ce bill favorisant une entreprise qui a eu jusqu'à ce jour mes sympathies actives.

Je pourrais me contenter de répéter ce que vient de dire le député de Gaspé, qui a parfaitement exprimé mes vues sur la question. Il a toujours été bien compris que nous étions libres de voter à notre guise sur cette question. Et quand même cette liberté ne nous aurait pas été donnée, j'aurais eu assez d'indépendance pour me séparer de mon parti sur ce sujet. Les résolutions présentées l'autre soir par le député de Chateauguay n'étaient qu'un piège qu'on nous tendait et quelques-uns y sont tombés.

J'ai, depuis plusieurs années, travaillé pour le projet du pont qui doit faire la prospérité de Québec, de la Province et compléter la réalisation de la grande idée de sir John Macdonald, d'une voie ferrée non interrompue entre les deux océans. Mes sentiments ne sont pas changés. Je me suis opposé à la résolution du député de Chateauguay parce qu'elle était inopportune, inutile et qu'elle n'avait aucun but tangible, mais je me suis réservé le droit de considérer les résolutions que je savais devoir être mises devant la Chambre et qui nous sont actuellement soumises.

Pourquoi et comment pourrais-je être contre le pont, j'ai des intérêts dans la compagnie qui doit le construire, je suis même un de ses direc-

teurs. Quand la Chambre se formera en comité je proposerai quelques amendements au bill, non dans le but de l'entraver, mais au contraire pour faciliter la tâche du gouvernement et rendre la mesure plus efficace. J'espère que ceux qui ont cru que j'étais contre le pont verront que je suis au contraire disposé à favoriser le projet de toutes mes forces.

L'honorable M. BLANCHET.—Je n'ai pas été surpris des attaques d'une certaine presse au sujet de la position prise par moi et mes amis l'autre soir, sur les résolutions du député de Châteauguay. La même presse dira demain que nous avons eu peur et que nous avons changé d'opinion. Ce sera faux. S'il y a eu désaccord, c'est la faute du gouvernement qui a demandé à la Chambre d'appuyer " toute mesure " pour venir en aide à la construction du pont. Cette expression de confiance illimitée ne pouvait lui être accordée. Il était juste d'attendre la mesure ministérielle qui est maintenant soumise. J'ai, d'ailleurs, expliqué les raisons qui m'ont engagé à voter comme je l'ai fait l'autre jour. Je crains que la mesure actuelle ne hâte pas beaucoup l'entreprise ; elle n'est pas de nature à le faire ; mais elle offre des conditions et des garanties suffisantes pour protéger le trésor public et nous engager à l'appuyer ; comme elle peut, sans compromettre le crédit de la Province, aider matériellement et moralement surtout le projet, je l'appuierai.

M. RINFRET fait ressortir la différence entre le gouvernement de Québec et celui d'Ottawa ; celui-ci fait des promesses, celui-là agit. Celui-ci nous berce de fausses espérances, celui-là fait faire les explorations préliminaires, garantit l'intérêt sur trois millions, et agit si bien que l'on voit les oppositionnistes se lever l'un après l'autre, forcés par l'opinion publique, et approuver, bien malgré eux, la politique patriotique du gouvernement.

M. DESJARDINS dit qu'il a de tout temps favorisé les entreprises destinées à promouvoir les intérêts généraux de la Province. La construction d'un pont à Québec lui paraît être une de ces entreprises d'intérêt général, et les résolutions ministérielles actuellement soumises offrent assez de garanties pour lui permettre de les appuyer. Il attire l'attention de la chambre sur le fait qu'un projet de loi est soumis au parlement fédéral pour la construction d'un pont qui passerait sur l'île d'Orléans. Il croit que cet endroit serait le plus convenable pour le pont projeté.

L'honorable M. GAGNON.—M. l'Orateur, je remercie l'honorable Premier Ministre, et je remercie tous nos amis de Montréal d'avoir proposé la construction d'un pont à Québec; entreprise qui va changer la face de la vieille cité de Champlain, que les conservateurs ont délaissée à dessein depuis de si nombreuses années.

D'abord je dois constater que ces Messieurs, après avoir voté contre la résolution de l'honorable député de Chateauguay, viennent, les uns après les autres, de déclarer qu'ils vont voter en faveur de la proposition du gouvernement. Mais ils n'iront pas aussi loin que moi. Ils ne sont pas prêts à faire ce que je suis prêt à faire. J'ai demandé à l'honorable député de Montmorency s'il voulait seconder ma proposition de garantir 2 millions pour la construction du pont : il n'a pas consenti.

Aujourd'hui, ces Messieurs viennent nous déclarer qu'ils sont prêts à voter en faveur de la proposition du gouvernement. Je sais pourquoi. C'est parce que le *Chronicle* a combattu, ces jours derniers, la position qu'ils ont prise sur cette question. C'est pourquoi vous les voyez aujourd'hui, les uns après les autres, changer d'opinion complètement. Ils sont prêts à voter pour la proposition du gouvernement, lorsque tous, comme un seul homme, se levaient pour rejeter la résolution de l'honorable député de Chateauguay.

M. CASGRAIN.—Je suis prêt à voter pour garantir la somme de 1½ million sans condition pour la construction du pont.

L'honorable M. GAGNON.—J'accepte la déclaration de l'honorable député du comté de Québec. Mais j'ai posé une question à l'honorable député de Montmorency, le grand financier de la gauche, et il ne m'a pas répondu. L'honorable député du comté de Québec dit qu'il est prêt à garantir 1½ million pour assurer la construction du pont. J'accepte sa déclaration, et j'espère qu'il sera plus conséquent, cette fois-ci, que dans une certaine circonstance où il menaçait de ses foudres le gouvernement fédéral, mais il n'a jamais été possible d'obtenir de leurs amis cette faveur pour la province de Québec. Et puis, n'a-t-il pas, avec toute la gauche, l'autre jour, voté contre la proposition de l'honorable député de Chateauguay ? La gauche a donné un vote de parti, et il a suivi ses amis.

Tout ce que je veux aujourd'hui, c'est de faire constater devant la Province, devant le pays, que les premiers hommes publics qui ont travaillé pour la construction du pont devant Québec, sont mes honora-

bles collègues. C'est l'honorable Premier Ministre qui a été le premier à proposer la chose, et à mettre une loi dans statuts pour en assurer l'exécution.

L'honorable député de Québec dit qu'il est prêt à voter 1½ million sans condition pour l'entreprise du pont. Eh bien ! je le répète encore : je suis prêt, moi aussi à voter le même montant. Mais il faut tenir compte des temps et des lieux. L'honorable député de Québec a voté contre les résolutions de l'honorable député de Chateauguay l'autre jour ; pourquoi change-t-il d'opinion aujourd'hui ? C'est l'article du *Chronicle* qui l'a fait changer, mais nous, nous ne sommes pas des hommes qui changeons d'opinion à tout moment. Ce que nous avons pensé il y a un an, nous le pensons aujourd'hui, et ce que nous pensons, nous le penserons encore dans un an. C'est pourquoi nous allons mettre cette loi dans nos statuts ; loi qui va nous assurer la construction du pont devant Québec.

Je veux qu'un pont soit construit à Québec, et aussi longtemps que j'aurai l'énergie et la force nécessaires, je travaillerai pour faire construire ce pont.

L'honorable M. TAILLON.—La résolution du député de Chateauguay, l'autre soir, nous a paru inacceptable. La preuve que nous avons raison est que le gouvernement a senti le besoin de l'amender lui-même. Il y a maintenant devant la Chambre un autre projet de loi. Je ne le crois pas trop onéreux pour le Trésor provincial. La première proposition était inacceptable et ceux de nos amis qui résident à Québec ou qui représentent des comtés avoisinants ont fait preuve d'énergie et d'indépendance en la repoussant.

La mesure qu'on nous soumet aujourd'hui est tellement entourée de garanties que ceux des députés qui subissent l'influence de Québec peuvent l'appuyer. Nous qui ne subissons pas cette influence, il nous est permis d'y avoir objection, n'en déplaise au *Chronicle*, qui n'est pas l'organe d'un parti, mais qui travaille au job.

Il y a quelque chose d'étrange dans ce qui se passe. Ce projet est d'intérêt général et local. Le pont, sans doute, intéresse plus particulièrement Québec et aussi le reste du pays. Comment se fait-il que Québec fasse preuve de tant d'indifférence à l'égard de ce projet ? Tout ce qu'ont fait les autorités municipales a été de demander de l'aide au gouvernement d'Ottawa. J'aurais voulu que le conseil de ville de Québec, que le gouvernement fédéral vinssent, avant nous, offrir quelque secours. C'est

plutôt une entreprise fédérale qu'une entreprise provinciale. Les rôles sont changés : le gouvernement de Québec qui devrait venir le dernier vient le premier.

Les résolutions disent que nous ne serons appelés à payer que quand le conseil de ville de Québec et le gouvernement fédéral auront fait quelque chose : ce n'est pas tout de suite. D'ailleurs, en considérant l'ensemble de ce qui s'est fait ici à ce propos, ma conviction est que nous sommes en face d'un engin électoral. Quand, comment, et avec quel effet fonctionnera-t-il ? L'avenir le dira. Pour moi, en dépit des conseils bienveillants d'une certaine presse, je ne puis accepter le projet de loi.

L'honorable M. PELLETIER.—M. l'Orateur, je crois qu'il n'est pas juste de laisser passer les remarques de l'honorable chef de l'opposition à propos de la ville de Québec, sans faire quelques observations.

La ville de Québec, on peut dire ce que l'on voudra, mais la ville de Québec a fait des sacrifices pour les chemins de fer. Lorsqu'il s'est agi de bâtir le chemin de fer du Lac St-Jean, lorsqu'il s'est agi de bâtir le chemin de fer du Nord, la ville de Québec a souscrit.

Elle peut avoir payé ses souscriptions sous une forme ou sous une autre, mais dans tous les cas, elle a souscrit, et chaque fois que la vieille capitale a été appelée à contribuer pour sa part à une entreprise dans laquelle elle avait un intérêt, elle n'a pas hésité. Et, dans les deux cas que je viens de citer, la souscription votée par la ville de Québec a été unanime pour aider à ces deux grandes entreprises.

L'honorable chef de l'opposition voudrait que ce fût la ville de Québec qui viendrait la première en aide à la construction du pont. Je ne crois pas qu'il ait raison. Cette entreprise sera d'un grand avantage pour Québec, mais elle sera surtout utile à toute la Puissance du Canada ; et il appartiendrait surtout au gouvernement fédéral de prendre l'initiative en votant le premier argent.

Si nous attendons cela, pendant combien de temps attendrons nous ! Depuis combien de temps attendons nous après le gouvernement fédéral ! Depuis combien de temps attendons nous la réalisation des promesses faites par les chefs conservateurs d'Ottawa. Nous attendons depuis des années et encore nous n'avons rien de plus que la promesse faite ici à Québec par sir Hector Langevin et sir Charles Tupper.

Nous avons plus que cela. Nous avons à l'heure qu'il est une compagnie puissante de capitalistes anglais qui est à essayer de se faire incorporer pour bâtir un chemin de fer au Labrador et construire un pont sur le St-Laurent en passant sur l'Île d'Orléans. Que voyons-nous ? Nous voyons l'honorable M. Abbott, le *leader* du Sénat, proposer de renvoyer le bill au comité des chemins de fer pour faire retrancher de la charte de cette nouvelle compagnie cette clause se rapportant à la construction du pont.

Je dis que la compagnie actuelle du pont de Québec n'aurait pas d'objection à ce qu'une autre compagnie demande de construire un pont à Québec, en traversant sur l'Île d'Orléans et je dis que si sir John A. Macdonald et son gouvernement étaient sincères dans leurs promesses ils ne viendraient pas demander au Sénat de retrancher cette clause de la charte de la nouvelle compagnie.

On nous dit que le projet de loi devant nous ne pourra donner, dans l'opinion de ces Messieurs, aucune aide efficace à la construction du pont : si ce projet ne nuit pas à la construction du pont, et si la compagnie actuelle n'est pas capable seule de construire ce pont, pourquoi le gouvernement fédéral ne laisse-t-il pas dans la charte de la compagnie du chemin de fer du Labrador, cette clause qui nous donnera le pont ?

On sait parfaitement bien que le pont a été refusé systématiquement par le gouvernement fédéral, et que toutes les députations n'en ont pu obtenir aucune promesse de sir John A. McDonald. Lorsque le gouvernement fédéral veut tuer une mesure qui ne lui plaît pas, soit à la Chambre des Communes soit au Sénat, et qu'il ne veut pas en prendre la responsabilité à la Chambre des Communes, il lui fait donner son coup de mort au Sénat. Mais on ne nous trompera pas par ces échappatoires. Le gouvernement a une majorité à la Chambre des Communes à Ottawa. La solidarité ministérielle ne peut pas être divisée, et je dis qu'il est regrettable que le leader du Sénat prenne cette position.

Nous avons vu les honorables députés de Beauce, de Montmorency, du comté de Québec et de Gaspé faire aujourd'hui ce que l'honorable député de Bellechasse a eu le courage de faire l'autre jour. (Appl)

Ces honorables Messieurs viennent nous dire, et l'honorable député de Gaspé le dit avec les autres : Nous ne connaissons pas la politique du gouvernement, et maintenant que nous la connaissons, nous sommes pour cette politique. Eh bien ! rappelons-nous les résolutions de l'honorable député de Chateauguay. Ce ne sont pas celles sur lesquelles nous

avons voté. Car l'honorable chef de l'opposition a proposé comme amendement, secondé par l'honorable député de Sherbrooke que les mots suivants, dans la première résolution, " et que cette Chambre approuverait volontiers toute nature qui lui sera soumise pour aider la construction de ce pont," soient retranchés.

Et l'honorable Premier Ministre a proposé comme sous-amendement que tous les mots après " Que," dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants: " et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer libéralement, et dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cette égard.

Ce sous-amendement mettait l'honorable chef de l'opposition et ses amis en état de juger si la mesure proposée étant acceptable, oui ou non. Ce sous-amendement leur faisait connaître la politique du gouvernement. Cependant ces honorables Messieurs n'étaient pas prêts l'autre soir à rencontrer ce sous-amendement de l'honorable Premier Ministre. Ils n'avaient pas eu de caucus et ils étaient décidés de voter contre le pont, et ils ont voté. Ces honorables messieurs ne savaient pas une chose qu'ils savent aujourd'hui. C'est qu'à l'heure qu'il est, il y a un *tolle* général dans le district de Québec contre ceux qui ont voté contre les résolutions l'autre jour. (Appl.)

Aujourd'hui ils sont pour le pont. Je les en félicite. Tout en les félicitant faisons la part de chacun.

L'honorable député de Montmorency n'a pas parlé avec cette abondance et cette hardiesse qui le caractérise d'ordinaire, mais avec des paroles d'hésitation qu'on entendait à peine dans cette Chambre, il a exprimé la position qu'il prend aujourd'hui. Il nous dit qu'il a toujours été en faveur d'un pont devant Québec, et qu'il est encore aujourd'hui en faveur du pont. On voit dans ses paroles qu'il est forcé aujourd'hui par ses électeurs d'agir comme il le fait. (Appl.)

Il est forcé de prendre cette position-là; et quelle sera la position de ce Monsieur et de ses amis devant le public? Aujourd'hui, il nous aide à voter une subvention pour construire le pont, mais ceux qui ne sont pas du district vont voter contre la mesure et il restera acquis que l'autre soir ils ont tous voté contre la résolution en faveur du pont.

Il y a une autre chose encore. Il s'est écoulé un temps suffisant depuis l'autre jour pour permettre à ces Messieurs d'entendre les cris de

réprobation de leurs électeurs qui désapprouvaient leur conduite, et ils sont obligés de venir devant cette Chambre et se donner à eux-mêmes un démenti pour le vote qu'ils ont donné l'autre soir. Ils viennent nous dire qu'ils sont en faveur du pont, et cependant l'autre soir ils votaient contre. Leurs électeurs auront de la misère à comprendre et à expliquer leur conduite.

Aujourd'hui, ils sont prêts à voter deux millions. Nous prenons acte de ces paroles. Mais nous voyons de ce côté de la Chambre, nous voyons ceux qui sont obligés, pour ne pas être écrasés dans leurs comtés, d'être en faveur du pont voter avec nous.

Que vont faire les autres ? Ils vont voter avec le chef de l'opposition, c'est-à-dire ils vont voter contre les résolutions. Et quand nous viendrons devant l'électorat, ils nous diront qu'ils ont été obligés de se séparer de leur parti sur cette question, mais que leur chef est contre le pont. (Appl)

Si ces honorables Messieurs veulent demander un peu de temps pour s'accorder ensemble, je suis prêt à le leur accorder. Qu'ils tombent d'accord ! Mais, jusqu'à présent l'accord ne règne pas parmi eux. Nous ne devons pas ignorer une chose : Si ces Messieurs votent en faveur du pont, les chefs de leur parti sont contre le pont.

Qu'est-ce que ces Messieurs vont faire devant les électeurs ? Vont-ils promettre aux électeurs de leur donner le pont ; Mais on va leur répondre péremptoirement : Vos chefs sont contre le pont : vous allez être isolés dans votre parti. (Appl).

Donc, Messieurs, s'il y a moyen que vous tombiez d'accord ensemble avec le député de Bellechasse, tâchez de vous accorder. Pour ma part je suis prêt à donner un peu de temps à ces Messieurs pour qu'ils s'organisent, pour qu'ils discutent la question entre eux et qu'ils viennent à s'entendre, et qu'à la première occasion qu'ils auront, ils puissent prendre sur cette question une position définie.

Mais que va dire le *Courrier du Canada*, d main ? Lui qui félicitait ces Messieurs de leur courage en votant contre la résolution du pont, quant ils viennent déclarer d'une manière toute pénitente : " Nous avons péché en votant contre la résolution du député de Chateauguay ; nous allons tâcher de réparer notre erreur en votant pour la mesure du Premier Ministre. Mais il restera acquis que lorsqu'une première mesure a été proposée en faveur du pont, ils ont voté contre, mais que, forcés par leurs électeurs, ils sont obligés de se séparer de leur parti. Et lorsqu'on vient nous dire : Cette question du pont est un engin d'élection, je dis que c'est

un engin qui a effrayé ces Messieurs de l'autre côté et a mis la désolation dans leurs rangs. Ils sont divisés à l'heure qu'il est ; ils n'ont pas de politique définie à nous offrir.

L'honorable député de Beauce nous disait l'autre jour que d'après lui et l'honorable chef de l'opposition, la Province n'avait pas les moyens de s'engager dans une pareille entreprise. Même le *Courrier du Canada*, cet organe de l'opposition à Québec,—c'est un organe fidèle, ce n'est pas comme le *Chronicle*, qui peut écrire suivant le nombre de jobs qu'il reçoit, le *Courrier du Canada* n'est pas comme *Le Canadien*, c'est un journal dont les principes ne varient jamais—le *Courrier du Canada* s'est exprimé comme suit dans un magnifique article, intitulé : “ La question du pont.”

“ Nous félicitons cordialement l'opposition du courage qu'elle a montré en votant contre les résolutions de M. Robidoux sur la question du pont.

“ Oui, l'opposition a bien agi, a bien voté, et nous le disons sans crainte, et nous approuvons nos amis malgré les criailleries de gens qui ne voient pas plus long que leur nez, et qui ne connaissent rien du tout de l'effrayante situation financière où se trouve la province de Québec.

“ Comment ! c'est à l'heure où, par suite d'une série d'extravagances, de gaspillages, de tripotages sans précédent, le gouvernement Mercier a mis nos finances dans l'état le plus déplorable où elles aient été depuis la Confédération, c'est au moment où la Province voit sa dette augmentée de CINQ MILLIONS en trois ans, au moment où nous en sommes réduits à détourner les dépôts des compagnies de chemins de fer pour payer les dépenses extraordinaires, où notre budget de dépenses ordinaires s'est augmenté de \$700,000 en trois exercices, où notre budget de dépenses totales, de \$3,691,000 qu'il était en 1886 est monté à \$5,124,000 en 1889, c'est dans de telles circonstances que notre ministère d'aventure, dans un but de propagande électorale, s'en vient tranquillement déclarer qu'il est prêt à construire le pont de Québec !! Une entreprise qui coûtera plusieurs millions : cinq ou six millions !!! Et il offre une garantie d'intérêt sur un million !

“ Allons donc ! nous prend-on pour des enfants ? Croit-on nous aller avec ce misérable leurre ?

“ Le devoir de l'opposition, à l'heure qu'il est, est de s'opposer à toute nouvelle dépense non indispensable. Le gouvernement Mercier a trop gaspillé pour avoir les moyens de faire des largesses.

“ L'opposition a donc accompli un devoir de patriotisme en s'opposant à la résolution de M. Robidoux qui se lisait comme suit :

Résolu, Que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le St. Laurent, à ou près de Québec, serait grandement avantageux à cette Province et à la Puissance en général. Cette Chambre approuverait volontiers *toute mesure* qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont.

Qu'une adresse basée sur ces résolutions soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

“ Cette Chambre approuverait *toute mesure* que le gouvernement proposera, etc. *Toute mesure* ! Croit-on que l'opposition devait donner au cabinet Mercier un pareil blanc-seing ? Avec cette résolution, M. Mercier pouvait proposer un emprunt de \$1,000,000 pour bâtir le pont.

“ Nos amis n'ont pas voulu se lier ainsi les mains. Et quoique plusieurs d'entre eux soient des avocats déclarés de l'entreprise, ils n'ont pas voulu démentir sur cette question particulière ce qu'ils soutiennent depuis deux ans : c'est-à-dire que le gouvernement Mercier ruine la Province par ses folles dépenses, et que bien loin de pouvoir grever le budget de dépenses nouvelles, il importe de le dégrever au plus tôt pour un montant de \$400,000 à \$500,000.

“ Voilà la politique de l'opposition. Elle y a été fidèle vendredi soir, et nous applaudissons à sa détermination.”

Est-ce que ces honorables Messieurs ne voient pas plus long que leur nez aujourd'hui. Est-ce qu'ils ne connaissent rien du tout de l'effrayante situation financière où se trouve la province de Québec.

Nous avons entendu ces Messieurs nous dire l'autre soir : La Province est trop pauvre pour bâtir le pont. Comment se fait-il aujourd'hui que vous ayez trouvé des fonds assez considérables pour bâtir ?

M. LEBLANC.—Pon ! le pont est bâti !

L'honorable M. PELLETIER.—Le pont n'est pas bâti, mais le pont se bâtra, malgré vous et vos amis. (Appl.)

C'est bien malheureux que ces Messieurs n'aient pas voté comme cela l'autre soir. Nous aurions demandé au gouvernement d'aller plus loin dans la politique généreuse où il s'engage. Moi pour un,—et si les honorables Messieurs veulent me le permettre, je l'ai déclaré l'autre soir—moi j'étais prêt, et il y avait plusieurs députés de cette Chambre qui étaient

prêts comme moi à demander une garantie au gouvernement, non pas une garantie sur un million de piastres, mais sur trois millions.

L'autre soir nous avons été témoins d'un drôle de spectacle. On disait : Vous allez trop loin pour la construction du pont, prenez garde, vous allez ruiner la Province. Et maintenant l'honorable député de Beauce nous dit : Ce projet de loi n'est pas suffisant ; ce n'est pas assez tangible pour assurer la construction du pont : Il paraît que l'autre soir, on allait trop loin et il paraît qu'on ne va pas assez loin maintenant.

Mais on dit : la politique du gouvernement n'était pas connue. La politique du gouvernement était parfaitement connue. Le Premier Ministre avait dit ce qu'il entendait faire devant la députation qui était allée le rencontrer. La déclaration du Premier Ministre avait été reproduite textuellement dans les journaux du soir. Les honorables députés l'avaient lue et ils disaient : C'est effrayant ce que vous allez faire là ! Et aujourd'hui, ce n'est pas suffisant. J'invite ces honorables Messieurs à expliquer leur conduite.

L'honorable M. TAILLON.—C'est trop pour la Province et pas assez pour le pont.

L'honorable M. PELLETIER.—Ce n'est pas suffisant si le gouvernement fédéral persiste dans sa mauvaise volonté. Il n'y a pas de question là-dessus. Si le gouvernement fédéral ne veut pas nous aider, cette construction ne se fera pas. Mais il y a quelque chose dans cette question de la construction du pont sur laquelle on peut compter. Si le gouvernement fédéral veut faire sa part, on aura le pont, mais s'il ne le veut, il y a une proposition faite ici au gouvernement d'Ottawa qui dit : Remplissez vos promesses et nous remplirons les nôtres. Voici une promesse pour nous. Nous ne sommes pas obligés de le construire, mais nous nous engageons à voter tant pour qu' nos responsabilités soient moins grandes. C'est au gouvernement fédéral à dire maintenant ce qu'il entend faire de cette proposition.

J'espère que le gouvernement fédéral pendant la présente session nous dira ce qu'il entend faire sur cette question et si, d'ici à la fin de la session fédérale, nous n'avons aucune nouvelle, si nous n'avons aucune réponse à notre proposition, si les journaux conservateurs nous disent qu'il n'y a pas de nouvelles d'Ottawa, il y a une chose qui restera acquise : c'est que le gouvernement de la province de Québec a fait son devoir et a proposé au gouvernement fédéral de l'aider dans la construction du pont à Québec.

L'honorable chef de l'opposition a dit que c'est à la ville de Québec à faire quelque chose. Suivant lui, la ville de Québec n'a rien fait. La ville de Québec est pauvre. La ville de Québec n'est pas une ville riche comme Montréal, mais la ville de Québec est prête à faire son devoir sur cette question. Et demandez à n'importe quel citoyen, et demandez à n'importe quel conservateur que vous rencontrez sur la rue : il ne sont pas capables de comprendre la conduite de leurs amis ici l'autre soir. Les meilleurs amis de la cause conservatrice, malgré qu'ils ne soient pas nombreux à Québec, il y en a encore quelques-uns cependant, vous diront ce qu'ils pensent de la conduite de leurs amis en Chambre. Tous sans distinction ne savent que penser et blâment leurs amis du vote qu'ils ont donné.

M. l'Orateur, je dois vous dire, pour ma part, que je suis content de ce qui vient de se passer aujourd'hui. Nous avons soutenu la politique du gouvernement. On a voulu probablement tâcher de soulever des préjugés dans une autre partie de la Province.

En tâchant d'opposer un front uni on a réussi, moins un qui n'a pas voulu rentrer dans les rangs. Ce brave en a amené d'autres qui viennent aujourd'hui lui donner la main. Au nom de la ville de Québec, au nom de ses électeurs, je lui dis merci.

Il pourrait arriver que l'on reprocherait durant les élections leur conduite à ceux qui font cette démarche aujourd'hui. On la leur reprochera mais la gloire en restera à ceux qui ont eu le courage de soumettre cette politique à la Chambre.

La ville et le district de Québec se souviendront que durant la session de 1890, le gouvernement Mercier a mis dans nos statuts la première loi qui pourra nous donner une aide d'une manière tangible qui nous permettra de gratifier la ville et le district de Québec de cette construction grandiose désirée depuis si longtemps.

Les électeurs, à n'importe quel parti qu'ils appartiennent, tous les hommes de cœur, sous un drapeau ou sous un autre, seront reconnaissants au gouvernement Mercier pour ce qu'il a eu le courage de faire.

Moi, comme un des jeunes, qui espère en l'avenir, qui ai foi dans mon pays, je remercie le gouvernement de ce qu'il fait à l'heure qu'il est pour la ville de Québec, pour la vieille capitale afin de la sortir de l'ornière dans laquelle l'ont laissée depuis si longtemps les gouvernements conservateurs. C'est le gouvernement actuel qui nous tend la main. Nous en serons

reconnaissants. Encore une fois merci, et la ville de Québec s'en souviendra.

L'honorable M. BLANCHET observe que les remarques du député de Dorchester, après celles du Secrétaire Provincial, sont une justification de la conduite tenue l'autre soir par les députés de l'opposition. Toute cette affaire est une tactique électorale.

M. LUSSIER parle contre les résolutions. Il met le gouvernement en garde contre l'augmentation des dépenses et dit que le peuple commence à s'alarmer.

L'honorable M. MERCIER.—(Appl.) M. l'Orateur, ces applaudissements que j'apprécie ne m'engageront pas, je l'espère, à parler longtemps. J'ai l'intention d'être bien court et de terminer ce débat aussitôt que possible.

Je ne partage pas, je regrette de le dire, l'opinion de mon ami le député de Dorchester, qui a semblé cette après-midi, exprimer du mécontentement de voir la position prise aujourd'hui par quelques-uns de nos amis de la gauche et je suis toujours heureux des conversions et, sous quelque forme et dans n'importe quelles circonstances qu'elles se présentent, je suis toujours prêt à les applaudir, parce que pour moi, conversion veut dire progrès.

Il est bien vrai que ces conversions peuvent paraître étranges pour certaine partie de notre population, surtout de la population qui est éloignée de Québec, celle qui va lire les rapports des journaux qui seront publiés demain matin. Aussi, par exemple, on va trouver bien étrange que mon ami le député du comté de Québec, un homme aussi logique, occupant une position professionnelle aussi distinguée, ne faisant jamais de concession à ses adversaires, ait jugé à propos de faire une volte-face aussi complète que celle qu'il a faite aujourd'hui.

Mais cela ne m'étonne pas. Je ne donnerai pas pour raison ce qui a été donné cette après-midi par quelques-uns de mes amis, c'était peut-être un peu trop injuste. Soyons justes. Il ne faut pas pousser la malice jusqu'à dire que le *Morning Chronicle* gouverne la province de Québec. Mais je ne suis pas de l'opinion que le *Chronicle* gouverne la Province et que le Dr Stewart est capable de faire changer de front mon ami du comté

de Québec. Je ne suis pas de cette opinion-là. Mais je crois qu'à la place du *Chronicle*, on doit placer les électeurs du comté de Québec.

Je crois que les électeurs du comté de Québec ont beaucoup plus d'influence sur la manière de voir de mon ami le député du comté de Québec que le Dr Stewart et le *Chronicle*.

Il n'y a pas de doute qu'un de ces moments de fidélité oppositionnistes ait entraîné mon ami, avec le grand cœur qui le caractérise, à ne pas abandonner son chef dans un moment de danger.

Le député du comté de Québec a sacrifié son comté et ce district à l'esprit de parti ; il n'y a pas de doute là-dessus. Pourquoi n'a-t-il pas été en faveur du pont ? Il l'était, il l'est aujourd'hui. L'autre soir, il se disait : Pour qui vais-je être ? J'ai le chef de l'opposition, un homme aimable, que j'aime, que j'ai toujours servi fidèlement, auquel j'ai toujours été loyal ; c'est un bon camarade, avec lequel je m'amuse, avec lequel je travaille, avec lequel je sympathise. Je l'ai mis à ma gauche, du côté du cœur. À l'autre côté, du côté du foie, j'ai le pont. Le pont, le rêve de ma vie. Ce pont qui m'a fait dire, en 1885, à l'assemblée de la Salle de Musique : " Pas de pont, pas de vote," qui m'a fait dire " qu'il fallait avoir le pont ou que tout le parti disparaîtrait." Je me trouve donc placé entre ces deux grandes amours de ma vie : le chef de l'opposition et le pont. Il faut que j'en sacrifie un. Vais-je sacrifier le chef de l'opposition ? ou vais-je sacrifier le pont ?

Mon ami a hésité ; C'était naturel qu'il hésitât. Il a hésité, l'un étant un homme de cœur, sympathique, qu'il aime, l'autre étant une grande machine en fer qui traverse la rivière. Ça ne lui disait pas grand'chose, au point de vue des sentiments. Alors, réflexion faite, il a sacrifié le pont, pour suivre le chef de l'opposition.

C'est naturel, mais ses électeurs lui ont dit : Ecoutez, on aime bien le chef de l'opposition ; c'est un charmant homme, c'est un homme d'esprit, un homme éloquent ; c'est un homme qui conduit bien son parti, malgré ce qu'en dise le *Chronicle*, mais enfin, nous, les électeurs du comté de Québec, malgré toute l'estime et la vénération que nous avons pour le chef de l'opposition, nous préférons le pont, et nous vous disons, M. le député du comté de Québec, vous n'avez pas besoin de mettre les pieds dans le comté, si vous maintenez votre position. Sacrifiez le chef de l'opposition et soyez en faveur du pont. Croyez ou mourez ! Alors mon ami le député du comté de Québec a dit : J'aime mieux croire que mourir. (Appl.)

Alors, M. l'Orateur, cela fait qu'aujourd'hui, il s'est entendu avec le chef de l'opposition et il lui a dit : J'espère que vous ne serez pas trop choqué, il faut que je sois pour le pont. Je me suis prononcé l'autre jour ; mais j'ai eu un moment de faiblesse ; pardonnez moi, il faut que je sois en faveur du pont. Et le chef de l'opposition, avec ce grand cœur qui le caractérise, a dit : Soyez en faveur du pont et contre moi. (Appl.)

Et M. le député du comté de Québec a été aujourd'hui en faveur du pont, malgré que, l'autre jour, il fût contre le pont.

Maintenant, arrivons à mon ami le député de Gaspé. J'avoue que voilà un sujet des plus difficiles à traiter. Je ne pense pas que le changement qui s'est fait dans sa position lui ait été imposé par ses électeurs.

Je ne pense pas que les électeurs de Gaspé aient eu le temps de communiquer avec lui sur ce sujet important, surtout les électeurs des Iles de la Magdeleine, parce que si les habitants des Iles de la Magdeleine avaient une opinion à exprimer en faveur d'un pont, je crois qu'ils demanderaient ce pont entre les Iles et la terre ferme. Je ne pense pas que mon ami du comté de Gaspé ait eu le temps de communiquer avec ses électeurs à ce sujet.

C'est ce qui m'embarrasse un peu pour expliquer le changement qui a eu lieu, et mon embarras est d'autant plus grand que mon ami le député de Gaspé n'est pas dans l'habitude de changer d'opinion, et je me suis demandé toute l'après-midi, en l'écoutant parler, en étudiant avec soin toutes ses observations, pesant toutes ses remarques, mettant le pour et le contre, quel pouvait être le motif qui l'avait décidé à faire cette volte face, lui qui n'en fait jamais. J'ai cherché longtemps. Cela m'a pris un peu de temps avant de pouvoir entrevoir la situation. Je n'ai peut-être pas complètement réussi, M. l'Orateur, à bien me rendre compte de la situation, mais à défaut de meilleure explication, je vais offrir celle-ci

Tout le monde sait que le *Chronicle* est l'organe de M. le député du comté de Gaspé. Tout le monde sait que le *Chronicle* désire voir mon ami de Gaspé arriver chef du parti. Tout le monde sait que, depuis longtemps, le Dr. Stewart a un faible, bien naturel d'ailleurs, très légitime pour le député de Gaspé. Et vous savez comment il s'est exprimé : qu'il était inutile pour le parti conservateur actuel de l'opposition d'essayer d'aller devant le peuple avec le chef actuel ; qu'il fallait faire un changement et que ce changement devait être fait ou en faveur du député du comté de Québec ou en faveur du député du comté de Gaspé, et malgré qu'il eût beaucoup de sympathie pour les deux, il avait l'air toujours à donner la préférence, une préférence assez sensible, à mon ami le député de Gaspé.

Conséquemment le député de Gaspé voyant son organe—car c'est son organe, je ne dirai pas salarié, mais enfin c'est son organe—se prononcer d'une manière aussi énergique en faveur du pont et contre ceux qui avaient trahi ce pauvre pont, a cru que le meilleur moyen de conserver ses chances à la succession future du chef de l'opposition, c'était de se rallier le plus tôt possible au pont.

Mon ami, en homme bien habile, comme tout le monde le sait, s'est empressé de renoncer à son vote et d'abandonner la position qu'il avait prise l'autre jour et de se déclarer en faveur du pont aujourd'hui.

C'est la seule explication que je puisse offrir, et je la crois rationnelle. Et aussi je m'attends à voir, surtout après les déclarations du chef de l'opposition, le *Chronicle* revenir plus fort que jamais en faveur de la candidature de mon ami le député de Gaspé, comme chef du parti, et déclarer que, le jour où le pont sera construit ce ne sera pas le député de Montcalm qui y passera le premier au nom du parti conservateur, mais ce sera le député de Gaspé qui sera alors acclamé comme le chef de la grande armée conservatrice.

Vient ensuite mon ami le député de la Beauce. Mon ami le député de la Beauce est bien un des hommes les plus aimables que je connaisse, estimé de tout le monde, populaire avec tous, pour ma part gentilhomme parfait et bien connu de tout le monde.

Mais l'honorable député de la Beauce, malgré toutes ses immenses qualités, a eu un grand tort, ça été de faire reproduire son discours dans le *Canadien*, son discours de l'autre soir. Le député de Gaspé a été plus prudent. Il a bien fait un discours, mais il a eu le soin d'en supprimer la publication, pas pour la Chambre, mais pour le public. Mon ami de la Beauce qui, sans être moins intelligent, est quelque fois peut-être plus imprudent, a livré son discours à ce bon M. Tarte, et ce bon M. Tarte l'a publié.

Nous avons entendu aujourd'hui mon ami de la Beauce se déclarer en faveur du pont et nous dire que jamais il n'avait hésité sur la question du principe.

Cependant mon ami a cru qu'il y avait là une question de principe, et vous allez voir, M. l'Orateur, dans les quelques citations que je vais faire de son discours, que je trouve dans le *Canadien* du 26 de mars, comme mon ami était sérieux sur les principes dans la question du pont ; et comparons cela avec sa position d'aujourd'hui :

“ Que la ville de Québec fasse entendre sa voix ; qu'elle dise qu'elle s'intéresse à l'entreprise et qu'elle est prête à y souscrire ; qu'elle fixe le chiffre de sa contribution. Que l'on nous dise aussi quel sera le coût probable des travaux à faire et que l'on nous donne des renseignements pratiques et officiels sur les sources de revenu sur lesquelles on compte. Nous, les députés des comtés ruraux serons alors en position de donner une opinion intelligente sur la question, au lieu de nous enrégimenter naïvement à la suite du Premier-Ministre dans un mouvement de parti dont les fils sont trop visibles pour tromper le public.”

Ainsi, pour que mon ami consente à s'enrégimenter naïvement dans les fils trop visibles du Premier-Ministre, il faut que la ville de Québec dise ce qu'elle va souscrire, qu'elle fasse entendre sa voix. Quel sera le coût probable du pont ? Est-ce que cela a été fait aujourd'hui pour qu'il soit en faveur du pont ?

Plus loin, il ajoute :

“ Que, dans l'intervalle, le gouvernement se mette sérieusement à l'œuvre ; qu'il introduise dans l'administration des affaires de la Province l'économie qu'il a prêchée quand il siégeait dans l'opposition ; qu'il ne jette plus l'argent par les portes et les fenêtres pour le bénéfice d'un petit nombre ; qu'il se montre plus soucieux des véritables intérêts du peuple en général et je lui donnerai mon concours lorsqu'il s'agira d'assurer d'une manière efficace l'entreprise dont il est question ”

Nous n'avons rien fait de tel, et il nous donne son concours. Je l'en remercie.

“ Que ferait l'honorable Premier Ministre lui-même s'il était chef du gouvernement fédéral et si les électeurs de Québec et du district condamnaient sa politique générale et lui faisaient une guerre sans merci ? Leur accorderait-il beaucoup de faveurs ?... ..

“ Je lui ai répondu : Oui.”

“ Alors, il disait, pourquoi l'honorable Premier Ministre n'adopte-t-il pas la même règle ici ? ”

Je ne l'ai pas adopté, et lui a adopté la résolution.

Plus loin mon ami dit :

“ Je suis d'avis que le gouvernement ne devrait pas nous demander, dans l'état actuel de la question, de reconsidérer le vote que nous avons

donné en 1888, et qu'une aide pour la construction du pont près de Québec pourrait être regardé sans danger jusqu'à ce que la ville elle-même se soit prononcée sur cette question."

La ville ne s'est pas prononcée et mon ami se prononce. Et plus loin :

" Le gouvernement peut, s'il le veut, réduire nos dépenses ordinaires de trois à quatre cent mille piastres par année sans nuire à l'efficacité du service public. Qu'il réduise les dépenses au chiffre auquel il était porté sous le gouvernement Ross-Taillon, et nous pourrons alors voter facilement non-seulement une garantie d'intérêt, mais une somme généreuse pour aider et assurer l'exécution de l'entreprise projetée."

On n'a rien fait de pareil, et l'honorable député est en faveur du pont. Trois ou quatre jours de différence ont changé sa manière de voir.

" Affirmer que nous sommes prêts dans le moment à augmenter sans restrictions les obligations de la Province et sans espérance de mettre fin au système d'extravagance que nous subissons depuis trois ans, c'est nous forcer de déclarer que nous sommes disposés à recourir à un nouvel emprunt et je refuse, pour ma part, de contribuer à conduire la Province dans une voie dangereuse dont nous ne pourrions infailliblement sortir qu'en recourant à la taxe ou à un résultat encore plus désastreux."

Je le félicite, et je félicite l'honorable député de Bellechasse. Il a décidé mon ami de la Beauce à consentir à de nouveaux emprunts, à consentir à la ruine du pays, pour avoir le pont. C'est un succès, c'est un véritable succès, et j'aurais travaillé dix ans de ma vie pour décider un adversaire à une conversion aussi extraordinaire que celle-là et je n'aurais pas réussi, sans avoir le concours de mon ami de Bellechasse, pour arriver à ce résultat. C'est une coalition nouvelle et j'espère, quand le pont sera construit, que nous passerons, le député de Bellechasse et moi tenant notre ami de la gauche au milieu de nous, sur le pont, pour montrer quel succès notre politique a eu dans le pays. (Appl.)

J'avoue que je ne m'attendais pas à moins de la part de mon ami de Beauce. Tout le monde le sait, c'est un esprit éclairé. Je crois sincèrement que c'est un patriote véritable et sincère et, malgré son erreur de l'autre soir, je savais qu'il reviendrait. Il a beau chercher à repousser ma politique, il a beau chercher à me fuir, c'est une fatalité, il faut qu'il m'arrive un jour ou l'autre. (Appl.)

Et je sais que c'est plus fort que lui, c'est un esprit essentiellement conservateur, et un esprit essentiellement conciliateur. C'est un homme

qui n'aime pas les abîmes, mais qui aime les ponts, et je sais qu'il est de ma politique. Il aime à faire disparaître ces abîmes qui nous séparent; qui séparent Lévis et Québec, qui séparent les rives des lacs, des rivières, des fleuves, qui séparent les hauteurs des montagnes. Il est en faveur de cette politique que j'ai inaugurée afin de réunir tous les hommes qui ont du cœur, et s'il est nécessaire pour les réunir afin qu'ils se donnent, la main, de jeter des ponts sur les abîmes, il est d'opinion de les jeter afin de combler tous ces abîmes, afin de réunir tous les habitants de la province de Québec en faveur de ma politique. (Appl.)

Je sais qu'il ne l'admettra pas ce soir, mais il a fait un pas énorme dans ce sens-là.

Et le fait est qu'il va voter pour nous. Cette fois-ci, il prend le pont pour prétexte, et avant longtemps, vous verrez qu'il s'empressera de prendre n'importe quel prétexte pour prouver au pays qu'il est un patriote sincère. (Appl.)

J'arrive maintenant à mon ami le député de Montmorency.

J'avoue que celui-là est difficile à traiter. Je comprends que mon ami de Gaspé change sur les questions de détails, mais pas sur les questions de principe. Sur les questions de détails je comprends cela. Esprit cultivé, philosophe distingué, politicien habile, il doit mettre les détails de côté, jamais sacrifier ses principes. Mais d'un autre côté, jamais sacrifier le pays à un détail. Il a même dit en 1879—j'en ai le souvenir profondément gravé—qu'il n'était pas de l'opinion de ceux qui disaient ! Perisse la patrie pour un principe ! pour arriver à dire qu'il ne faut pas sacrifier le pays pour ses principes : il faut que les principes sacrifient tout au pays.

Aussi je n'ai pas été étonné quand mon ami a déclaré qu'il changerait d'idée. Je n'ai pas été étonné que mon ami du comté de Québec, qui a d'autres principes que mon ami de Gaspé, changeât d'opinion en faveur de celle que j'ai donnée. Je n'ai pas été surpris que mon ami le député de la Beauce changeât lui aussi d'opinion sur cette question, après les raisons que j'ai données, parce que ce sont des hommes pratiques, et que leur amour des principes tout respectable qu'ils soit, tout profondément gravé qu'il soit, n'est pas tellement, tellement enraciné pour les aveugler au point de leur faire sacrifier la patrie à un prétendu principe abstrait. Mais j'avoue que quand j'ai entendu mon ami de Montmorency—je vais employer une expression énergique qui rend ma pensée—j'ai été ébahi.

Jamais je n'aurais cru qu'un homme comme le député de Montmorency pût tourner si court que cela. C'est trop court. Il vous a fait une volte-face avec une désinvolture que l'on n'a jamais vue. Et j'ai été tellement étonné que j'ai demandé à mon voisin si c'était bien le député de Montmorency. On m'a rassuré, on m'a dit que oui.

Je me suis dit alors : Qu'est-ce qu'il y a donc. J'ai cherché longtemps, longtemps à m'expliquer ce changement, mais j'avoue que je n'ai pas réussi. Seulement je l'ai écouté avec beaucoup d'attention pour bien comprendre ses explications, et j'avoue que je n'y ai rien compris. Ça été exactement la position sous une autre forme qui s'est présentée, il y a quelques années, au Conseil législatif.

Un membre du Conseil était chargé d'expliquer un projet de loi. Il le fit avec une habileté extraordinaire, et cita même toutes les autorités respectables sur le sujet, en Angleterre et aux Etats-Unis. Et puis quand il eut fini, mon ami le conseiller de Montarville qui était alors le chef de l'opposition se leva et félicita son préopinant de la manière habile dont il avait défendu sa cause et lui dit : " Je n'ai qu'un regret, honorables Messieurs, c'est que ce beau discours, je l'ai écouté avec soin, mais je n'y ai rien compris " L'autre crut devoir être aussi poli, et répondit prestement : " Moi non plus."

J'avoue que c'est exactement ce qui s'est passé entre mon ami et moi. Je suis sûr qu'il n'a rien compris à ses explications et moi non plus. Mais, vous avez remarqué, M. l'Orateur, avec quelle difficulté il a procédé. Il n'était pas sur les finances là, il ne brassait pas les millions et il n'accumulait pas les déficits ni les surplus, il ne ramassait pas l'argent à pleines mains, il ne brassait pas dans le Trésor public : pas du tout, il parlait du pont.

Il me faisait l'effet d'un homme qui n'est pas bien sûr s'il doit se risquer à passer sur ce pont. Il marchait avec lenteur ; il y allait avec une répulsion toute spéciale. Chaque mot qu'il prononçait, chaque pas qu'il faisait lui coûtait un effort suprême et on comprenait, M. l'Orateur, que nous étions en face d'un de ces phénomènes extraordinaires où un homme veut bien tourner, pourvu qu'il ne tourne pas trop vite. Il est bien prêt à changer d'opinion, pourvu qu'on lui donne le temps de changer d'opinion. Il veut bien passer un pont, mais à la condition qu'on lui prouve qu'il est bien solide. Mais il a fini par passer, et il est arrivé de l'autre côté, je ne dirai pas où, à Beaumont, à Lévis ou à la Chaudière, parce que ce point-là n'est pas décidé.

Il n'est pas encore bien sûr si le pont traversera à l'Île d'Orléans, ou de Québec à Lévis, ou du Cap-Rouge à la Chaudière. Il n'est pas encore décidé où passer le pont. Il aime bien avoir un pied à terre à l'Île d'Orléans, parce que cela fait partie du comté de Montmorency.

Nous ne savons pas exactement s'il consentirait à poser son pied auguste sur le pont de Québec, avant que le ministère lui déclare s'il sera bâti sur l'Île d'Orléans ou ailleurs. Nous n'avons pas voulu répondre. Qu'il me pardonne bien ma discrétion, j'espère qu'il ne m'en voudra pas. Mais, après beaucoup d'hésitation il a consenti à dire qu'à quelque endroit que le pont passerait il y consentirait.

Je l'en remercie. C'est un sacrifice énorme, et j'espère que ses électeurs s'en souviendront. Tout de même, il ne faut pas oublier cette volte-face à laquelle nous avons assisté cet après-midi ; et pour laquelle j'offre mes sympathies toutes sincères, et pour laquelle je leur offre l'expression de mon admiration sincère. Car enfin, s'ils ont fait une volte-face, ils l'ont faite dans l'intérêt du public, ils l'ont faite d'une manière désintéressée.

Laissons de côté cette question badine ; et arrivons au côté sérieux. On a dit, et on l'a dit sérieusement de l'autre côté de la Chambre, le chef de l'opposition l'a dit, le député du comté de Québec, le député de Beauce, le député de Gaspé et le député de Montmorency l'ont dit, et si d'autres avaient parlé, ils l'auraient bien dit qu'ils étaient contre le pont l'autre jour. Savez-vous pourquoi ? Parce qu'il n'y avait pas de prix défini. Et aujourd'hui savez-vous pourquoi ils sont en faveur que l'on dépense un million ? Parce qu'il y a un prix. Seulement ces Messieurs paraissent avoir oublié les règles de la logique. L'autre jour, ils se sont prononcés contre le principe du pont, contre le principe de la construction du pont

Du côté de l'opposition. Non ! Non !

L'honorable M. MERCIER.—Que nos amis, je les en prie dans leur intérêt ne disent pas non. Ils pourront dire non, mais quand j'aurai fait ma preuve, le public dira oui. Qu'ils attendent donc que j'aie fait ma preuve.

L'autre jour, il s'agissait de la motion de mon ami le député de Châteauguay. Disons en passant qu'il était difficile de recevoir une gracieuseté plus parfaite que celle qui nous a été donnée dans cette occasion. On avait fait courir les bruits, M. l'Orateur, que les députés dans le district

politique de Montréal étaient opposés à cette affaire. Je me rappelle que même un journal l'a dit. Partout dans tous les coins on disait : Mercier n'osera jamais, au grand jamais, amener des résolutions en faveur du pont de Québec, parce que les députés de Montréal sont contre. Ils vont être unanimes à voter contre : conséquemment nous sommes délivrés. Nous ne serons pas appelés à nous prononcer pour ou contre le pont.

Ça se disait non seulement ici en Chambre, mais ça se disait dans les journaux, et je comprends bien ce qui se passait. Il y a des députés dans cette Chambre, surtout de l'autre côté qui sont journalistes et qui, dans certains journaux de Montréal, écrivaient cela. Ils disaient : Vous allez voir si Mercier va oser marcher. On le tient. Il n'osera pas déplaire à ses amis de Montréal. Ils sont tous contre lui. Ce n'est que le commencement de la dégringolade. Ils croyaient déjà que c'était arrivé.

Et mon ami le député de Châteauguay en proposant ces résolutions-là, lui qui appartient à une division de Montréal, n'a pas hésité, car il sait que je n'hésite jamais. Mais voyant son chef accusé ainsi, il a dit : je vais, moi du district de Montréal, proposer les résolutions, affirmant le principe à propos de la construction du pont.

La motion a été mise sur les ordres du jour, et l'on sait avec quel empressement le député de Gaspé et le député de Beauce ont demandé que cette motion ne fût pas mise aux voix mais qu'elle fût retardée parce que l'avis était insuffisant. L'on sait quels efforts de tactique parlementaire ont eu lieu dans cet occasion, pour empêcher le gouvernement d'arriver à une conclusion et de faire triompher sa politique. On cru faire un coup très habile.

On était si bien en faveur du pont, M. l'Orateur, que que l'on vous demandait de décider que la motion était irrégulière parce que l'avis était insuffisant. On voulait tant le triomphe de cette cause si chère aux habitants du district de Québec, que l'on vous demandait, au nom des règlements parlementaires, de fermer la bouche au député de Châteauguay appartenant au district de Montréal, qui demandait d'aider aux habitants du district de Québec. (Appl.)

Il a fallu céder. Le député de Châteauguay a cédé de bonne grâce. On aurait pu croire que c'était par respect pour les règlements de la Chambre. On n'avait jamais eu l'intention de s'opposer au principe de la résolution. On se contentait de vous demander de déclarer que la motion était prématurée, mais aussitôt que la motion viendrait d'une manière régulière on serait enchanté de l'adopter à l'unanimité. Pas du tout !

Quand le lendemain, la question est venue d'une manière régulière, que s'est-il passé ? Le chef de l'opposition, qui appartient aussi lui à la division de Montréal, de la même manière que moi et mon ami de Châteauguay et les autres, s'est empressé de proposer de retrancher de la résolution les mots "et que cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui sera soumise pour aider à la construction de ce pont."

Est-ce qu'il y avait un prétexte pour proposer cet amendement, et quel était ce prétexte ? Il a été donné par mon ami le député de Beauce, cet après-midi. Sans partager sa manière de voir, j'avoue, à son point de vue, qu'il a beaucoup de raison. Quelle est cette raison ? C'est que dans ces résolutions il y avait ces mots "toute mesure." Il dit : c'est trop général, c'est trop vague ; cela nous lie à approuver d'avance toute mesure que le gouvernement proposerait. Voilà sa prétention.

Je ne suis pas prêt à nier que cette prétention a une certaine valeur. Je ne l'accepte pas, quant à moi. Au point de vue de l'argumentation j'admettrai qu'il y a une certaine force dans cette manière de voir. C'était peut-être trop demander à nos adversaires de se lier d'une manière entière et imprudente, à l'égard d'une politique, d'un gouvernement qu'ils combattent et dans lequel ils n'ont pas confiance, mais il faut avouer que cette prétention n'avait aucune force pour les amis du gouvernement.

Mais est-ce là-dessus que nous avons voté ? Pas du tout. J'ai proposé ceci comme sous-amendement ; " Et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer libéralement dans la mesure de ses ressources au succès de cette grande entreprise, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard."

Ainsi, je recontrais l'objection de la manière la plus complète possible, je crois. On disait : Vous voulez nous faire prononcer en faveur d'une mesure que le gouvernement proposera, mais cette mesure sera-t-elle d'accord avec les ressources de la Province ? Cette mesure ne serait-elle pas extravagante ? Je disais : "et dans la mesure des ressources de la Province." J'offrais donc à ces Messieurs une chance de nous rencontrer. Plus que cela. On avait dit : Attendez-donc que les autorités fédérales se prononcent ; quand elles se seront prononcées, nous serons plus libres ; c'est une entreprise fédérale, ce n'est pas une entreprise provinciale, ce n'est pas une entreprise de la ville de Québec, c'est essentiellement une entreprise fédérale. C'est pour cela que j'ai ajouté : " Aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard."

N'est-ce pas, M. l'Orateur, que j'avais lieu de croire que je rencontrais les vues de mes amis de l'opposition et qu'ils n'auraient simplement qu'à se rallier à cette déclaration que le leur offrais. Pas du tout. Ils ont tous voté contre : MM. Blanchet, Casgrain, Desjardins, Flynn.

Ainsi, ces Messieurs qui disaient qu'il n'était pas possible de se prononcer en faveur d'une résolution qui déclarait la Chambre "prête à accepter toute mesure....." refusaient d'accepter une mesure qui serait suivant les ressources de la Province. Ces Messieurs qui avaient dit que c'était une entreprise essentiellement fédérale, refusaient d'admettre que nous lui aiderions aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard.

Voilà qui est bien clair. Est-il possible après cela de conclure que ces messieurs étaient en faveur du pont ? La veille ils refusent de discuter une proposition parce qu'elle est prématurée, l'avis étant insuffisant. Le lendemain, la motion vient devant la Chambre et ils refusent d'admettre que le gouvernement de cette Province devrait aider dans la mesure de ses ressources à la construction du pont devant Québec, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard.

Est-il possible de leur prouver d'une manière plus claire que ces Messieurs étaient contre le pont, l'autre soir ?

Allons plus loin. Cette résolution que j'ai soumise, M. l'Orateur, était exactement celle que j'avais proposé en 1888, qui est inscrite en toutes lettres dans les journaux de cette Chambre. Et le croiriez-vous, M. l'Orateur, cette même résolution a été adoptée à l'unanimité, c'est-à-dire qu'en 1888, ces Messieurs avaient déclaré qu'ils étaient en faveur de la construction du pont à Québec. Ils avaient déclaré "que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer libéralement et dans la mesure de ses ressources au succès de cette grande entreprise. C'était en 1888 cela. Cette année, en 1890, ces Messieurs disent : Non. Nous sommes contre cette proposition pour laquelle nous avons voté en 1888.

Voilà un argument de plus qui prouve, n'est-ce pas, que ces Messieurs ont changé d'opinion. En 1888, ils étaient en faveur de la construction du pont dans les conditions sus-mentionnées et, en 1890, ils sont contre.

Allons plus loin encore. Le député de Terrebonne est venu au secours de ses amis. Le député de Terrebonne est un homme adroit. Il a compris que ses amis étaient dans un mauvais pas, qu'ils étaient tombés dans un puits, et qu'il fallait les en retirer, et vous allez voir comment ils s'y est

pris pour les en retirer. Il les a enfoncés davantage. Jusqu'à présent, n'est-ce pas, on prétendait qu'il n'y avait là qu'une question, à savoir, qu'avec les ressources de la Province, il ne fallait pas se compromettre d'avance en faveur d'une mesure que le gouvernement proposera plus tard. Disons qu'il y avait du pour et du contre. Faisons à ces Messieurs des concessions aussi larges que possible. Mais que fait le député de Terrebonne ? Il dit :

“ Que les mots suivants : “ mais qu'elle regrette que les obligations contractées depuis le 11 juin 1888 et l'augmentation des dépenses ordinaires depuis cette date, ne lui permettent pas de contribuer, dès maintenant, au succès de cette entreprise, même sans attendre l'action des autorités fédérales, ” soient insérés à la fin de la question.”

Ainsi, recueillons-nous un instant devant cette expression d'opinion de notre ami de Terrebonne ; expression d'opinion remplie de sagesse, de philosophie ! Il ne s'agit plus maintenant de dire que l'on refuse d'accepter “ toute mesure ; ” c'est trop large. Il ne s'agit plus de dire que nous refusons de voter quelque chose pour le pont avant que les autorités fédérales ne votent quelque chose. Non, cela est effacé, cela est mis de côté. On demande à déclarer carrément deux choses : 1^o que les ressources de la province de Québec ne justifient pas le gouvernement de faire quoique ce soit pour la construction du pont ; 2^o même avec le concours des autorités fédérales.

Il y a deux choses là ; La Province n'est pas en état de faire quoique ce soit pour le pont. Ensuite, quand même les autorités fédérales feraient quelque chose, la Province ne serait pas en état de le faire.

Voilà la proposition. Qui a voté pour cette proposition ? Ecoutez bien, M. l'Orateur, et soyez édifié si vous pouvez l'être. Qui a voté pour dire qu'il n'est pas possible de donner un sou pour la construction du pont ? Qui a voté pour dire que, même si le gouvernement fédéral faisait une large part de sacrifices, la Province de Québec n'en ferait pas. Qui ? MM. Blanchet, Casgrain, Desjardins. Mon ami le député de Gaspé n'y était pas, je l'en félicite.

Donc, mon ami de Gaspé n'était pas prêt lui à déclarer que les ressources de la Province l'empêchaient de voter en faveur du pont. Mais, MM. Blanchet, Casgrain et Desjardins étaient en faveur de cette opinion-là.

Et aujourd'hui, qu'avons nous entendu ? M. l'Orateur, vous avez entendu les trois honorables députés du comté de Québec, de la Beauce et

de Montmorency se lever, les uns après les autres et déclarer qu'ils étaient en faveur du bill et qu'ils voteraient pour le bill, c'est-à-dire, que, dans l'espace de cinq jours, la province de Québec est devenue en état d'aider à la construction du pont ; c'est-à-dire que le 21, ces Messieurs étaient d'opinion que la province de Québec n'avait pas les ressources nécessaires pour aider à la construction du pont. Aujourd'hui, le 26, ces Messieurs déclarent que la province de Québec est en état d'aider à la construction du pont.

Voulez-vous m'expliquer quelle est la cause de ce changement ? Sincèrement le Trésor ne peut pas être rempli du jour au lendemain. Je ne sache pas, M. l'Orateur, que nous ayons fait fortune depuis ce temps-là. Je ne sache pas que mon ami le Trésorier ait reçu des sommes énormes depuis le 21. La position financière est la même. Elle est aussi bonne qu'elle l'était, mais elle n'est pas meilleure. Mais cependant, le 21, on déclarait de son siège, au nom des comtés que l'on représente, que la province de Québec était trop pauvre pour aider à la construction du pont. Et aujourd'hui, cinq jours après, on déclare que la province de Québec est assez riche pour contribuer à la construction du pont. Tant mieux, j'aime ces changements-là ; ce sont des changements pour le mieux pas pour le pire. Ça prouve une chose, M. l'Orateur. c'est que l'opinion publique a encore quelqu'influence sur mes amis de l'autre côté.

Car si l'état du coffre public est le même aujourd'hui que le 21, si la position des partis n'a pas changé, l'opinion publique s'est prononcée, et je dis que pas un de ces Messieurs ne pouvait espérer de rencontrer ses électeurs sans être démasqué, dénoncé comme traître à la cause du peuple (appl.)

Et, M. l'Orateur, c'est un des plus grands succès de l'opinion publique sur la Chambre d'Assemblée. Ça me rappelle les succès d'autrefois, quand l'oligarchie anglaise voulait écraser l'opinion publique en cette Province, quand, par des démonstrations militaires ou autres, on cherchait à empêcher le peuple d'exprimer ses opinions par la bouche de ses représentants, d'une manière libre et indépendante dans l'Assemblée législative. On voyait quelquefois des hésitations, mais tout-à-coup, il venait une de ces pressions populaires, une de ces tourmentes patriotiques qui entraînent tout, arriver jusqu'à l'enceinte Législative et forcer les traitres à devenir des patriotes, et les lâches à devenir des braves. (Appl.)

Je ne dirai pas que c'est arrivé dans ce cas-ci, car je ne veux pas employer d'expression qui seraient blessantes pour mes adversaires. Toujours est-il que je comprends parfaitement bien que ces Messieurs ont cédé devant l'opinion publique, et je les en félicite. Cela prouve qu'il y

a encore de la ressource chez eux. Ils ont encore des sentiments patriotiques ; ils sont encore en état de se laisser gouverner par le sens populaire. Tant mieux, M. l'Orateur. Quand je vois des adversaires se conduire de cette manière et changer d'opinion ainsi, je me dis : je ne désespère pas de la patrie, je ne désespère pas de la province de Québec, et quels que soient les dangers qui nous menacent, ceux qui nous combattent aujourd'hui, écouteront le sentiment populaire et se réuniront demain pour faire triompher la cause sacrée du pays. (Appl.)

Je termine. C'est bien consolant, tout de même. Si l'autre soir c'était triste, ce soir c'est très gai. Il est vrai qu'au milieu du combat nous allons faire quelques pertes. Nos rangs ne seront pas peut-être aussi serrés qu'ils ont l'habitude de l'être, mais enfin ; on ne peut pas aller au combat sans perdre quelques soldats. Moi qui suis un vieux combattant, j'ai souvent vu mes amis succomber au milieu de la lutte, et quelquefois moi-même, j'ai été victime du sort. Je me suis relevé. J'ai tâché de relever mes amis qui tombaient. J'en ferai autant après ce combat-ci. S'il y en a quelques-uns qui nous désertent sur cette question du pont, après la lutte, j'irai visiter les champs de bataille, je tâcherai de relever ceux qui ont succombé, j'essaierai de les ramener au bercail ; j'espère que j'y réussirai. Mais il y a une chose certaine, c'est que, pour un soldat que nous perdrons, nous en aurons sept ou huit de l'autre côté (appl). C'est là la grande satisfaction. C'est que notre politique finit par triompher. On a beau la combattre, on a beau la ridiculiser, on a beau chercher à l'empêcher d'arriver au cœur du peuple, on ne réussit pas. Et nos adversaires les plus acharnés, ceux qui nous font la guerre la plus injuste, la plus vigoureuse, ceux qui sont toujours prêts à nous dénoncer, et ceux qui, dans ce cas-ci, nous ont dénoncé avec le plus de vigueur sont obligés de venir à nous et de dire au gouvernement : Vous avez raison, nous avons tort, et nous nous rallions à vous et nous allons voter avec vous. Vous avez inauguré une grande politique, une politique intelligente, une politique patriotique. Nous l'admettons, l'autre soir nous étions contre mais pardonnez-nous ; c'est un accident. Nous n'avions pas bien réfléchi. Depuis ce temps-là nous avons réfléchi. Nous étions aveuglés par la poudre du combat. Nous ne pouvions pas bien voir les couleurs qui étaient portées de côté et d'autre. Puis l'habitude de toujours voir bleu nous a entraînés de ce côté-là. Mais maintenant nous apercevons à l'horizon, aujourd'hui que la fumée du combat a disparu, nous apercevons ce beau drapeau que vous avez inauguré et au loin sur la cime du cap ou sur les rives de l'île d'Orléans, ou vers le Cap-Rouge nous apercevons ce magnifique chef-d'œuvre du pont de Québec et cela nous entraîne malgré le

désir que nous avons de vous combattre. Nous sommes obligés de vous tendre la main afin de passer avec vous sur ce pont que vous voulez nous donner. (Appl).

Qu'ils soient les bienvenus ; notre politique va triompher.

Le chef de l'opposition va voter contre nous. Ça me fait de la peine : c'est un homme intelligent ; c'est un homme de Montréal. J'aime que les gens de Montréal se conduisent comme des hommes de cœur, se montrent comme mes amis se sont montrés. Ils n'ont pas considéré qu'ils représentaient la ville de Montréal ou le district de Montréal. Ils ont dit : c'est là le résultat d'une grande idée, la construction du pont. Ce pont est nécessaire à la prospérité de la province de Québec, malgré qu'il soit situé à Québec, nous allons voter pour. Nous allons peut-être en souffrir dans nos comtés, mais nous nous moquons du résultat des élections. Pour nous il s'agit d'assurer le triomphe d'une politique intelligente et patriotique.

Je regrette que mon ami le chef de l'opposition ait pensé autrement. Il aurait attaché son nom à une grande œuvre. Je dis devant le pays que, si mon ami le chef de l'opposition avait pu se détacher de ses préjugés étroits de localité pour embrasser cette politique large et nationale et nous aider à obtenir un vote unanime en faveur de cette entreprise immense, il aurait attaché un beau fleuron à sa couronne politique, et ceux qui l'auraient remplacé plus tard sur les banquettes de l'opposition ou sur les banquettes ministérielles comme chef distingué du parti, auraient pu dire : "Celui que nous remplaçons était un homme de cœur, un homme d'esprit ; cet homme n'a pas craint de mettre les préjugés locaux de côté pour se rallier à une grande politique."

Je le regrette pour lui. Il va être abandonné par ses zélés lieutenants. Il va être abandonné par ceux qui tous les jours font la lutte à ses côtés. Il va être abandonné par son lieutenant de droite. Il va être abandonné par ses lieutenants de gauche, les députés de Montmorency et de Gaspé, trois hommes qui, dans cette Chambre et ailleurs, font la lutte avec vigueur et succès pour le triomphe de la cause conservatrice. Il va être abandonné par un de ses lieutenants distingués, le député du comté de Québec. Il va être abandonné aussi par d'autres qui sont forcés de marcher avec nous sur cette question. Ces Messieurs laissent leur chef parce qu'ils sont forcés d'avouer qu'il a tort et que nous avons raison. Et c'est le plus beau triomphe que nous puissions remporter. (Appl.)

C'est le plus beau triomphe que nous puissions avoir dans cette Chambre et dans le pays, de voir des hommes distingués comme ceux qui

ont parlé cet après-midi, venir déclarer qu'ils sont obligés de marcher avec nous.

Cette déclaration et le vote qui va suivre va prouver au pays que notre politique est une politique intelligente et mérite de triompher. (Appl.)

Laissons de côté cette question politique, laissons de côté toutes les considérations que j'ai offertes à cette Chambre, laissons cela de côté et ne considérons qu'un seul point. Ne vous en effrayez pas, M. l'Orateur ; que mes amis parlant la langue anglaise ne s'en effrayent pas. Malgré que cette considération ne soit que secondaire, elle n'en est pas moins importante. Entendez-vous, M. l'Orateur, depuis quelque temps ces rugissements de rage contre tout ce qui est français et catholique. Ne lisez-vous pas tous les jours dans les journaux le récit de choses pénibles que l'on dit et que l'on écrit contre notre nationalité ?

Est-ce que nos frères de là-bas ne sont pas exposés à perdre tout ce qu'ils ont de plus cher et de plus sacré ? Est-ce que l'on n'a pas voté l'autre jour l'abolition de la langue française sous une forme déguisée ? Est-ce que l'on n'a pas voté l'autre jour l'abolition des écoles séparées ; et est-ce que l'on ne discute pas dans la Législature d'Ontario si la langue française ne sera pas bannie des écoles publiques ? Quand vous voyez ces efforts faits afin d'arriver à l'écrasement de notre race, de ce million et demi d'habitants parlant la langue française dans le Dominion, est-ce que le temps n'est pas arrivé de nous rallier de nous unir, non pas pour attaquer, mais pour nous défendre, non pas pour assaillir nos ennemis, mais pour nous fortifier dans cette vieille ville de Québec si chère à tout Canadien-français quelle que soit sa politique.

Est-ce que cette vieille ville française ne contient pas ce que nous avons de plus précieux au point de vue des traditions nationales, et est-ce que les étrangers qui viennent ici visiter le Canada ne s'empressent pas de venir dans cette ville remplie des plus chers souvenirs, afin de se rappeler la patrie française d'autrefois. Voilà la cité par excellence où la nationalité française est en quelque sorte concentrée : c'est ici que l'on trouve tous les souvenirs d'autrefois ; c'est ici que l'on trouve nos tristesses et nos joies ; c'est ici que nous trouvons nos haines et nos amours. C'est ici que se trouve ce que nous avons de plus cher et de plus sacré. Fortifions cette ville sainte et bénie de Québec. (Appl.)

Rendons-là prospère, nous de Montréal, nous qui ne sommes pas jaloux de Québec, disons à Québec et à tout le district de Québec : Que Québec grandisse ; que Québec devienne forte et puissante : qu'elle soit

en quelque sorte un boulevard pour notre nationalité et nos institutions. Donnons-lui la richesse commerciale qui lui manque ; donnons-lui un pont qui va faire concentrer ici tous les chemins de fer des deux côtés du Saint-Laurent, et qui va apporter la prospérité et la richesse aux habitants de la cité de Québec, qui fera sortir cette ville de sa léthargie et qui la rendra riche comme elle doit l'être, riche comme l'intelligence de ses habitants mérite qu'elle le soit. Alors, nous les citoyens de Montréal, serons heureux d'avoir contribué à cette richesse, comme nous serons fiers d'avoir aidé à conserver les traditions nationales dans la vieille cité de Québec. (Appl.)

